

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13370 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 23 JANVIER 1988

Paris-Bonn : un élan nouveau

Les beaux discours auxquels donne lieu ce vendredi 22 janvier la célébration du 25^e anniversaire du traité de coopération franco-allemand susciteront sans doute critiques et scepticisme. On recensera les insuffisances de la coopération dans les domaines culturel, économique et de la politique étrangère; on évoquera les incompréhensions qui séparent encore les deux peuples; on railera le caractère symbolique de ce que les mauvaises langues appellent la « fanfare » franco-allemande (la brigade); on soulignera les impossibilités présumées auxquelles le Conseil de sécurité, dans son ambition de définir une stratégie commune, ne peut, croit-on, que se heurter. On déplorera enfin que ce couple franco-allemand impudique froisse, par l'étalage de ses effusions, d'autres Européens.

Aucune de ces critiques ne sera totalement dénuée de fondement. Mais elles confirment à leur manière qu'un véritable élan nouveau est actuellement insufflé au rapprochement entre Paris et Bonn. M^{rs} Thatcher, qui, il y a un an encore, n'y trouvait rien à redire, a multiplié ces temps-ci les mises en garde sous prétexte que cette sorte d'alliance dans l'alliance risquerait de menacer l'unité de l'OTAN.

A Moscou, on accuse Paris de tenter perfidement de lever les restrictions imposées au statut militaire de la RFA et de vouloir rattacher cette dernière à la stratégie française de dissuasion. Ces critiques sont fautiveuses - mais on ne prête qu'aux riches: elles témoignent que la coopération entre Paris et Bonn dans le domaine de la sécurité devient affaire vraiment sérieuse.

Les sceptiques, qui, à l'inverse, voient dans les mêmes initiatives de la poudre aux yeux, méconnaissent, pour leur part, la dynamique propre du rapprochement, qui ne peut procéder que très progressivement. Les idées bouleversantes - comme celle d'étendre à l'Allemagne le « parapluie » nucléaire français - ont un effet de blocage, parce qu'elles détachent des polémiques là où l'on ne peut avancer que par consensus, parce qu'elles réveillent des radicalismes endormis, qu'ils soient gaullistes ou stalinistes.

Le statut différent de la France et de l'Allemagne par rapport à l'OTAN pose certes un problème complexe. Mais si ces avancées franco-allemandes sont aujourd'hui possibles, c'est que les complémentarités de ces statuts est désormais reconnues, y compris à Washington.

L'élan nouveau de la coopération franco-allemande veut répondre aux défis que pose le monde non seulement aux deux pays, mais à l'Europe, à sa sécurité, à son équilibre économique et monétaire. Les Français ont tenu à mettre sur le même plan que le conseil de défense un conseil économique dont la création, il y a quelques jours encore, paraissait des plus incertaines. Les attentes de Paris et de Bonn en ce domaine restent très disparates, et cette nouvelle institution aura, elle aussi, à faire ses preuves. Du moins témoignent-elles, du côté français, de l'effort récent du gouvernement de M. Chirac pour participer activement à une politique franco-allemande guidée par le président de la République, pour laquelle il avait jusque-là quelque peu manqué d'enthousiasme.

(Lire nos informations pages 2 et 3.)

M 0147-01230-4,50 F



379047004500 01230

La rencontre Sihanouk-Hun Sen en France

La négociation sur le Cambodge marque des progrès

La deuxième série d'entretiens entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, s'est tenue les mercredi 20 et jeudi 21 janvier, au pavillon Henri-IV de Saint-Germain-en-Laye. Elle a fait progresser l'épineux dossier du conflit cambodgien, qui est désormais en voie de règlement. Les deux hommes ont décidé de se retrouver à Pyongyang, en Corée du Nord, à la fin du mois d'avril.

Les deux parties étaient d'accord jeudi soir: un pas important a été accompli même si des désaccords subsistent et s'il faudra du temps pour les surmonter et organiser une phase de transition. Ayant abordé, pour la première fois, des questions concrètes, le prince Sihanouk et M. Hun Sen ont jeté les bases d'un règlement du conflit. Certes, le jeune premier ministre de Phnom-Penh ne s'est engagé qu'à « étudier avec attention » la proposition du prince de former, entre eux, un « gouvernement provisoire » chargé d'organiser l'élection d'une Assemblée constituante sous contrôle international. Mais il n'a pas rejeté le projet du

prince, qui est désormais au cœur de la négociation.

Puisque M. Hun Sen est d'accord sur un « gouvernement de coalition » et sur le multipartisme, quel est le plan de Sihanouk? Les deux autres facteurs cambodgiens - les Khmers rouges et M. Son Sann - boudent, jusqu'à nouvel ordre, la négociation. Le prince propose à M. Hun Sen la formation, entre eux, d'un gouvernement de transition. Les Vietnamiens commenceront à évacuer le Cambodge - dans un délai de deux ans, et non plus de trente mois, a proposé, jeudi, M. Hun Sen - une fois un accord réalisé sur ce point.

JEAN-CLAUDE POMONTI.
(Lire la suite page 5.)

La préparation de la campagne présidentielle

M. Barre réservera ses critiques à M. Mitterrand

M. Raymond Barre, qui doit annoncer le 8 février sa candidature à l'Élysée, a confirmé, le vendredi 22 janvier à Europe 1, qu'il ne changerait pas le rythme de sa campagne, et clairement indiqué que son adversaire désigné était M. Mitterrand. A propos de M. Chirac, son rival dans la majorité, il a déclaré: « Nous ne sommes pas ennemis; nous n'allons pas tirer l'un sur l'autre. Nous avons à tirer sur quelqu'un d'autre. »



Lire nos informations page 7

Les embarras de la circulation dans la capitale

Paris en proie aux grands projets

M. Jacques Chirac présentera lundi 25 janvier au Conseil de Paris un programme d'action pour déboucher la capitale: quelques mesures de détail et, peut-être au-delà, un réseau d'autoroutes souterraines. L'opposition critique ces propositions. Un débat devrait s'engager sur les déplacements de dix millions de Franciliens, l'aménagement cohérent de la région parisienne et, finalement, l'avenir de Paris.

Quatre cent cinquante policiers auxiliaires et cent cinquante « pavenches » (contractuelles) supplémentaires dans les rues; l'extension du stationnement payant; une augmentation de 5 % du tarif des taxis; des facilités pour les véhicules de livraison et les cars de tourisme; telles sont les mesures que M. Jacques Chirac fera adopter, lundi 25 janvier, par le Conseil de Paris pour améliorer la circulation et le stationnement dans la capitale.

Les traditionnels « embarras de Paris » sont, en effet, pires que

jamais. Après avoir légèrement décliné en 1985 et en 1986, le flot des véhicules s'est à nouveau gonflé l'an dernier. Au total, il a augmenté de plus de 9 % en dix ans. Les spécialistes constatent que la saturation de la voirie peut provoquer aujourd'hui des embouteillages à toute heure de la journée et dans la plupart des quartiers.

Consentant de cette situation et du mécontentement qu'elle engendre, le maire a donc créé l'an dernier un « comité municipal de la circulation », qui a tenu trente-

quatre séances. La montagne aurait-elle accouché d'une souris? La modestie des mesures proposées résulte d'un choix politique. « Le pari que je fais, a expliqué le maire, est de préserver la liberté de chacun et d'améliorer la situation actuelle, en ne retenant aucune mesure contraignante. » Elle est dans le droit fil de l'attitude adoptée par le premier magistrat de la capitale, depuis son arrivée à l'Hôtel de Ville, en 1977.

MARC AMBROISE-RENDU.
(Lire la suite page 9.)

Ventes de titres, concentrations, concurrence de la télévision

Les révolutions de la presse écrite

Dépôt de bilan du Matin de Paris, rachat du groupe Les Echos, difficultés de M. Robert Hersant, nouvelles ambitions d'Havas et d'Hachette, émergence des Presses de la cité dans le domaine des journaux: l'année 1988 risque d'être une année décisive pour la presse écrite française comme 1987 l'a été pour la télévision. Une année de crises et de mutations spectaculaires.

Rien de commun, en apparence, entre l'audiovisuel qui explose après quarante ans de monopole public et des journaux qui n'ont jamais connu que le régime de l'entreprise privée. Pourtant, la presse écrite, tout comme l'image, émerge brusquement d'une économie artificielle, strictement encadrée par l'Etat depuis la Libération. La dérégulation de 1986, l'arrivée des télévisions privées, la concurrence étrangère et les révolutions techniques bouleversent les équilibres du marché et imposent à toutes les entreprises une nouvelle donne économique.

1944: la presse fait peau neuve en France. Compromis pour partie d'entre eux par leur flirt avec l'occupant, les grands quotidiens font l'objet de l'atten-

tion critique du gouvernement. Les titres convaincus de collaboration sont confisqués, comme leurs biens immobiliers et leurs imprimeries. Par le biais de la SNEP, qui les redistribue, ils échoient à des réseaux de résistants.

Soucieux de soustraire la presse à l'influence des puissances financières et désireux de garantir la diversité des opinions en favorisant le pluralisme des journaux, l'Etat réglemente strictement l'information écrite. L'ordonnance d'août 1944 traduit cette volonté de la voir devenir plus transparente et d'éviter sa concentration aux mains de quelques groupes de presse. Elle condamne les opérations de prête-nom, oblige les propriétaires d'une publication à apparaître au grand jour, fixe les responsabilités du directeur d'un titre et de ses collaborateurs et stipule enfin qu'une personne ne peut diriger plus d'un quotidien.

Le cadre réglementaire se double, au nom des mêmes principes, de mécanismes de solidarité interprofessionnelle. Les journaux bénéficient dès les lendemains de la Libération de systèmes coopératifs dans le domaine du papier et de la distribution. En 1947, se crée la Société professionnelle des papiers de presse (SPPP). Cet organisme coopératif procède à l'achat de papier journal et fixe

un prix de péréquation qui tient compte du prix du papier français, largement supérieur à l'époque à celui du marché international. Identique quels que soient le tonnage, le volume et le lieu de transport des journaux utilisateurs, ce prix de péréquation les met tous sur le même plan.

A la même époque, les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) se mettent en place. Comme les sociétés de distribution existant en province pour les titres locaux ou régionaux, les NMPP assurent la diffusion dans les kiosques, en pratiquant une remise de base de 39 % sur le prix de vente des quotidiens, de 41 % pour les autres. Un système égalitaire qui favorise la création de nouveaux titres, mais dont le coût reste élevé (10 % à 25 % du total des coûts d'une entreprise de presse), car il prend en compte le retour des exemplaires invendus.

Enfin, l'Etat intervient directement, dès 1945, dans le financement de la presse par le biais des aides publiques. Une intervention conséquente puisqu'elle pèse aujourd'hui 5,7 milliards de francs, soit 13 % du chiffre d'affaires du secteur.

YVES-MARIE LABÉ
et JEAN-FRANÇOIS LACAN.
(Lire la suite page 18.)

A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,50 dir.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 F.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 166 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 150 dr.; Italie, 90 p.; Israël, 1 700 L.; Liban, 0,400 DL; Luxembourg, 30 L.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 130 esc.; Singapour, 336 F CFA; Suède, 12,50 cr.; Suisse, 1,80 A.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكوا من الأصل

سكزا من الاجل

Débats

Le vingt-cinquième anniversaire de la signature



Un mariage de raison

QUI se souvient encore de ce jour de mariage en janvier 1963 ? La France était à peine sortie de la guerre d'Algérie, l'Allemagne avait tout juste commencé à digérer la construction du mur de Berlin, qui cimentait la division du pays, l'URSS et les Etats-Unis se trouvaient au lendemain de leur dangereux affrontement de Cuba. Qui, dans ces circonstances, aurait placé ses espoirs dans l'avènement d'une communauté franco-allemande ?

par RUDOLF VON THADDEN (*)
voisins des bords du Rhin en tirent les conséquences dans le sens d'une union plus étroite. La coopération franco-allemande, pourtant, avait du mal à avancer. Un peu plus tard, malgré les efforts de Mitterrand et de Kohl pour faire de ce couple un moteur de la construction de l'Europe, ce furent les populations qui cette fois hésitèrent. Cela se révéla d'abord dans la différence des réactions face à la course aux armements des deux superpuissances : les Français se méfiaient des tendances pacifistes apparues en Allemagne, les Allemands soupçonnaient d'égoïsme national les Français qui exigeaient que les Pershing soient déployés surtout en République fédérale.

Les erreurs à éviter

Les divergences des opinions publiques face aux problèmes de l'écologie et des centrales nucléaires n'étaient pas moindres. Après la catastrophe de Tchernobyl, on refusait à Sarrebruck de manger de la salade, que l'on vendait sans scrupules quelques kilomètres plus loin, à Forbach et à Metz. Les critiques des Allemands contre la politique nucléaire de la France se focalisaient sur Cattenom.

Beaucoup s'en méfiaient. En Allemagne fédérale, la majeure partie de la CDU, les libéraux et les sociaux-démocrates préféraient l'alliance atlantique au resserrement des liens avec la France. Et, en France, ce fut finalement la conception gaulliste de la défense du sanctuaire national qui prit le dessus. On n'eut pas besoin d'attendre l'Ostpolitik de Willy Brandt pour voir mise à l'épreuve la volonté de coopération.

Au début des années 70, les problèmes économiques rappelaient encore aux hommes d'Etat que la situation, structurellement, restait la même qu'en 1963 : ni la France ni l'Allemagne n'avaient assez de poids pour peser sérieusement sur les relations internationales. Ce fut surtout Helmut Schmidt, qui, fort des expériences faites avec les Anglo-Saxons, éleva la voix pour que les deux

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Ne vaudrait-il pas mieux renoncer à fêter le vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Elysée ? Je ne le crois pas du tout. Au contraire, il faut en profiter pour réfléchir sur les erreurs que nous avons commises jusqu'à présent et mieux saisir les chances qui continuent de s'offrir à nous.

Parmi les erreurs, la première à éviter est de ne pas suffisamment tenir compte dans la politique que l'on mène de l'opinion publique du partenaire. Il ne faut pas négliger les craintes de l'autre. Le manque de psychologie est souvent un germe de divorce.

(*) Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Göttingen.

Il ne faut pas, en second lieu, se lancer dans des projets de coopération sans approfondir, en même temps, la connaissance que l'on a de la culture et de la mentalité du partenaire. Qui n'a pas fait l'effort de comprendre l'autre n'arrivera jamais avec lui à une véritable entente. Est-il besoin de répéter que cela exige avant tout une meilleure connaissance des deux langues nationales ? L'anglais ne peut être un passe-partout pour la compréhension mutuelle !

Enfin, plutôt que de rivaliser sans cesse pour la gloire éphémère d'une première place, mieux vaudrait apprendre à partager les charges qui découlent des problèmes vitaux : l'augmentation du chômage, l'élaboration de plus en plus difficile d'une politique raisonnable à l'égard des immigrés, le conflit croissant entre les exigences du progrès économique et le souci écologique. S'atteler à résoudre en commun un seul de ces problèmes vaut plus que douze déclarations d'amitié !

Cependant, les chances que nous avons aujourd'hui de faire de la France et de l'Allemagne fédérale une communauté motrice au sein de l'Europe sont, malgré les lenteurs et les déceptions, plus grandes qu'il y a vingt-cinq ans.

D'abord grâce au développement des moyens de communication, qui nous permettent bientôt de suivre les programmes de télévision du partenaire dans les régions les plus reculées de chaque pays.

Il existe, ensuite, des conditions d'échanges scolaires et universitaires qui permettent de former des élites biculturelles, capables de partager des responsabilités avec leurs homologues dans le pays partenaire.

Enfin, dans le domaine politique, on a su réconcilier la coopération franco-allemande avec les besoins de l'alliance atlantique et ceux de l'Europe. Le couple n'est plus un objet de méfiance internationale.

Il n'y a donc pas que les mariages d'amour qui méritent de fêter leurs noces d'argent.

Des liens de famille indissolubles

PERSONNE n'a encore mesuré la signification que l'amitié franco-allemande a eue pour la réussite de la démocratie allemande après 1945, pour notre accueil dans la famille européenne. Les jeunes, nous dénonçons les tendances réactionnaires, lorsque arrivèrent les néonazis, lorsqu'une idée erronée de l'Etat fit connaître dans le monde entier le mot de « Berufsverbot » (les interdictions professionnelles), chaque fois nous nous tournions vers la France pour savoir ce qu'on pensait de nous.

La France a été, pour ma génération, une importante assurance de démocratie et de liberté. Quand les conservateurs devaient chez nous trop nous inquiéter, l'Etat trop nous en appeler à la France, nous lisions le Monde et Sartre. Nous nous réjouissions de l'intérêt des Français pour ce qui se passe chez nous. Quand le mouvement d'Harlem Désir faisait il y a peu les grands titres de l'actualité, notre cœur s'est mis à battre un peu plus fort. Il n'y a pas seulement une communauté d'intérêt franco-allemande dans les domaines militaire ou économique. Il nous appartient aussi de vaincre en commun la xénophobie, de renvoyer aux vestiaires Le Pen et les néonazis, de lutter ensemble pour plus de justice sociale, de contraindre nos utopies culturelles.

J'aurais préféré qu'on parlât d'un « traité de famille ». Les amitiés ne sont pas éternelles, surtout celles sur lesquelles on doit en permanence faire de grands discours. Il y a toujours un moment où elles risquent de n'être plus qu'un ornement un peu kitsch. Non, nous avons une relation de type familial, pas toujours facile — ce n'est pas tous les jours l'amour fou — mais elle est indissoluble par naissance et par raison.

La France moderne et l'Allemagne moderne sont les enfants du même drame de famille. Traité d'amitié ! Cela résonne d'une manière un peu trop diplomatique. On se serre les mains à Verdun sur un pont flottant branlant. Des reli-

quies de famille n'ont pas besoin de diplomatie. Nous faisons partie du même monde, nous sommes extrêmement différents et nous avons besoin de nous parler sans cesse. J'ai commencé tôt dans ce domaine. Elle s'appelait Miss Rasmann, habitait dans une soupage de notre internat, avait peu d'argent et était tout imprégnée de culture française. C'était mon professeur de français. Elle avait plus de soixante ans. Elle était tellement tendre et tellement belle. J'avais quatorze ans, j'adorais son style et il était français.

Miroirs déformants

Mon deuxième souvenir est un livre relié en cuir : Georges Duhamel avait sorti en 1923 aux éditions Insel une Anthologie de la poésie lyrique française, avec une préface destinée aux Allemands dans laquelle il écrivait : « Je crois fermement que l'ignorance dans laquelle les peuples vivent et la méconnaissance réciproque de leurs vertus les rendent plus vulnérables à la haine et plus dociles aux sollicitations de la violence. Au revêche, tout progrès dans la connaissance est un progrès dans l'amour ».

La même année, les Français avaient occupé la Rhénanie. Je m'étais procuré ce texte il y a trente-deux ans en allemand. Depuis, je n'ai jamais oublié : il y avait déjà, après la première guerre mondiale, une aspiration à l'amitié.

On ne s'embrasse pas toujours. Parfois nous les Allemands, nous nous reconnaissons dans les articles de journaux français comme dans des miroirs déformants sur un champ de foire. Nous devrions y faire constamment attention, car l'image que nous voyons est aussi celle de notre histoire allemande telle qu'elle est restée gravée dans la tête des Français. Nous sommes étonnés que nos manifestations

(*) Député de Hambourg, responsable du groupe parlementaire social-démocrate pour les relations franco-allemandes, chef de collection aux Editions Rowohlt.

contre les armes nucléaires aient mis la presse française dans un tel état, comme si on se trouvait au bord d'un déferlement des pacifistes allemands. Quand nous discutons d'un approvisionnement rationnel en énergie ou des problèmes de la pollution par les produits chimiques, nous lisons au début des années 80 dans les journaux français que nous n'étions pas encore tout à fait sortis des forêts des anciens Germains. Les Français s'irritaient de Heidegger ; chez nous, il y a eu l'année dernière un joli petit congrès critique sur Sartre. C'est ainsi que doivent être des relations familiales supranationales ; c'est un Français qui était le meilleur expert de Hölderlin.

Comme social-démocrate, je pourrais jusqu'à aujourd'hui le poids d'une tâche centenaire. Comme éditeur, une responsabilité entre deux cultures seurs, souvent écartelées mais toujours dépendantes l'une de l'autre, impensables l'une sans l'autre.

Un bilan ? La famille s'est retrouvée et est devenue adulte. Il est temps que nous nous rapprochions plus étroitement. Ne laissons pas les grands interprètes du franco-allemand discuter de nous dans leurs réunions mensuelles, mais discutons nous-mêmes ensemble à tous les niveaux. Ne limitons pas nos débats aux vols balistiques ou aux satellites ; les ingénieurs d'ITT, de Siemens ou de Mitsubishi le font mieux. Assez avec la jubilation sur la science-fiction. Nous avons des tâches plus grandes. Cherchons à définir à quoi ressemble la conscience culturelle de l'Europe. A quoi ressemble notre utopie commune de la liberté, de la paix intérieure dans notre société. Ayons des rêves concrets communs, pour surmonter le chômage sans être obligés de foumer le monde entier en armes.

Enfin, pathétique à la limite froide des lampes à halogène post-moderne ? Quand un chancelier s'écrit la main présidentielle pour la télévision, pourquoi ne pas me permettre une étincelle de pathétique ? Elle est imprégnée de trente-cinq ans d'émotions amicales et justifiées par l'exploit du défi européen.

Un optimisme mesuré mais légitime

par ALFRED GROSSER

OUI, l'état présent des relations franco-allemandes justifie la commémoration. A condition de signaler d'emblée qu'il n'a assurément pas marqué un commencement, encore moins une réorientation. Le général de Gaulle a eu l'immense mérite de convertir des millions de Français à une conception des rapports entre la France et la République fédérale qui avait prévalu avant lui et en partie contre lui. Et le traité de l'Elysée du 22 janvier 1963 a surtout été un traité d'amitié. Il n'a pas réglé de différends bilatéraux parce qu'il n'en restait guère à régler : le dernier traité ayant des conflits avait été signé en octobre 1956 par Guy Mollet et Konrad Adenauer à Luxembourg ; il organisait, d'une part, le retour de la Sarre à l'Allemagne, d'autre part, la canalisation de la Moselle, permettant à l'acier lorrain d'accéder à la mer par voie fluviale.

La spécificité des relations franco-allemandes, ce n'est pas la première phrase du Préambule de la Constitution de 1946, ce préambule auquel le Conseil constitutionnel se réfère si souvent : « Au lendemain de la victoire remportée par les peuples

libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine... » C'est un régime qu'on avait vaincu, non un peuple ou une nation. Il s'agissait d'aider les Allemands qui l'avaient combattu à construire une autre Allemagne, qui serait ainsi « l'Allemagne de nos mérites », pour reprendre le titre de l'article que Joseph Rowan, rescapé de Dachau, avait publié dans l'Esprit dès octobre 1945. Avant d'évoquer 1963, il faut rappeler le travail intense de contacts et d'échanges effectué de 1946 à 1949.

Et avant même de dire que le couple de Gaulle/Adenauer a été précédé, en 1950, par la trinité Adenauer/Robert Schuman/Alcide de Gasperi, unis moins par leur catholicisme que par leur destin commun d'hommes des frontières, il faut évoquer la trinité plus ancienne Eugen Kogon/Henri Frenay/Altiero Spinelli, créateurs, dès le lendemain de la guerre, d'un mouvement européen au nom des idéaux de la résistance. Kogon, l'ancien détenu de Buchenwald, qui vient de mourir, et dont l'analyse sur les camps — d'abord créés par des

Allemands pour des Allemands — est toujours disponible en Livre de poche. Frenay, ancien chef du mouvement Combat à qui on vient de faire franchir le dernier degré dans l'ordre de la Légion d'honneur, et Spinelli, disparu en 1986, dont l'Acte unique européen reprend, en l'édulcorant, le projet à l'Assemblée de Strasbourg.

Le traité de 1963 comprend deux volets importants et un aspect surprenant, celui de la défense, puisque, au lieu de fixer un accord, il relève un désaccord : « Sur le plan de la stratégie et de la tactique, les autorités compétentes des deux pays s'attachent à rapprocher leurs doctrines en vue d'aboutir à des conceptions communes ». Il aura fallu attendre la présidence de François Mitterrand pour voir cette disposition véritablement appliquée. Le volet instigateur d'un rapprochement tous azimutés est celui qui prévoit des consultations fréquentes entre les deux gouvernements, et cela à tous les niveaux et dans presque tous les ministères.

Le volet créateur a permis la mise en place, dès 1964, de l'Office franco-allemand pour la jeunesse. Un office qui a repris et développé le travail antérieur d'échange, et qui constitue aujourd'hui l'organisme le plus visible, le mieux implanté, touchant la « clientèle » la plus nombreuse, parmi les institutions publiques ou privées diffusant dans chacun des deux pays la connaissance des réalités de l'autre. A l'occasion de l'anniversaire du traité, ne conviendrait-il pas de célébrer l'action du BILD, avec ses revues Documents et Dokumente créées dès 1945, de l'Institut franco-allemand de Ludwigshafen, né en 1948, du Centre d'études germaniques de Strasbourg, du Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine, et un nombre impressionnant de réalisations durables ?

Les gestes symboliques n'en ont pas moins leur justification, depuis le timbre-poste commun jusqu'aux manifestations organisées en commun par les ambassadeurs des deux pays dans les capi-

tales d'Etats Gers. On est, en effet, en droit de relever de nombreux aspects positifs dans l'évolution des rapports franco-allemands. Par exemple, dans les attitudes révélées par les sondages : la première enquête française de 1988 donne 68 % de réponses positives, contre 10 % de négatives, à une question sur l'image de la République fédérale, 72 % contre 12 %, à propos des Allemands. Par exemple, dans les échanges commerciaux, la France étant le premier client et le premier fournisseur de la République fédérale.

Un problème d'identité

Mais aucune donnée favorable ne peut être produite sans réserves. L'amélioration de l'image du voisin, de pair avec le déclin de la connaissance de sa langue. Les abondants échanges commerciaux comportent un gros déficit français qui constitue une sorte de charge de dynamite au cœur des relations franco-allemandes. Dans tous les domaines, le bilan appelle la nuance, avec pourtant la possibilité de trouver partout des justifications pour un optimisme mesuré.

On n'a pas tort de regretter chez nous que 1992 soit moins évoqué et invoqué que nos voisins qu'en France. Mais il ne s'agit pas seulement d'un certain refroidissement européen en Allemagne. A l'égard du marché unique, on y éprouve à la fois moins de craintes et moins d'espoirs, parce qu'on se sent désormais plus assuré. Et, sur bien des points, le retard est français. Ainsi, le Tribunal constitutionnel fédéral a autorisé récemment les citoyens allemands à ne pas obéir à la loi fiscale de leur pays si leur gouvernement a laissé passer le délai fixé par une directive européenne pour abolir les dispositions de ladite loi. Le Conseil d'Etat a gardé jusqu'ici une jurisprudence moins « européenne ».

En matière de défense, la France a signé, le 27 octobre dernier, la « plate-forme » de l'Union de l'Europe occidentale qu'elle affirme sa « détermination à défendre [sa frontière] tout

Etat membre », ce qui correspond au désir vainement exprimé depuis de longues années par le parlementaire allemand, Er, en République fédérale, le « mouvement de paix » est, si l'on peut dire, désarmé devant l'argument que, sans la fermeté occidentale pour l'installation des Pershing-2, il n'aurait pas eu d'accord de désarmement, donc qu'il y aurait toujours les SS-20. Mais on ne saurait dire pour autant qu'il existe désormais, entre les gouvernements et dans les opinions, une claire communauté de conceptions en matière militaire.

Pas seulement à cause de différences d'appréciations sur la politique de l'URSS. Au contraire, les possibilités d'une ostpolitik commune sont plus amples que jamais. On l'a encore vu dans les formulations utilisées par M. François Mitterrand et par M. Jacques Chirac dans les discours adressés à M. Erich Honecker.

La vraie difficulté franco-allemande vient toujours aux problèmes d'identité des deux pays. Certes, la France tire avantage de ces problèmes en compensant politiquement son infériorité économique par le triple avantage de n'avoir pas eu Hitler dans son passé, d'être l'un des quatre souverainetés allemande et d'être une puissance nucléaire. Mais il existe une ambition française d'exercer des responsabilités mondiales — ambition parfois exprimée et ressentie avec quelque préoccupation — face à une sorte de résignation allemande, de désir d'être en quelque sorte à l'abri des tempêtes de la planète.

L'un des obstacles à l'hélicoptère militaire commun était que, pour son usage français, il doit être capable de résister à une tempête de sable, phénomène qui courrait au cœur de l'Europe. Mais une évolution nouvelle s'amorce. La diplomatie allemande est plus présente que naguère, notamment au Proche-Orient, tandis que l'idée progresse en France d'une plus grande efficacité par le biais d'actions plus communautaires. Oui, décidément, l'optimisme mesuré est de mise au moment de la commémoration du traité de l'Elysée.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAF 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Impression : Le Monde - Paris IX

Reproduction interdite de tous les articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Verne.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS BP 507 09 75442 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 377 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par airmail) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG 399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à forcer leur dernière bande scannée avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office tous les sous-projets en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-82 - 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO 365 jours par an. 24 heures sur 24

Etranger

du traité de coopération franco-allemand

Une vingtaine de ministres français et allemands se sont réunis, vendredi 22 janvier, à Paris, autour du président François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl, pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire du traité franco-allemand de l'Elysée, signé en 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Si chargée de symboles soit-elle, cette journée prétend pourtant être davantage qu'un simple anniversaire. Les deux gouvernements entendent consacrer à cette occasion les efforts accomplis depuis 1982 pour relancer les relations entre les deux pays dans l'esprit de ce traité, en lui ajoutant deux protocoles additionnels dans les domaines de la défense et de l'économie.

A l'issue d'une réunion plénière des membres des deux gouvernements présents, le président

François Mitterrand et le chancelier Kohl ont solennellement paraphé dans le salon Mirat du palais présidentiel français une nouvelle « déclaration de l'Elysée », réaffirmant la « communauté de destin » des deux pays et leur volonté de « renforcer leur coopération au service de la construction européenne et de la paix ».

Cette déclaration énonce la création d'un « conseil franco-allemand de défense et de sécurité » et d'un « conseil franco-allemand économique et financier », qui font l'objet de protocoles additionnels au traité de 1963 et devront tous deux être présentés à la ratification des deux Parlements. Elle confirme également la constitution d'une brigade commune, dont le poste de commandement sera installé à Boebingen, près

de Stuttgart, à partir du 1^{er} octobre 1988 et sera tenu à tour de rôle, pendant deux ans, par un officier général français et un officier général allemand.

Sont également décidés la création d'un « haut conseil culturel » commun, composé de vingt personnalités représentatives des deux pays, d'un « collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur », destiné à faciliter la mobilité des étudiants et des enseignants entre la France et la RFA, qui disposera de deux secrétariats à Strasbourg et à Mayence, et enfin d'un « prix De Gaulle-Adenauer », destiné à récompenser et à encourager une personnalité ou une institution particulièrement active au service de la coopération franco-allemande. Par ailleurs, les deux gouvernements se sont engagés à renforcer leur coo-

pération en matière d'aide au développement en Afrique.

Après avoir paraphé cette déclaration, le président Mitterrand et le chancelier Kohl se sont réunis en tête à tête avant de copréférer un déjeuner offert à l'Elysée, le chancelier devant également rencontrer l'après-midi le premier ministre français, M. Jacques Chirac. Au programme des festivités figuraient ensuite, en début d'après-midi, une rencontre avec les élèves d'une classe franco-allemande du lycée Henri-IV et, en fin d'après-midi, une réception à l'Elysée, au cours de laquelle devaient être prononcées des allocutions.



L'affaire du président

A quoi bon les cérémonies commémoratives ? L'idée que l'on célèbre a plus de vingt-cinq ans. En 1949 déjà, de Gaulle — et quelques autres avec lui — pensait que de ce continent en ruine naîtrait ou non l'Europe nouvelle selon que serait possible ou non « un accord direct entre Germains et Gaulois » (1). En 1963, le traité dont on fête l'anniversaire faisait de la solidarité entre les deux Etats une obligation juridique qui allait s'imposer à tous leurs gouvernements, quels qu'ils soient.

La partie à l'époque n'était pas gagnée. Dans divers secteurs politiques français, on réclamait M. Mitterrand, dont le parti allait s'abstenir lors du vote sur la ratification, déclenchant lors d'un débat au Parlement « une fureur de l'Allemagne par un traité d'arbitrage, le leader et, au moment où vous affirmez que ce rôle est le nôtre, vous venez de le concéder (...) Sur aucun point, Marché commun, négociation atomique, intégration politique de l'Europe, vous n'avez été en mesure de dire à la face de nos compatriotes, Français, nous Allemands, voilà ce sur quoi nous sommes d'accord ».

Vingt-cinq ans plus tard, ce traité que nul ne remet plus en cause et dont M. Mitterrand est devenu le plus ardent défenseur a fonctionné au plan institutionnel, au-delà des espoirs de ses auteurs. Et pour illustrer par un exemple la priorité de la relation franco-allemande dans la politique de Bonn comme dans celle de Paris, « nous, Français, nous Allemands, voilà ce sur quoi nous sommes d'accord ».

Alors pourquoi tant de pompe si le franco-allemand est entré dans les mœurs ? C'est affaire sans doute de tempérament politique. MM. Giscard d'Estaing et Schmidt formaient un couple de gestionnaires qui se rencontraient plus de commémorations et dont la contribution à l'idée que la coopération franco-allemande est le nerf de l'Europe n'en a pas moins été considérable. MM. Kohl et Mitterrand empruntent, eux, volontiers à l'héritage d'Adenauer pour l'as, de de Gaulle pour l'autre. Et l'image des deux hommes se superpose par la main dans le cimetière de Verdun en 1984 était faite aussi pour rappeler celle de leurs deux prédécesseurs illustres priant côte à côte dans la cathédrale de Reims en 1962.

Il reste d'autre part nécessaire, et M. Mitterrand l'a compris, de montrer aux Allemands — et dans l'engouement d'attirer l'ironie des sceptiques — qu'il est question en cette affaire franco-allemande d'amitié, et pas seulement d'intérêt.

C'est vrai aussi, d'une autre façon, pour les Français. Car de la même manière qu'il y a dans l'engouement récent, de nos compatriotes pour l'Europe et l'aventure du grand marché de 1992 la prononciation que le salut sera collectif ou ne sera pas, il y a dans le regain de popularité dont jouissent actuellement auprès de nous les Allemands l'effet direct d'une fragilisation, d'une baisse relative de statut de la France au plan international, le sentiment que les Allemands sont parmi les maîtres du jeu économique et monétaire et celui, plus ou moins conscient, qu'ils sont au centre de tout dispositif de sécurité en Europe, quel qu'il soit. Dans le même temps, le visage de l'Allemand monte dans les sondages (on se sent proche de lui, on est prêt à le défendre), tout ce qui témoignait d'un effort pour le mieux connaître (l'apprentissage de sa langue, les échanges, universitaires ou non) enregistre une tendance sensible à la baisse.

L'amitié franco-allemande requiert une forme d'éducation permanente. Les commémorations et les gestes symboliques, qu'ils contribuent à l'accroître dans les mentalités, à la mettre à l'abri des versatiles obscurités, ne sont de ce point de vue pas inutiles.

La compétition entre cohabitants

Si l'on aime tant à célébrer les anniversaires, c'est aussi plus prosaïquement parce que le rapprochement avec l'Allemagne est pour les dirigeants politiques français valorisant en termes de pouvoir et de popularité. Ce domaine est traditionnellement celui du président de la République. C'est en outre le seul secteur des relations internationales — avec son prérogatif — l'Europe — où la France et son président peuvent encore avoir l'ambition de « faire l'Histoire ». M. Mitterrand s'y est attaché bien avant mars 1986 : l'idée de réviser les dispositions du traité de l'Elysée concernant la défense, restées jusque-là lettre morte, datée de 1963, avant même la venue à la chancellerie de Helmut Kohl ; l'acte unique européen est aussi antérieur à l'arrivée au gouvernement de M. Jacques Chirac, qui, dans un cas comme dans l'autre, n'a fait que se rallier.

Mais dès lors que l'on entrait dans l'ère de la sobriété, quel terrain restait-il au franco-allemand pour un président de la République soucieux de marquer son territoire ? Quel magnifique objet, par exemple, que ce Conseil de sécurité et de défense au confluent de la diplomatie et du stratégique, dont M. Mitterrand s'est réservé d'annoncer lui-même la création, avant l'heure, alors que l'idée en était encore dans les limbes.

Ce qui s'est livré ces derniers mois à Paris, à propos de la coopération avec l'Allemagne, ce n'est pas un affrontement, car aucun des progrès accomplis n'est de nature à ébranler le consensus, c'est une compétition. On l'a vu, de manière caricaturale, au sommet de Karlsruhe, en novembre, lorsque les services du président de la République et ceux de premier ministre se sont disputés comme des chiffonniers la paternité de l'idée du comité économique franco-allemand. On l'a perçu en d'autres occasions, notamment par le soin mis successivement par M. Mitterrand et par M. Chirac à préciser ce que signifie pour la République fédérale la doctrine française de dissuasion.

Une évolution notable

De cette compétition, somme toute heureuse, on retiendra qu'elle témoigne aussi, sur les questions de la défense de l'Europe, d'une notable évolution du RPR, enfin sorti d'un jargonisme par trop sorcier. Paradoxalement, sur certains points précis, c'est le président de la République qui fait parfois figure de gardien du temple, quand, par exemple, il rappelle que c'est lui, et à lui seul, qu'appartient la décision de recourir à l'arme nucléaire, ou bien quand il se ferme à l'idée, avancée par tel ou tel représentant de la jeune garde du RPR, comme M. François Fillon, de communiquer aux Allemands les plans d'emploi des armes nucléaires françaises.

Même si la coopération a avancé ces dernières semaines dans un domaine qui est de la compétence du gouvernement, à savoir l'économie et les finances, avec la création du conseil, le véritable artisan du rapprochement franco-allemand est le président de la République.

En raison de diverses péripéties, le changement de gouvernement, après mars 1986, a été au début assez mal vécu à Bonn. Même si le premier ministre s'est efforcé, avec succès, de reconstruire la pierre, son intérêt pour les questions allemandes est trop récent ; il lui manque, comme on dit, le feeling.

C'est lui qui alla à Reims commémorer la rencontre de Gaulle-Adenauer de 1962 ; c'est lui aussi qui alla à Ludwigshafen, où le général avait prononcé en septembre 1962 son célèbre « discours à la jeunesse », mais sans que ces déplacements aient eu beaucoup de retentissement. On le vit, à Ludwigshafen, devant une foule d'adolescents de toute évidence « débarrassés » politiquement, mimer maladroitement de Gaulle (« Nous revold ! »), citer un philosophe qui n'est guère ces temps-ci en odeur de sainteté (Heidegger), refaire, alors qu'il ne se justifiait plus, le sermon prononcé trois ans et demi plus tôt au Bundestag par M. Mitterrand sur les dangers du pacifisme, et enfourcher les pontifs les plus propres à irriter les Allemands autour de l'idée qu'ils sont la conscience tourmentée de l'Europe et que nous en sommes la raison cartésienne. Un discours que peut-être, si l'on en juge par ses plus récentes déclarations sur l'Allemagne, M. Jacques Chirac se refait pas aujourd'hui.

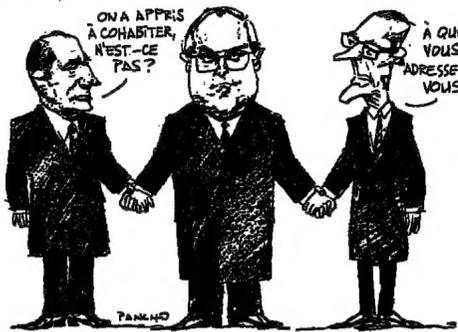
La coopération franco-allemande dépend aussi de l'alchimie entre les hommes ; au ministère des Affaires étrangères de Bonn, on a des mois très durs pour l'actuelle direction du Quai d'Orsay, pour le manque de concertation, et on regrette ouvertement le temps où M. Genscher « téléphonait tous les jours » à son ami Roland Dumas.

La grande originalité du traité de l'Elysée — qui pouvait passer à l'époque pour une incongruité — était de présupposer que la coopération, y compris dans le domaine de la défense, est affaire de communication, de contacts entre les hommes. Les récents développements lui donnent raison. Hormis dans le domaine

culturel cependant, ces contacts très intimes qu'instaure le traité de 1963 ne concernent que le gouvernement et les administrations. Et l'on pourrait, à peu de chose près, compter sur les doigts de la main, dans chaque parti français, les responsables qui sont sans a priori à l'égard de l'Allemagne et qui en ont une bonne connaissance. Peut-être, à force d'anniversaires et de beaux discours, deviendront-ils plus nombreux.

CLAIRE TRÉAN.

(1) Citation extraite du discours prononcé le 25 septembre 1949 par le général de Gaulle devant le monument des Girondins à Bordeaux.



Réunions bi-annuelles du Conseil de défense et de sécurité

Le protocole qui instaure un Conseil franco-allemand de défense et de sécurité se présente sous la forme d'une annexe au traité du 22 janvier 1963, et il sera soumis à l'approbation des Parlements dans les deux pays signataires.

Composé des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement, des ministres des Affaires étrangères et de la défense, et des chefs d'état-major des deux armées, qui y siègent à égalité, le conseil devra se réunir, au moins deux fois par an pour examiner des travaux préparés par la commission mixte permanente de défense et de sécurité instituée dès 1963

et composé de diplomates et de militaires. Le secrétariat du conseil sera établi à Paris.

L'article 4 du protocole additionnel au traité de janvier 1963 reprend, pour une large part, les objectifs précédemment définis en matière de stratégie, d'échanges d'unités militaires, de formation des personnels ou dans le domaine de la coopération pour la fabrication des armes.

Cependant, le protocole additionnel est plus précis, voire il innove en certains secteurs. Ainsi, il demande aux

deux Etats de se concerter « y compris dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement », de préparer des accords « permettant de renforcer la capacité des forces armées des deux pays à coopérer en temps de paix, comme en temps de crise ou de guerre », d'« améliorer l'interopérabilité des matériels » (c'est-à-dire l'aptitude des deux armées à travailler ensemble sur le théâtre des opérations) et de « prendre en considération la nécessité, pour assurer la défense commune, du maintien et du renforcement, en Europe, d'un potentiel industriel et technologique adéquats ».

La brigade mixte sera basée au sud de Stuttgart

Placée pour commencer sous les ordres du général de brigade français Jean-Pierre Sengenisen, assisté du colonel ouest-allemand Günther Wassenberg, la brigade franco-allemande, nouvellement créée, devra installer son PC, avant le 1^{er} décembre prochain, à Boebingen, au sud de Stuttgart et non loin de la ville de Baden-Baden, où est basé le FC du corps d'armée français stationné en République fédérale. Elle sera commandée à tour de rôle par un général français et un allemand, selon une rotation de deux ans.

Les modalités techniques, sur le plan militaire, de l'organisation de cette première brigade mixte seront précisées ultérieurement. Mais, d'ores et déjà, on sait que la brigade franco-allemande, forte de quatre mille hommes environ, devrait comprendre, outre un bataillon de commandement et des services, deux bataillons d'infanterie, un bataillon de blindés et un bataillon d'artillerie.

Si l'état-major et son unité de commandement et de soutien doivent être mixtes, les bataillons de combat, en revanche, resteront dans leur composition nationale, telle qu'elle est acquise aujourd'hui.

Les éléments ouest-allemands de la brigade proviendront de la 55^e brigade territoriale, qui est l'une des deux brigades de protection du territoire dépendant de l'armée territoriale ouest-allemande sous commandement national et ne relevant donc pas des états-majors intégrés alliés de l'OTAN. Certes, l'armée territoriale ouest-allemande a pour tâche, avec son personnel d'active et ses réserves, de maintenir la liberté d'action des forces alliées qui seraient au contact d'un agresseur. Mais cette armée territoriale ouest-allemande est libre d'engagement, en particulier pour coopérer avec n'importe quel partenaire.

En temps de crise et, a fortiori, en période de conflit, la brigade franco-allemande aura une double mission. D'une part, elle pourra se voir confier une mission de sécurité et de protection en zone arrière. D'autre part, elle pourra venir renforcer une division appartenant à un corps d'armée français ou à une formation alliée.

Selon les circonstances et si les autorités politiques des deux pays en sont d'accord, la brigade franco-allemande pourra être mise sous « contrôle opérationnel » d'un commandement territorial allemand ou d'un état-major français ou allié. Cette mise sous « contrôle opérationnel » a été expérimentée, en vraie grandeur, à l'automne dernier, lors des manœuvres « Moineau

hardi », lorsque la Force française d'action rapide est venue renforcer, pour une semaine, le 2^e corps d'armée ouest-allemand dans le sud de l'Allemagne fédérale. Ce « contrôle opérationnel » permet aux forces françaises de demeurer sous commandement national quand elles exécutent des ordres venus d'ailleurs.

Au cours des discussions, le ministre français de la défense, M. André Giraud, a tenu à faire admettre à ses interlocuteurs ouest-allemands que les éléments français de la brigade mixte resteraient sous la couverture permanente de la dissuasion nucléaire française, comme l'est présentement le corps d'armée français outre-Rhin. Ce principe a été admis des autorités ouest-allemandes.

Concrètement, cette exigence revient à placer les éléments français, que la brigade soit engagée dans la zone arrière ou qu'elle participe à la bataille du Centre-Europe, sous la protection, à distance, de la menace d'un emploi, par le chef de l'Etat français, des armes nucléaires

JACQUES ISNARD.

[Né le 17 février 1935 à Nancy (Meurthe-et-Moselle) et germanophone accompli, Jean-Pierre Sengenisen, saint-cyrien d'origine, a longtemps servi dans l'infanterie parachutiste. Il a notamment commandé, en 1978, le 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes à Pau. Après avoir été, en particulier, chef d'état-major de la III^e région militaire à Rennes (1983), puis adjoint au général commandant la 11^e division parachutiste et la 44^e division militaire territoriale à Toulouse, le général Sengenisen est, depuis 1987, directeur des études au Centre des hautes études militaires (CHEM), un organisme relevant de l'enseignement militaire supérieur et de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).]

Les « réserves » de la Bundesbank à l'égard du conseil économique et financier

Le conseil économique et financier franco-allemand, dont la création fait l'objet d'un additif au traité de l'Elysée, a eu une naissance difficile et aura sans doute une enfance à problèmes. Proposée par les dirigeants français lors du sommet de Karlsruhe au mois de novembre dernier, acceptée par le chancelier Kohl, cette institution était ardemment désirée, par Paris, M. Chirac et Balladur et le président de la République avaient manifesté à diverses reprises auprès des dirigeants ouest-allemands leur souhait de donner la même importance à la concertation économique et financière qu'à la coopération en matière de défense et de sécurité. On était alors en pleine tempête boursière, et les tensions au sein du système monétaire européen étaient fort vives.

Au départ, la partie allemande n'était disposée qu'à admettre la création d'un « comité » rassemblant les ministres des finances et des banques centrales pour des consultations régulières quatre fois par an. Cela aurait évité une discussion publique lors de la ratification, des soubresauts au traité de l'Elysée par le Bundestag. A la veille des célébrations du 22 janvier, on apprenait que Bonn consentait à donner à cette instance le statut de conseil, dénomination plus solennelle, bien que, son rôle se limite « à saisir les des-

gouvernements de toute question nécessitant une décision ».

Le gouverneur de la Banque centrale ouest-allemande, d'ores et déjà déclaré que s'il « donnait son accord » à la création de ce conseil, il émettait cependant des « réserves » sur le contenu du protocole.

L'institut d'émission ouest-allemand craint, en effet, que sa légitime indépendance vis-à-vis du gouvernement ne soit mise à mal par la pratique rigide et contraignante imposée par une instance où la Banque de France ne jouit pas des mêmes privilèges. M. Karl Otto Pöhl a annoncé que la Bundesbank allait se livrer à « un examen juridique des prévisions du contenu du protocole d'accord », laissant percer une réelle irritation de n'avoir été mis au courant de sa formulation qu'à la veille de sa signature.

Le président de la Bundesbank a, par ailleurs, trouvé « regrettable » les récentes déclarations de M. Jacques Chirac estimant que la Banque Centrale ouest-allemande « intervenait pas assez pour soutenir le franc français au sein du SME. Pour M. Pöhl, au contraire, la Bundesbank a « pris une part considérable » dans le soutien à la monnaie française. La preuve en est, selon lui, que les réserves de la Bundesbank ont augmenté d'un montant net de 48 milliards de deutschemarks en 1987.

L. R.

... de la République...
... indissoluble...
... légitime...
... République...
... indissoluble...
... légitime...

سكوت من الاصل

Patrick Menev

Madame Bovary

met les pieds dans le P.A.F.*

pour ses griffes

La Table Ronde

* Passage audiovisuel français.

ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE

سكنا من الاجل

Diplomatie

La visite de M. Chevardnadze en Espagne

Madrid n'est pas prêt à se rallier à l'option triple zéro

MADRID de notre correspondant

Durant les deux jours qu'il vient de passer à Madrid, M. Edouard Chevardnadze, qui devait regagner Moscou vendredi 22 janvier, a multiplié les éloges de la position espagnole en matière de désarmement, qu'il a décrite comme très proche de celle de son pays.

Ce thème a dominé les entretiens du chef de la diplomatie soviétique avec son homologue espagnol, M. Fernandez Ordóñez, et avec le président du gouvernement de Madrid, M. Felipe Gonzalez. L'Espagne figure effectivement, au sein de l'alliance atlantique, parmi les pays qui appuient le plus résolument le processus de désarmement en cours entre l'Est et l'Ouest. Reste qu'elle n'entendrait pas pour autant apparaître face aux Soviétiques comme le « mauvais élève » de la classe atlantique.

Tant les points d'accords sur cette question que leurs limitations ont d'ailleurs été mis en évidence, jeudi 21 janvier, lors de la conférence de presse conjointe des deux ministres. Ils se sont prononcés de concert pour une réduction de 50 % des armes nucléaires intercontinentales, une interdiction totale des armes chimiques (« les armes nucléaires des pays pauvres », selon l'expression de M. Fernandez Ordóñez), et une réduction substantielle des armements conventionnels. Mais le désaccord subsiste à propos du démantèlement des arsenaux nucléaires de très courte portée: l'Espagne considère comme prématuré de franchir ce pas supplémentaire dans la voie de la dénucléarisation de l'Europe tant que n'a pas été réduit le déséquilibre entre les deux blocs en matière d'armements conventionnels: pas plus que ses alliés, elle ne s'est montrée favorable en ce moment, face à M. Chevardnadze, à l'option triple zéro.

Les problèmes régionaux ont également été abordés. Le ministre soviétique a proposé l'établissement de « canaux de consultations » entre Madrid et Moscou pour analyser la situation en Amérique centrale. A propos de l'Afghanistan (« un héritage que nous n'avons pas choisi », a-t-il souligné), il a affirmé: « Si les négociations de Genève prennent fin en février, le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan sera l'affaire des prochains mois. » Le thème du Proche-Orient a également été examiné, et M. Chevardnadze a évoqué la démarche qu'il venait d'accomplir auprès du secrétaire général des Nations unies en vue d'une réunion urgente du Conseil de sécurité sur ce sujet.

Le ministre soviétique a, par ailleurs, signé à Madrid deux accords, l'un de coopération économique et industrielle (qui devrait notamment stimuler la formation d'entreprises mixtes entre les deux pays) et l'autre sur les échanges culturels. Il a également remis à M. Gonzalez une lettre de M. Gorbatchev, dans laquelle ce dernier exprime son désir de se rendre à Madrid, en réponse à la visite que le chef du gouvernement espagnol avait effectuée à Moscou en mai 1986. Invoquant des problèmes d'agenda, M. Chevardnadze a toutefois reconnu qu'aucune date n'avait encore pu être fixée pour un tel voyage.

THIERRY MALINIAK.

Les chasseurs américains F-16 de la base de Torrejon pourraient être transférés en Italie

ROME de notre correspondant

Fidèle à l'image qu'elle entend donner de « meilleur allié des Etats-Unis au sein de l'OTAN », l'Italie a pris l'initiative d'examiner l'éventualité d'un repli chez elle des 72 chasseurs-bombardiers F-16 qui doivent quitter dans les trois ans la base espagnole de Torrejon, après le récent accord entre Washington et Madrid (le Monde daté 17-18 janvier). Des entretiens que le président du conseil, M. Giovanni Gorla, a eus le jeudi 21 janvier avec ses ministres des affaires étrangères et de la défense, il ressort que Rome ne se déroberait certainement pas à l'alliance atlantique lui formulait une requête précise en ce sens.

A la Farnesina, siège du ministère des affaires étrangères, on insiste sur le fait que l'initiative est partie de l'Italie et non d'une sollicitation extérieure: « S'agissant d'appareils jusqu'à destinés à couvrir la Méditerranée, le flanc sud de l'OTAN, seuls trois pays de repli seraient géographiquement possibles: outre nous-mêmes, la Grèce et la Turquie. Mais le différend qui oppose ces deux pays ne permet guère d'imaginer que l'un d'eux soit retenu. »

Selon des rumeurs qui ont commencé à circuler après l'accord de Madrid, un lieu possible de repli pour les F-16 serait la base de Comiso, qui quitteront progressivement, après l'accord Reagan-Gorbatchev, la centaine de missiles de croisière américains installés depuis 1983.

La rumeur a, par ailleurs, couru à Rome que Washington serait prêt à « faire cadeau » à l'Italie de ces appareils avec, pour conséquence, le retrait de ce pays du projet d'avion de combat européen EFA lancé en compagnie de la RFA, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne. Le projet est aujourd'hui déjà en difficulté du fait des craintes allemandes concernant les coûts de réalisation de cet appareil.

Ces informations coïncident avec l'offensive menée apparemment par les constructeurs d'outre-Atlantique pour faire accepter soit le F-16 - General Dynamics, - soit le F-18 - McDonnell - aux pays alliés des Etats-Unis. Le ministre de la défense américain, M. Frank Carlucci, leverait peut-être un coin du voile lors de sa visite à Rome, le 3 février prochain.

JEAN-PIERRE CLERC.

En visite officielle dans le Golfe et en Jordanie

M. Balladur va tenter de rassurer les partenaires arabes de la France

M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, partira-t-il à rassurer les pays arabes du Golfe, inquiets du rapprochement opéré entre Paris et Téhéran à l'occasion de la libération des otages français détenus au Liban? Telle semble bien la principale mission du ministre d'Etat qui se rend en visite officielle du 22 au 29 janvier successivement en Arabie saoudite (du 22 au 24), dans les Emirats arabes unis (du 25 au 26), au Koweït (du 26 au 27) et en Jordanie (les 28 et 29).

Cette visite, « aussi politique qu'économique » devrait être, a assuré, jeudi 21 janvier, le porte-parole du Quai d'Orsay, « l'occasion de réaffirmer les positions traditionnelles de la France sur les grands problèmes de la région, notamment la guerre Iran-Irak et le conflit du Golfe, le conflit israélo-arabe ». Elle devrait aussi permettre de poursuivre les échanges de vues sur les relations bilatérales et les relations entre la Communauté économique européenne et les pays du Conseil de coopération du Golfe (GCC).

Chute des exportations

M. Balladur, a-t-on précisé au Quai d'Orsay, représentera au cours de cette visite le premier ministre, M. Chirac, dont plusieurs pays du Golfe avaient souhaité la venue. Depuis la fin de la

« guerre des ambassades » entre Paris et Téhéran, et la libération de deux des otages français au Liban, les pays arabes alliés traditionnels de l'Irak, au premier rang desquels le Koweït et l'Arabie saoudite, de plus en plus impliqués dans le conflit du Golfe, s'inquiètent des « gestes » consentis par la France à l'Irak - libération de M. Wafiq Gerdji, expulsions d'opposants au régime irakien réfugiés en France, règlement du contentieux financier Eurodif. Ils redoutent que la poursuite de la normalisation des relations franco-iraniennes n'entraîne un revirement de la politique française de soutien à l'Irak, un retrait des forces navales envoyées dans le Golfe pour garantir la circulation maritime ou une levée de l'embargo décidé en août 1987 contre les importations de pétrole irakien.

Sur le plan économique, cette médiane risquerait de se traduire par une chute encore plus marquée des échanges, alors que les exportations françaises vers les pays arabes ont chuté de plus de moitié depuis 1985 en raison notamment du contre-choc pétrolier et de la concurrence accrue des Américains, favorisée par la baisse du dollar.

Outre le rétablissement des relations commerciales, M. Balladur devrait discuter avec ses homologues en Arabie saoudite, au Koweït et dans les Emirats arabes unis des négociations

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Dans une lettre datée du 19 janvier et adressée au secrétaire général des Nations unies, le ministre soviétique des affaires étrangères demande que le Conseil de sécurité - plus particulièrement ses cinq membres permanents (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne) - entame immédiatement des consultations en vue de préparer la conférence internationale sur la paix au Proche-Orient.

Estimant que « les massives manifestations de Palestiniens dans les territoires occupés ont atteint désormais le niveau d'une révolte populaire », M. Chevardnadze critique « les dangereuses illusions entretenues par ceux qui tentent de conserver les terres acquises par les armes et qui croient que le temps favorise la perpétuation des résultats de leur agression ».

Se disant « heureux de constater que la communauté internationale est désormais convaincue de la nécessité d'une solution durable », et rappelant l'appui donné par l'Assemblée générale des Nations unies à l'idée d'une conférence internationale, le ministre soviétique souligne « l'urgence de transformer la volonté politique en une avance pratique vers la solution du cœur du problème ».

Selon M. Chevardnadze, « les Nations unies possèdent des ressources insuffisamment utilisées »

Proche-Orient

Dans une lettre au secrétaire général des Nations unies

L'URSS remet sur la table le projet d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient

et suggère que « le Conseil de sécurité envisage immédiatement la mise en place des mécanismes nécessaires au démarrage d'une telle conférence ». L'aboutissement des consultations du Conseil de sécurité pourrait prendre la forme d'une séance solennelle au niveau des ministres des affaires étrangères, conclut la lettre soviétique.

Affaiblissement de la position de Jérusalem

De source proche du secrétaire général, on indique que la proposition soviétique serait incluse dans le rapport que M. Perez de Cuellar devait présenter au Conseil de sécurité le vendredi 22 janvier à la suite de la mission de son adjoint, M. Marrack Goulding, dans les territoires occupés. Avec une habileté que l'on pourra difficilement nier, l'Union soviétique reprend ainsi l'initiative sur un terrain particulièrement accidenté, mais propice à des gestes d'envergure.

Alors que Washington, principal allié d'Israël, ne peut que se montrer critique à l'égard des méthodes utilisées pour réprimer les démonstrations palestiniennes, Moscou remet sur la table l'idée de la conférence internationale émise il y a cinq ans, soutenue par l'ensemble du monde arabe, par une partie de l'Occident et par l'Assemblée générale des Nations unies, mais combattue

vigoureusement par la droite israélienne, hostile à toute idée d'un règlement sous les auspices des Nations unies.

Profitant de l'affaiblissement manifeste depuis un mois des positions de Jérusalem sur le plan international, le Kremlin force ainsi la main de Washington, qui, il est vrai, a déjà donné son appui au plan du travailliste Shimon Pérès concernant une conférence organisée autour de contacts bilatéraux entre Israël et chacun de ses voisins arabes, chapeauté symboliquement par une « ombrelle » des Nations unies.

En automne 1986, lors de la quarante et unième Assemblée générale des Nations unies, M. Pérès avait rencontré M. Chevardnadze pour lui proposer son plan en échange d'un rétablissement des relations diplomatiques entre Moscou et Jérusalem. L'opposition, aussi brutale que définitive, du premier ministre Itzhak Shamir à toute idée d'une conférence multilatérale avait mis un terme aux espoirs soulevés par cette rencontre.

Moscou et le Golfe

Poursuivant néanmoins son idée dans une perspective à plus long terme, Moscou avait, avec une certaine perspicacité, exigé que les travaux préparatoires des cinq grandes puissances en vue de parvenir à une paix entre l'Irak et l'Irak entamés en

février 1987 marquent également le début symbolique de leur coopération dans le domaine du Proche-Orient. Ainsi, avant de commencer la rédaction du texte qui allait devenir la résolution 598 sur la paix dans le golfe Persique, les « cinq » se sont réunis à la fin du mois de mars dernier, en présence du secrétaire général de l'ONU, pour affirmer solennellement leur accord sur une approche commune du conflit israélo-arabe.

L'« assurance » prise ainsi par l'Union soviétique se révèle payante aujourd'hui. Car Moscou dispose désormais d'une justification à son refus de s'associer aux sanctions contre l'Irak: que l'Occident fasse pression sur Israël et nous ferons de même à l'égard de Téhéran, semble dire M. Chevardnadze à l'adresse des gouvernements arabes depuis du rapprochement entre l'Union soviétique et l'Irak, rapprochement qui bloque toujours l'adoption de sanctions militaires à l'égard de Téhéran. Selon des diplomates de l'ONU, la conclusion semble être celle que plusieurs observateurs avaient avancée il y a déjà un an: Moscou lie sa propre coopération dans l'affaire du Golfe à celle de Washington dans le conflit israélo-arabe.

A ce propos, certains diplomates font remarquer la simultanéité des gestes acquisés par les deux grandes puissances ces derniers temps: d'une part, Washington s'est associé, le 5 janvier, à une condamnation d'Israël par le Conseil de sécurité; d'autre part, Moscou vient de donner son accord à une visite de parlementaires israéliens en Union soviétique.

CHARLES LESCAULT.

La répression dans les territoires occupés par Israël

La politique des « passages à tabac » suscite des réserves au sein même de l'armée

Le gouvernement américain a exprimé jeudi 21 janvier son opposition à la politique de répression brutale adoptée par les forces israéliennes contre les manifestants palestiniens dans les territoires occupés. « Nous sommes troublés par l'adoption par le gouvernement israélien d'une politique consistant à battre [les manifestants] pour instaurer ou maintenir l'ordre », a déclaré M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat. Washington estime,

a-t-il ajouté, qu'Israël « peut assurer sa responsabilité de maintien de l'ordre en Cisjordanie et à Gaza en utilisant des mesures plus humaines ».

A Moscou, cependant, l'agence Tass a dénoncé jeudi la « duplicité politique » qui caractérise, selon elle, l'attitude du « Washington officiel » face à la politique de répression. « Les Etats-Unis, affirme-t-elle, mènent une politique contradictoire

lorsqu'ils expriment publiquement leur « préoccupation » concernant les mesures prises par les autorités israéliennes tout en poursuivant leur aide militaire à Israël.

A Strasbourg, le Parlement européen et M. Chéysson ont condamné, jeudi, la répression dans les territoires. Le groupe libéral, présidé par M^{me} Simone Veil, a toutefois refusé de s'associer à la résolution commune à toutes les fractions politiques de l'Assemblée.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Y a-t-il une « main mystérieuse » derrière les émeutes qui ont secoué les territoires occupés ces dernières semaines? La question est posée, aussi bien par les autorités que par la presse israélienne, et les réponses paraissent encore spéculatives. Les spécialistes du « terrain » s'accordent sur un point: la vague de troubles fut, dans les toutes premières semaines au moins, largement spontanée. Elle fut ensuite reprise en main par les organisations militantes traditionnelles et les plus actives, l'OLP et les islamistes.

Mais le schéma n'est sans doute pas aussi simple et compréhensible que ces éléments nouveaux. Le premier résidu dans la collaboration qui se serait établie entre le courant nationaliste laïque (celui qui incarne l'OLP) et la tendance islamiste (que représenterait le Djihad islamique, particulièrement à Gaza). C'est du moins l'opinion de Daoud Kuttab, journaliste et conférencier palestinien. « Depuis deux ou trois ans, explique-t-il, ces deux camps habituellement ennemis ont resserré leurs liens. Le contact s'est souvent établi en prison. »

M. Kuttab observe que cette évolution s'est d'ailleurs inscrite dans les instances mêmes de l'OLP. Le dernier Conseil national palestinien (CNP, le « Parlement » de l'OLP), réuni à Alger en avril 1987, avait accueilli dans ses rangs quatre représentants de la mouvance intégriste (dont deux siègent au Conseil central).

Le quotidien israélien Jerusalem Post va plus loin. Dans son édition du 21 janvier, il citait « des sources haut placées dans les services de sécurité » israéliens, faisant état d'une structure clandestine commune mise en place par les deux courants, à l'occasion de ces événements.

Une autre évolution peut-être plus importante est soulignée par Daoud Kuttab. Selon lui, une nouvelle génération de militants - pro-OLP ou islamistes - s'est forgée dans les camps et dans les quartiers. « Un leadership local, non centralisé, plus activiste et plus radical » que la vieille garde nationaliste, qui avait pignon sur, et que les autorités israéliennes pouvaient aisément contrôler.

Pas de famine dans les camps

Cependant, la politique des « passages à tabac » annoncée cette semaine par M. Rabin, ministre de la défense, suscite des réserves au sein même de l'armée. Des brutalités et des violences ont été commises à l'encontre d'innocents - rapporte la presse israélienne, -

apparemment pour intimider et pour inculquer la « peur de l'armée » à la population des camps. En Cisjordanie comme à Gaza, plusieurs personnes (de tout âge) se sont présentées dans les hôpitaux pour faire soigner des blessures après avoir été frappés à coups de gourdin par des soldats ou des gardes frontières.

Résident du camp de Jelazoun, M. Rafik Issa, vingt-trois ans, a raconté à la presse: « Nous étions en famille, en train de diner quand des soldats ont enfoncé la porte de la maison. Le camp était calme. Il n'y avait pas d'incident. (...) plus de trente soldats nous ont fait sortir. (...) Ils m'ont enmené à l'école, m'ont attaché les mains avec une bande de plastique et six ou sept hommes ont commencé à frapper à coups de matraque, sur tous le corps. Un officier est même venu se joindre au passage à tabac. »

Humiliations publiques

Quelques témoignages font état d'actes de vandalisme de la part des soldats et d'actes d'humiliations

publiques. A Gaza, dans le camp de Nuseirat, rapporte le Jerusalem Post, un millier d'hommes ont été tirés de leurs domiciles durant la nuit, regroupés et obligés de rester debout jusqu'à l'aube, sous la garde des soldats. De nombreux commentateurs israéliens estiment que la haine et la rancœur accumulées entre les deux communautés ne peuvent être que dramatiquement aggravées par cette politique d'intimidation.

A la mi-journée, le ministre de la défense avait qualifié d'« absurdes » toutes les allégations faisant état de famine dans les camps sous couvert de ses propos. Ses propos sont corroborés par un observateur des plus neutres et peu suspect de complaisance, M. Michel Amigues, délégué du Comité international de la Croix-Rouge pour le Proche-Orient. De passage à Jérusalem et dans les territoires occupés, M. Amigues a affirmé qu'« il n'y avait pas de famine dans les camps, même si la situation de leurs habitants était difficile ».

ALAIN FRACHON.

Après les altercations devant l'ambassade d'Israël à Paris

A la suite de notre article relatant les altercations survenues, le mercredi 20 janvier, à proximité de l'ambassade d'Israël à Paris (le Monde du 22 janvier), les promoteurs de l'Appel de juifs pour la défense des droits de l'homme dans les territoires occupés et en Israël, qui avaient pris l'initiative du rassemblement, nous adressent plusieurs précisions.

Tous les slogans, soulignent-ils, lancés pendant cette manifestation, reprenaient uniquement les termes de leur appel: « Juifs souverainement, à bas la répression! », « Israël négociera! », « Deux états pour deux Etats! », « Négociation avec le peuple palestinien! », « Evaluation des territoires occupés! ». Ils tiennent également à signaler que le professeur Marcel-François Kahn n'est pas à l'origine de l'Appel. Il a signé car celui-ci correspond à sa position éthique et politique et, accompagné d'une ancienne rési-

stante et déportée, il a uniquement remis cet appel suivi de la liste de tous les signataires - deux cent douze à ce jour - au responsable de la mission israélienne.

Ultime précision, le rassemblement était pacifique et fut, dès 17 h 50, l'objet de provocations et d'agressions physiques émanant de contre-manifestants, adversaires du dialogue avec les Palestiniens. Enfin, la dispersion a eu lieu dans le calme, sous la protection des forces de l'ordre.

RECTIFICATIF. - A la suite d'un message, nous avons écrit dans notre article intitulé « Yémen du Sud: sécurité et reconstruction » (le Monde du 22 janvier) que le colonel Hashim, vice-ministre de la défense, avait été promu ministre de la défense. Il fallait lire: « ... pourrait être prochainement promu ministre de la défense ».

هكذا من الاجل

Politique

La campagne présidentielle

M. Rocard a bénéficié à Londres d'un « traitement royal »

LONDRES
de nos envoyés spéciaux

S'entretenant avec les journalistes à Londres, vendredi matin 22 janvier, Michel Rocard a affirmé : « Je serai sans doute le président de ce pays. Il y a un doute sur le quand... » Le député des Yvelines a ajouté qu'il est « toujours, François Mitterrand n'ayant pas parlé, candidat ». Pour M. Rocard il y a des « doutes » sur les intentions de M. François Mitterrand et sur les siennes propres.

M. Rocard, invité pour deux jours à eu droit, de la part des autorités britanniques, à des faveurs exceptionnelles dont il a été le premier surpris. Il est vrai que les rendez-vous du député des Yvelines avaient été pris longtemps à l'avance, à un moment où sa candidature à la présidence de la République semblait moins aléatoire qu'aujourd'hui. La politesse anglaise fait que tous ont été maintenus.

M. Rocard a ainsi été reçu, le jeudi 21 janvier, par M^{me} Thatcher au 10 Downing Street pendant une très honorable demi-heure. Il a réussi, en outre, à rencontrer, jeudi, le leader travailliste, M. Neil Kinnock, le ministre de la défense, M. George Younger, et le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe. Il a déjeuné à la résidence de l'ambassadeur de France avec M. David Owen, l'ancien dirigeant du Parti social-démocrate qui pourrait bien faire, dans les prochaines semaines, une rentrée triomphale sur la scène politique en raison de la déconfiture du projet de fusion entre libéraux et sociaux-démocrates auquel il a toujours été hostile. Il a dîné avec M. David Mellor, un des adjoints de Sir Geoffrey qui s'est acquis récemment une célébrité en criquant publiquement, lors d'un voyage en Israël, la façon dont l'armée israélienne maintenait l'ordre dans la bande de Gaza. M. Rocard devait encore s'entretenir dans la matinée avec le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Law-

son, et le gouverneur de la Banque d'Angleterre.

Cette activité un peu frénétique de député des Yvelines est passée relativement inaperçue en Grande-Bretagne, où il n'est guère connu que de la classe politique. « Pour un homme qui n'a guère été autre chose que ministre de l'Agriculture dans son propre pays, il a droit à un traitement royal », écrivait dimanche 17 janvier le *Sunday Times*.

Les questions de défense ont occupé une large part des entretiens de jeudi. M. Rocard a notamment évoqué avec M. Younger le projet de construction d'un missile de croisière franco-britannique lancé à partir d'un avion.

Quant à M^{me} Thatcher, sans demander explicitement que la France revienne au sein du commandement intégré de l'OTAN, elle maintient, selon M. Rocard, une certaine incompréhension des raisons qui déterminent l'attitude de Paris. Le député des Yvelines a eu en tout cas la nette impression que le premier ministre britannique souhaitait une présence plus active de la France dans des structures plus intégrées.

Les problèmes communautaires, et notamment les questions agricoles, ont été le second sujet d'importance évoqué par les interlocuteurs de M. Rocard, qui a eu aussi droit à quelques questions obligées sur l'élection présidentielle française. M^{me} Thatcher a demandé à son hôte si le président Mitterrand avait déjà pris sa décision. Il a répondu « non », et on est passé à autre chose...

Ce voyage en Angleterre est le dernier d'une série qui, en quelques dix mois, a permis à M. Rocard de s'entretenir des questions de la défense européenne avec une demi-douzaine de premiers ministres de la CEE et plusieurs de leurs ministres de la défense, ainsi qu'avec le président Ronald Reagan et M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI
et DOMINIQUE DHOMBRES.

M. Léotard : un soutien « loyal » mais « réfléchi » à M. Barre

« L'UDF, c'est ma famille: la majorité, c'est mon camp... » M. François Léotard, invité, le jeudi 21 janvier, de « Questions à domicile » sur TF1, aurait, en résumé, pu faire sienne cette formule de M. Valéry Giscard d'Estaing, si celle-ci n'avait été entamée par la réserve calculée de son auteur. Tout au contraire, le ministre de la culture et de la communication a tenu à dissiper définitivement tout faux suspense. Il a dit et répété que, conformément « à la logique des familles politiques », il apporterait « un soutien » clair, loyal « mais réfléchi » au candidat de l'UDF, M. Raymond Barre. Qu'il espérait bien que son parti, le PR, convoqué le samedi 23 janvier en convention nationale au Zénith à Paris, saurait faire fi de ses états d'âme et de ses réelles appréhensions pour « approuver massivement » cette décision. Et que, enfin, il s'engageait surtout dans ce combat présidentiel, ainsi qu'il le fait afficher sur les murs des cités, pour faire gagner, le 8 mai prochain, la majorité.

Le secrétaire général du PR avait eu d'ailleurs l'occasion de préciser par avance tout cela à M. Barre, le vendredi 15 janvier. Les deux hommes s'étaient rencontrés au domicile parisien de l'ancien premier ministre. Un entretien qualifié de « cordial » de part et d'autre, même si M. Léotard jugeait sur coup d'avoir pas eu toutes les assurances utiles sur le bon déroulement de la campagne barrieste. Néanmoins, les grands dossiers : institutions, éducation, formation, Europe, fiscalité, avaient pu être évoqués en bonne intelligence, et M. Léotard avait pu aussi préciser à l'ancien premier ministre quelle serait son attitude au cours des prochaines semaines. Le secrétaire général du PR y est revenu longuement sur TF1, en formulant à ce propos quatre exigences regroupées en « un carré magique ».

Deux premiers points, essentiels à ses yeux : ne mettre en cause ni le choix de cohabiter du 20 mars 1986 ni le bilan de ces deux années de gouvernement. Est-il tout à fait certain que M. Barre l'écouterait ? On peut s'interroger. Quant au bilan, les

centristes semblent plus nuancés, pour ne pas dire circonspects. Mais M. Léotard est, sur ces deux points, catégorique : M. Jacques Chirac a été « un remarquable premier ministre ». Il est fier d'« avoir servi sous ses ordres ». Il exercera « ses fonctions de ministre jusqu'au bout ». Et il faut comprendre, soutient-il encore, que « si la loyauté vis-à-vis de la famille politique UDF doit prévaloir, celle-ci n'implique pas une déloyauté vis-à-vis de M. Chirac ».

M. Barre et M. Chirac, a souligné encore le patron du PR, « sont deux hommes de grande qualité ».

Troisième côté du carré magique : les élections législatives. M. Léotard semble s'être fait définitivement à l'idée que la dissolution est pour le lendemain de l'élection présidentielle. « La majorité, à l'heure actuelle, est battue mais je crois qu'elle va réussir », a-t-il pronostiqué. Il importe donc de songer au 8 mai, mais aussi de préparer le 9 mai. M. Léotard a posé clairement ce problème qu'on s'efforce plutôt pour l'instant de taire dans les rangs de la majorité. Parfaitement instruit des prétentions de M. Giscard d'Estaing, qui continue de guetter dans l'ombre du PR, résolument hostile à la constitution d'un centre « avec un peu de Delors et un peu de M. Stasi », jugeait joliment que « les consensus sont comme les paradis, souvent artificiels ».

M. Léotard, se plaçant dans les deux hypothèses : l'une élection de M. Barre ou celle de M. Chirac, s'est nettement prononcé pour la reconduction d'une majorité solidement accrochée aux amarres de l'UDF et du RPR.

Le lapin et le boeuf

Certes, il souhaite que l'UDF devienne la première force de cette majorité. Une prétention légitime pour quelqu'un qui n'exclut pas de ravir la présidence de cette confédération. Une ambition parmi tant d'autres. Car, tout naturellement,

fut envisagée l'autre hypothèse : celle de la réélection du président Mitterrand. Dans ce cas, M. Léotard ne rejette pas formellement un acte II de la cohabitation, dont il pourrait être le premier ministre. Cette éventualité, il ne l'a pas du tout formalisée, mais, bien sûr, tel n'est point le scénario qu'il veut retenir en priorité. D'abord parce qu'il n'est pas, a-t-il dit, « fasciné » par M. Mitterrand, lequel, pourtant, lundi soir, à l'occasion d'une réception des Prix Nobel à Orsay, s'est longuement et chaleureusement intéressé à son avenir. « Je ne suis pas devant lui comme un lapin devant un boeuf », a ironisé M. Léotard. Enfin, parce que, tant au niveau européen qu'intérieur, il considère qu'un second septennat socialiste « ne serait pas une bonne chose pour la France ».

Car, et c'est le quatrième point de ce fameux carré, M. Léotard, contre

vents et marées, persiste à croire que le libéralisme reste la meilleure locomotive politique et économique de ce pays. Ainsi s'efforce-t-il encore lui-même d'avoir, au cours de cette campagne, « une attitude et des propos libéraux », en souhaitant désinfecter un peu plus sur ses amis barriestes.

Après avoir expliqué tout cela, M. Léotard, pour la forme, a affirmé qu'il ne demandait rien, qu'il ne cherchait pas à se caser, bref, qu'il voulait garder les mains libres. Propos d'autant plus faciles à tenir aujourd'hui que les sondages mettent à présent M. Chirac et M. Barre dans un mouchoir, rendent M. Léotard, cette fois, vraiment incontournable. Dans ce jeu de vases communicants, le réservoir PR est à même de faire la différence.

D. C.

PROPOS ET DÉBATS

M. Jospin Scandaleux

« M. Chandon devant être plus discret dans la vie politique française actuellement », a déclaré, le jeudi 21 janvier, M. Lionel Jospin. Le premier secrétaire du PS répondait aux récents propos du garde des sceaux qui avait comparé l'attitude des Français à l'égard de M. François Mitterrand avec les relations que la population avait eues avec le maréchal Pétain de 1940 à 1944. « Ce qui est proprement scandaleux », a expliqué M. Jospin sur RTL, c'est cette espèce d'assimilation entre les deux périodes. « Je connais des relations père-fils qui sont beaucoup plus saines que les relations entre certains clients et leur banquier (...) et leur banquier », a ajouté M. Jospin en faisant allusion à l'affaire Cheumer.

M. Lajoinie

« Jobs fast-food »
M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a criti-

qué, le jeudi 21 janvier, à Joux (Meurthe-et-Moselle), les « jobs fast-food » de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, et de l'emploi, qui organisait, jeudi et vendredi, un colloque sur l'adaptation, en France, des « recettes » de création d'emplois aux Etats-Unis. « Plusieurs réalisations rendant complètement caduques » cette adaptation, a déclaré M. Lajoinie devant environ cinq cents personnes.

M. Séguin

Idolâtrie

Le « culte » rendu au président de la République par certains de ses « fans » irrite M. Philippe Séguin. « Ce que je trouve très encombrant aujourd'hui dans le paysage politique français, ce sont des gens qui se livrent à des manifestations d'idolâtrie à l'égard de qui vous savez, ce qui me semble peu compatibles avec une démocratie moderne », a expliqué, le jeudi 21 janvier, le ministre des affaires sociales et de l'emploi, invité de « Télématin » sur Antenne 2.

(Publicité)

AVEC FRANÇOIS MITTERRAND

Madame, Monsieur,

Dans quelques mois, vous élirez le Président de la République. Face aux trois candidats de la Droite, tout atteste que, pour la majorité des Français, le meilleur président est de loin FRANÇOIS MITTERRAND. Nous faisons partie de cette majorité.

Nous pensons que FRANÇOIS MITTERRAND peut seul garantir à la fois le rassemblement et l'unité de la nation, le rayonnement de la France, le progrès et la solidarité.

Nous nous reconnaissons dans les valeurs qu'il incarne.

Depuis quelques semaines, des comités "AVEC FRANÇOIS MITTERRAND" se créent dans toute la France, pour traduire ce mouvement majoritaire. Nous vous demandons de signer et de faire signer ce texte :

« Je soutiens l'action de FRANÇOIS MITTERRAND, Président de la République, et je manifeste ma volonté de le voir assumer cette fonction après mai 1988. »

Nom : _____

Adresse : _____

Secteur d'activité professionnelle : _____

Signature : _____

J'adresse une somme de 20 F. (ou plus) à l'ordre de :
"AVEC FRANÇOIS MITTERRAND", 1 rue Paul-Baudry - 75008 PARIS

FRUITS
de la
laquise

Politique

La campagne présidentielle

M. Raymond Barre veut rester à l'écart de « l'agitation »

Présentant, le vendredi 22 janvier, son livre *Questions de confiance sur l'Europe*, M. Raymond Barre a indiqué qu'à plus de trois mois de la campagne présidentielle il n'avait nullement l'intention de passer le pas ou « de se livrer à une agitation tous azimuts ». Malgré le dossier soigné de la SOFRES commandé... par le comité national de soutien à la candidature de M. Chirac mettant pour la première fois celui-ci à un point devant lui, l'ancien premier ministre, qui s'exprimait, la veille au soir, devant l'association des Femmes démocrates, a rappelé que « l'important était de faire ce

que l'on croit devoir faire, de dire ce que l'on croit devoir dire, et que le reste sera donné par surcroît ».

En revanche, M. Barre a accueilli avec intérêt les déclarations de M. François Léotard, qui s'est prononcé, le jeudi 21 janvier, à « Questions à domicile » sur TF 1, pour un soutien « clair, loyal » mais « réfléchi » au candidat de l'UDF. « J'ai confiance dans la loyauté de M. Léotard », a-t-il déclaré. Conformément au souhait du secrétaire général du PR, M. Barre a réaffirmé que son adver-

saire était M. Mitterrand et non M. Chirac. « Le gouvernement, a-t-il déclaré, a essayé courageusement de remonter la pente, mais il avait une épée de Damoclès au-dessus de la tête. » Puis, faisant allusion à la dernière campagne d'affichage socialiste : « La génération Mitterrand, c'est la génération du recul économique et social de la France (...). C'est à la fois charmant et flou. C'est tout bon gâteau. Je ne crois pas que c'est de cette façon-là que l'on peut mettre les Français en face du sens du vote qu'ils vont émettre au moment de l'élection présidentielle. »

Sa part de vérité

Qui est-il ? Que pense-t-il ? Que veut-il ? C'est à ces trois questions, évidemment essentielles pour pouvoir appréhender enfin toute la complexité de sa personnalité, que M. Raymond Barre répond dans un livre d'entretiens avec Jean-Marie Colombani. Un ouvrage retraçant dans le détail, avec nombre d'épisodes inédits, l'itinéraire singulier d'un homme qui ne l'exécute jamais, empêcheur de tourner en rond et comment de l'être, et s'appuyant dans une certaine mesure, à solliciter pour la première fois de sa vie la confiance des Français.

Un livre-radioscopie présentant avec une grande liberté de ton et d'humour un Raymond Barre tel qu'en lui-même, n'hésitant point, comme sur les estrades, à renvoyer à leurs interlocuteurs « les belles âmes », « les belles plumes », avec son caractère « feu-à-mer », ses regrets et ses espoirs. Un livre définissant, enfin, un projet pour demain, nourri par l'expérience des affaires, les labours tranquilles de campagne et une ambition pour la France, destinée aussi à faire litière des mauvais procès et fausses réputations amoncelés dans les chaussetrappes du microcosme. Une part de

vérité livrée naturellement avec d'évidentes pensées électorales, agrémente aussi de quelques petits réajustements de comptes mais indispensable pour qu'il ne soit pas dit, si le moment venait, que les Français auraient été pris par surprise par le barisme.

Qui est-il ? Entité ? Non ! Obstiné ? Oui ! Rigide, certainement. Constant, il le pense. Désintéressé, il l'affirme. N'ayant jamais rien promis et ne voulant rien promettre. A l'écart des partis, mais, complètement, « jamais à l'écart du gaullisme ». Homme libre, librement placé aux conflits du gaullisme rassembleur, du centrisme humaniste et du libéralisme social.

Que pense-t-il ? « L'expérience, disait Diderot, est la mémoire de bon sens ». Lui aurait plutôt retenu qu'il importe « de ne jamais se laisser dominer par l'idéologie », et donc « de ne jamais farder les réalités ». Europe, défense, social, économie, M. Barre évoque ici tous ces grands sujets à la lumière de son expérience internationale, sans faire l'épargne de quelques critiques bien posées. Les privatisations ? s'interroge-t-il par exemple : « Une fois vendus les bijoux de famille », que ferons-

nous ? L'Europe ? « Le problème, ironise-t-il, n'est pas de faire sortir un lapin du chapeau à chaque fois que l'on en parle ». Les hommes sont aussi jugés. Gloire à Valéry Giscard d'Estaing, « qui a fait face pendant son septennat à une situation difficile avec beaucoup d'intelligence, de courage et de cœur ». Jacques Chirac ? Passons vite. Il est « sympathique, direct. Son ardeur à vivre l'heure qui passe rend les contacts faciles et agréables ». François Mitterrand ? « On ne peut pas dire que survive à l'échec soit un très grand succès », dénonce-t-il sans pouvoir cacher toutefois un certain respect professionnel pour « cet homme de stature et de culture ».

« Clarité et loyauté »

Reste enfin la grande question pour demain, qui est tout de suite : que veut-il ? On n'a que trop dit que lui, Raymond Barre, n'avait rien à vendre aux Français, sinon du sang et des larmes, qu'il leur demandait de voter pour lui les yeux fermés, et qu'il se chargerait de tout le reste. Certes, concède-t-il, qu'on ne compte point sur lui pour entretenir l'utopie. Il est contre « les salmigondis philosophico-moralisateurs, qui font chez nous la réputation des belles âmes ». Mais il a, lui, pour la France, un idéal : celui d'une « société ouverte » politiquement élargie à tout modèle incertain « socialo-centriste », fondée sur le triptyque « travail, confiance, espoir », où l'Etat est au service de la société, et non l'inverse, nourri aux valeurs de « la liberté, de la responsabilité, de la solidarité et de l'unité », regroupant tous les hommes « de bonne volonté et de bonne foi » pour contribuer au redressement de la France.

Tel est le barisme. « Une politique de mesure, explique M. Barre, éloignée des idéologies, susceptible de faciliter les adaptations de l'économie et de la société par une action tenace, peut-être rude, mais soucieuse d'atténuer les coûts économiques et sociaux de la mutation. » Concédaient tout de même que, s'il avait à se placer sur un échiquier à ressemblance britannique, il se verrait très bien figurer « à l'aile libérale » des députés, et qu'il se verrait le futur candidat définitif en quelque sorte « un thatcherisme à la fran-

L'ancien premier ministre et les femmes

Certes, comme l'avait malicieusement proclamé d'emblée M^{me} Louise Moreau, fondatrice de l'association des Femmes démocrates, dont le vingtième anniversaire était fêté jeudi 21 janvier à Paris, « la matière grise n'a pas de sexe ». Il faut croire qu'en revanche les bulletins de vote en ont un. Autrement dit, un vrai candidat n'omet jamais, en cours de campagne, de se préoccuper des électrices. C'est ce qu'a donc fait M. Raymond Barre le temps d'un dîner auquel participaient M. Alain Fobes, président du Sénat, les membres du gouvernement appartenant au CDS et les dirigeants de ce parti.

Pour M^{me} Marie-Thérèse Boisseau, présidente des Femmes démocrates, les femmes, en politique, sont là pour dépassionner les débats, pour apporter à la réflexion le réalisme et le concret. Pour M. Barre, elles sont « portuses de valeurs d'avenir ». Au moins à ce titre, elles méritent, selon lui, d'avoir « une plus ample donc une plus juste place » dans la société, dans les entreprises et dans la politique.

Globalement, l'ancien premier ministre se félicite volontiers du pragmatisme des femmes qui leur a fait délaissier « le féminisme pur » qu'elles ont compris que certaines formes de libération de la femme n'aboutissent qu'à plus de dépendance et plus de solitude, de leur participation à la vie économique, de leurs exigences qui les font critiquer les discours « sans suite concrète de bien des politiciens », de leur dynamisme les attirant (là où cela bouge), de leur tolérance et de

leur sens de la solidarité, vertus dont « notre société si diversifiée et complexe a besoin ». « L'important est de respecter l'autre, toujours plus différent de soi ».

Parler des femmes aux femmes implique aussi d'évoquer la famille « cellule sociale fondamentale », selon sa formule. Pour M. Barre, « dans les sociétés modernes les mœurs doivent se réguler d'elles-mêmes après un intense effort d'observation, de réflexion, de discussion et d'éducation ». Cela ne veut pas pour autant dire que, en ce domaine, le futur candidat n'a pas de programme. Il y a d'abord celui qu'impose « l'hiver démographique » : en l'occurrence, la nécessité du troisième enfant.

Le député du Rhône poursuit en proposant « un statut social de la mère de famille » qui serait susceptible de reconnaître « un droit permanent et gratuit à l'assurance-maladie pour les mères de famille nombreuses » n'ayant pas d'activité professionnelle et ne pouvant bénéficier de la Sécurité sociale d'un conjoint. Il y ajoute la possibilité pour les femmes mariées et mères de famille de souscrire une assurance-retraite personnelle avec, dans certaines limites, une exonération fiscale. Plus spécifique à l'encouragement de la naissance du troisième enfant est sa proposition d'augmenter l'allocation parentale d'éducation et de réviser ses conditions d'attribution.

A. Ch.

Selon un sondage de la SOFRES commandé par le RPR

M. Chirac devancerait M. Barre au premier tour

M. Alain Juppé, porte-parole de la campagne présidentielle du premier ministre, a rendu public, le jeudi 21 janvier, un sondage d'intentions de vote commandé par le Comité national de soutien à la candidature de Jacques Chirac. Réalisé par la SOFRES, les 18 et 19 janvier, « après l'annonce de la candidature du premier ministre, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, cette enquête attribue 22 % de suffrages à M. Chirac et 21 % à M. Raymond Barre au premier tour de l'élection présidentielle dans l'hypothèse où M. Mitterrand est candidat. Dans le dernier sondage réalisé du 9 au 12 janvier par la SOFRES pour le compte de plusieurs journaux de province, le chef du gouvernement

était crédité de 19,5 % d'intentions de vote et M. Barre de 23 %. M. Mitterrand obtient, pour sa part 40 % d'intentions de vote dans les deux études.

Le sondage commandé par le comité de soutien montre que, au second tour, le président de la République est réélu face à M. Chirac (avec 56 % des voix) et face à M. Barre (avec 53 %).

M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES, nous a indiqué que ce sondage avait été réalisé dans les conditions habituelles, c'est-à-dire que les personnes ont été interrogées par un enquêteur à leur domicile et que la question relative aux intentions de vote a été posée avant celle relative à la manière dont a été perçue la candidature de M. Chirac.

vu dans le n°18 des **BANCS d'ESSAIS du TOURISME**

INUITs les fils de la banquise

Dans le numéro des Banques d'Essais du Tourisme qui vient de paraître vous découvrirez des paysages qui vous feront rêver de vacances.

Au Nord du Canada, les Inuits vivent comme des hommes libres entre la toundra et la banquise, ils font encore eux-mêmes leurs canoës en peau de phoque et tissent leurs costumes brodés à la main comme il y a mille ans, ils ne refusent pas le progrès et acceptent que leur ciel se peuple de paraboles de télévision et de petits avions qui sont, eux, un trait d'union privilégié avec la civilisation.

Dans ce numéro, vous découvrirez aussi :

- Mombasa et ses plages immenses.
- Les jeunes filles qui choisissent l'argent leur fiancé, au « Mousson d'Anchali ».
- Singapour, la riche 3^e Chine.
- Les cathédrales d'or du Mexique.
- Les villes souterraines de la Toundra de l'est.
- Les stations de sports d'hiver où il reste des places en février !
- Trois Banques d'Essais exclusives sur le T.G.V. — Un voyage au Sénégal avec les Touss — Un vol avec Chypre Airways.

Des reportages, des rubriques, des informations, des fiches techniques, etc.

Rendez-vous tous les jours avec les Banques d'Essais du Tourisme sur

NOSTALGIE

Paris sur 105,1 FM et 150 récepteurs en France. Fréquences : consultez votre Ministère 2015 code NOST.

100 pages en couleurs. En vente chez votre marchand de journaux, 25 francs.

Le financement de la vie politique

M. Pasqua se déclare « ouvert à toutes les propositions »

Les députés se sont mis au travail, sans attendre le 2 février, date probable de l'ouverture de la session extraordinaire. Le jeudi 21 janvier, la commission des lois a commencé l'examen des deux projets de loi sur le financement de la vie politique. Comme prévu, elle en a confié le rapport à son président, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie). Puis elle a écouté les explications de M. Charles Pasqua.

Le ministre de l'intérieur a souligné que « la plupart des démocraties parlementaires occidentales » s'étaient déjà dotées d'une telle législation, même s'il était « particulièrement délicat de légiférer » en ce domaine. Il a admis que la démarche du gouvernement était « prudente, pour éviter les bouleversements que ferait notre l'adoption immédiate d'un ensemble complet de dispositions nouvelles, mais qu'elle n'excluait pas pour l'avenir des évolutions progressives ». Pour lui, l'essentiel de la démarche du gouvernement cherche à « dissiper l'avance toute suspicion infondée » sur l'enrichissement des hommes politiques et à mettre un terme à « l'accroissement important des dépenses électorales », dont la poursuite « pourrait à terme introduire entre les candidats une inégalité liée au montant de leurs ressources financières ».

A ce sujet, M. Pasqua a affirmé que « la qualité d'une campagne n'est pas le corollaire de son coût et que, dans bien des cas, il est difficile d'apprécier l'utilité des dépenses engagées ». Répondant à une question de M. Guy Ducoloné (PC, Hauts-de-Seine) sur la notion de « dépenses effectuées pour le compte du candidat », qui seront plafonnées, le ministre a précisé qu'elle ne visait que les dépenses réalisées « directement par le candidat ou son mandataire ». Il a aussi annoncé que le gouvernement était « ouvert à toutes les propositions » mais qu'il souhaitait que « les amendements éventuels ne conduisent pas à dénaturer les deux projets de loi qui constituent la synthèse des points de vue exprimés par les différents formations politiques ».

Déjà, M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais), auteur d'une proposition de loi sur ce sujet, a annoncé son intention de déposer des amendements ouvrant les dotations publiques aux partis non représentés au Parlement, s'ils ont obtenu 5 % des suffrages exprimés aux élections législatives et européennes, et créant une incitation fiscale pour les dons faits aux partis politiques. Le porte-parole du PR souhaite aussi, par des précisions aux textes gouvernementaux, éviter de « trop faciles détournements » de la loi.

Th. B.

FOURRURES GEORGE V

du vendredi 22 janvier au samedi 6 février

SUPER ESCOMPTES

-40% -50%

exceptionnel

OUVERTURE DIMANCHE 24 JANVIER

de 10h à 19h

MANTEAUX	3250*	5500*	MANTEAUX	2850*	14350*
RAGONDIH col Hermin	2575*	17250*	VISON dark abajou	8500*	32500*
VISON lamé noir	2575*	17850*	VISON renoué et Hermin shadow	8500*	32500*
VISON pastel	2575*	17850*	VISON blanc sage	8500*	32500*
RENARD bleu silver	2575*	25650*	LYNX caudale	8275*	41375*
VISON Koh-i-noor laine	3500*	33000*	ZIRELINE blonde	23800*	117500*
VISON fantaisie	3500*	39000*			
VISON zéphir	3500*	45000*			

VESTES

RAGONDIH abajou	5850*	2825*
MOUTON	6850*	3425*
VISON miltérien (partie tunique)	8850*	4925*
VISON Koh-i-noor laine	8850*	8350*
BOLEO VISON blanc, dark, avec zéphir	8750*	12675*

-65%

MANTEAUX longs du soir

VISON ranch	2275*	13650*
VISON dark	3500*	21000*
VISON blanc	4800*	27000*
3,4 ASTRAKAN gold swastika	1250*	6750*
PELISSES int.Lapin col Douglas	325*	1950*

-35%

MANTEAUX

OPSSUM d'Amérique	8850*	6400*
CASTOR kangis poils	2475*	8950*
VISON dark Renard	4800*	16000*
		29250*

VESTES

COVOTE	3450*	9650*
MARIMOTTE	3875*	12000*
RENARD bleu silver	3875*	12650*
LYNX du Monteban	2275*	18650*
VISON saphir	25800*	22750*
RENARD argenté	4545*	29500*
PELISSES RAGONDIHversible	7450*	4800*

MAGASIN OUVERT TOUS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 10 H A 19 H



40, Av. George V, Paris 8°

سكنا للادوية

Société

هكذا من الاجل

Le procès des « tueurs fous » du Brabant suspendu

Une enquête à recommencer

BRUXELLES
de notre correspondant

« La cour ordonne le renvoi de la cause à une session ultérieure. » Il était 16 h 15, mercredi 21 janvier, lorsque M. Jacques Verroocke, président de la cour d'assises de Mons, annonça cette décision exceptionnelle : l'interruption sine die d'un procès d'assises (*Le Monde* du 20 janvier). La surprise, pourtant, ne fut pas totale. La veille, en effet, la déposition de l'ancien juge d'instruction chargé de l'affaire avait mis le tribunal en émoi : il annonçait avoir découvert un pistolet permettant de relier non seulement les deux périodes de ce qu'il est convenu d'appeler les « tueries du Brabant wallon » — vingt-huit morts en quatre ans — mais aussi de leur trouver des points communs, avec l'assassinat, le 7 janvier 1986, sur une bretelle de l'autoroute Paris-Bruxelles, de l'ingénieur commercial de la fabrique d'armes d'Herstal, Juan Mendez.

Or les inculpés du procès de Mons, « la bande des Borains », six personnages apparemment de

seconde zone, ne devaient répondre que d'une série de crimes attribués aux « tueurs fous » et étaient déjà écartés des autres attaques, les plus violentes, notamment celles qui s'étaient soldées par des dizaines de morts dans des supermarchés de la banlieue bruxelloise. Quant à l'assassinat de Juan Mendez, le suspect numéro un, Daniel Bouhouché, est en prison depuis février dernier, et c'est précisément chez sa femme que l'on a trouvé l'arme ayant provoqué l'interruption du procès de Mons.

Face cachée

Que va-t-il maintenant se passer ? Les enquêteurs, dans la logique des événements de cette semaine, devraient tenter d'unifier les investigations liées aux différents dossiers et surtout de soulever le voile sur une série d'affaires dont la Belgique a été le théâtre ces dernières années. Ce ne sera certainement pas aisé mais les résultats pourraient être impressionnants et révéler la face cachée d'un pays apparemment sans histoire. Toutes ces affaires, en effet, mettent en cause un même

milieu où se mêlent des anciens gardarmes, des militants d'extrême droite, des adeptes de clubs de tir, des truands, de première ou de seconde zone, un ancien directeur de prison et des trafiquants d'armes...

D'une étrange enquête sur la drogue au vol des armes les plus sophistiquées du groupe Diane, une brigade antigang de choc, en passant par le mitraillage d'un major de gendarmerie ou l'attaque d'un transporteur d'or et le vol de son chargeur, sans oublier la fuite au Paraguay de Jean Bulot, un ancien directeur de prison (le lendemain, précisément, de l'arrestation de Daniel Bouhouché, impliqué dans l'assassinat de Mendez), c'est une cascade d'énigmes que les enquêteurs vont donc essayer de déchiffrer avec, maintenant, la volonté — ce qui n'a pas toujours été le cas — d'en trouver le fil conducteur.

Celui-ci serait-il l'appartenance aux différentes composantes de l'extrême droite, comme une grande partie de journalistes belges semblent le penser ? Il est établi en tout état de cause que des liens évidents existaient entre de nombreux suspects de ces différentes affaires et les organisations les plus extrémistes qui auraient eu comme objectif une déstabilisation de la Belgique. Alors, une « organisation » — le mot a été employé par le juge d'instruction — du type de la loge P 2 en Italie ? Certains n'hésitent pas à faire le parallèle, comparant par exemple l'attentat aveugle à la gare de Bolognino avec les tueries — tout aussi aveugles — perpétrées contre les supermarchés de la banlieue bruxelloise.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Au procès d'Action directe

Ultimes proclamations avant le jugement du 12 février

C'est l'heure du message ultime. La dernière bouteille à la mer, avant d'aller s'enfouir des mois, des années encore, dans la solitude de la prison. C'est l'heure où le président, notant de l'ordre dans ses dossiers, demande : « Les accusés ont-ils encore quelque chose à ajouter ? » Vite, vite, tout résumer en quelques mots. Alors, jeudi 21 janvier, pour la première et la dernière fois, ils parlent. De tout. Et même, semble-t-il, un peu d'eux-mêmes.

Pour la première fois, Régis Schleicher ne sert pas de porte-parole à ses camarades mais s'exprime en son nom. Il dépose son texte : « Comme je me suis entendu traiter d'abruti par je ne sais plus qui, le pauvre crétin que je suis voudrais utiliser un papier. » Et il lit : « J'ai entendu que nous étions des vaincus. Certes, nous sommes prisonniers, mais nous n'avons pas rendu les armes. Certains sortiront brisés ; d'autres seront certainement excommuniés ; mais le mode de production capitaliste est porteur de sa propre destruction (...) ».

Salvatore Nicossia fait lire un appel par son interprète. « Moi, je ne fais pas partie d'Action directe et ces personnes, je les connais tout juste ; mais mon devoir de communiste est d'être solidaire de leur grève de la faim. »

Revenu à son emploi de porte-parole, Schleicher explique, au nom des quatre grévistes de la faim, Roullian, Ménégo, Aubron, Cipriani, qui en sont à leur cinquante-deuxième jour, que, « tout au long de ce procès, l'hypocrisie de la non-inculpation pour reconnaissance de ligne dissoute ou attente à la sûreté de

des crayons dans le box aurait bien fait sourire ». « Je me souviens, lance-t-il, que la date de ce procès a été connue avant même que l'instruction soit terminée. Je me souviens qu'un seul magistrat a refusé de prêter le serment d'allégeance à Pétain ; je me souviens qu'en 1943 ma grand-mère, mon père, les miens, étaient des terroristes. Nous vaincrons. »

Arrive enfin Jean Asselmeier. Après un rapport d'activités rétrospectif sur le journal *l'International*, il cite une déclaration antisémitique de... « Louis IX, dit Saint Louis, qui a sa statue dans l'enceinte du palais ». « Vous mettez en cause sa béatification ? », lui demande le président Ducos, insistant une nouvelle fois troublamment sur « ses qualités d'homme ». « Je n'ai pas l'habitude de ce type de questions », répond Asselmeier. « Étant révolutionnaire, il faudrait vous y faire », réplique Jacques Ducos.

Tout est dit ? Presque. Une poignée de jeunes Allemands, au premier rang du public, crient soudain leur soutien aux prévenus en allemand, avant d'être fermement expulsés par les gendarmes. On passe une dernière fois les menottes aux petits soldats perdus, qui disparaissent dans la « soucrière », non sans avoir échangé entre eux des saluts et des baisers. A la fin de ce drôle de procès, une seule certitude, glaciale, s'impose : ils n'ont rien oublié, rien appris.

Jugement le 12 février.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Souvenirs...

Claude Halphen, qui porte un sweat-shirt marqué « Palestine », s'exhale d'avoir « la parole balbutiante ». Il a emprunté la forme de son intervention au romancier Georges Perec, que « l'interdiction

Marie-Ange Laroche sur la « 5 »

« Ah ! vous parlez du petit Grégory ? »

Marie-Ange était en noir, forcément, avec une fantaisie dans le chapeau et des talons hauts. Lorsqu'elle a fait son entrée sur le plateau de la 5, jeudi soir, le public a applaudi. Quelqu'un a confondu avec Christine et de la sœur d'un « bonsoir madame Villenin ». Mais Marie-Ange, elle, n'a jamais prononcé le prénom de la mère de Grégory. Ni même celui de l'enfant qui a été retrouvé dans la Volcraque avant d'y être expressément invité par un spectateur qui s'étonnait qu'elle ne parle pas de cette autre victime : « Ah, vous parlez du petit Grégory ? Pour elle, comme dans les dépêches d'agence et les titres de journaux.

Sans un mouvement ni une larme, Marie-Ange Laroche commente son propre drame, en direct pour l'émission « Face à France » de Guillaume Durand, une prestation à titre gracieux, tient-elle à préciser, car « ce n'est pas une solution de s'enrichir sur les assassinats ». Si elle s'est décidée à en appeler à l'opinion publique, après avoir écrit au garde des sceaux, M. Alain Chalon, c'est que Jean-Marie Villenin a passé Noël en famille. « L'assassin » de son mari a été libéré avant même d'être jugé ; il s'est installé dans la région parisienne, et même il aurait retrouvé un emploi. Contrairement à ce qu'on a dit, ce n'est pas ce favoritisme, la veuve de Bernard Laroche fait campagne, elle qui est « obligée de faire soigner » son fils, traumatisé par le drame et qui « aurait presque de la haine » ; elle qui n'entend pas refaire sa vie ailleurs puisque son « mari est enterré là », dans les Voages. Mais, interrompant une mère de famille présente sur le plateau : « Christine, c'est

l'enfant, qu'on lui a pris. Vous, ce n'était que le mari. »

Car Marie-Ange, confrontée à un jury « reflet de la France » sélectionné par l'Institut Louis-Harris, à effiler à de vrais épisodes, qui ne font pas de sentiment mais réclament des détails parce qu'ils voudraient comprendre. Au fil des questions, chacun semble oublier que ce drame tombé dans le domaine public a vraiment existé. « Vous avez dit apprendre que mon mari est décédé », dit Marie-Ange. Personne, bien sûr, n'a raté cet épisode, et justement, interroge une dame, « votre mère avait-elle des problèmes cardiaques ou est-ce vraiment la mise en liberté de Jean-Marie Villenin qui l'a échoué ? » Marie-Ange répond tout tranquillement. « Est-ce que vous en voulez toujours à Marie ? » poursuit un employé des P et T. Non, Marie-Ange ne tient plus rigueur à sa sœur de son premier témoignage. « Christine Villenin et Bernard Laroche ont-ils été mentionnés dans les dépêches de presse ? », demande une ouvrière à la vue de Laroche. « Est-ce que le petit Grégory n'aurait pas assisté à des scènes, entre eux, qu'il n'aurait pas du voir ? », insiste l'interlocutrice « sans agressivité » naturellement. Marie-Ange répond toujours, à peine agacée : « Je ne peux quand même pas dire que mon mari avait une maîtresse... »

Le visage de Marie-Ange Laroche apparaît sur un grand écran vidéo. En incrustation, les réalisateurs de l'émission ont pensé à mentionner l'adresse de sa boîte postale. « Ce n'est pas le moment d'applaudir », dit Guillaume Durand. Ce serait un peu indécent. Le public attendra donc un peu, puis claquera des mains. Pour la performance autant que par réflexe.

C.L.

Evasion d'un détenu au palais de justice de Draguignan

DRAGUIGNAN
de notre correspondant

Pascal Hernandez, vingt-sept ans, auteur présumé d'une vingtaine de vols qualifiés, s'est évadé jeudi après-midi 21 janvier du palais de justice de Draguignan. Entendu sur commission rogatoire par M. Guemas, juge d'instruction, Pascal Hernandez, sous la menace d'une grenade, a contraint le greffier de passer les menottes aux trois policiers composant son escorte, avant de s'emparer de leurs pistolets.

Pascal Hernandez s'était déjà évadé de la prison de Nîmes et, une seconde fois, du cabinet du juge d'instruction de cette ville. Malgré les barreaux mis en place dans le Var, il n'avait pas été retrouvé vendredi en fin de matinée.

J.-P. G.

Attentats et interpellations en Bretagne

Trois personnes, dont un militant nationaliste breton, Denis Riou, trente ans, ont été interpellées à leur domicile, le jeudi 21 janvier, à Lorient (Morbihan) et placées en garde à vue. Ces interpellations, opérées par les policiers du SRPJ de Rennes, sont intervenues quelques heures après que deux attentats, revendiqués par l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB), eurent été commis, contre les locaux de l'URS- SAF à Quimper (Finistère) et ceux du rectorat d'académie à Rennes (Ille-et-Vilaine). Ces attentats, présentés dans le communiqué de revendication comme « une réponse aux provocations de l'Etat français », ont entraîné d'importants dégâts matériels, évalués à environ 900 000 francs.

Ces deux attentats sont les premiers revendiqués par l'ex-ARB (l'organisation a été dissoute en 1974) depuis le mois de juin 1985.



57.504

RENAULT 11 SPRING

UNE AVALANCHE D'EQUIPEMENTS

- Boîte 5 vitesses
- Autoradio P.O.G.O.FM/K7 stéréo
- Moteurs 12 Essence, 16 Diesel
- Nouvelle sellerie
- Enjoliveurs de roue stylisés
- Rétroviseur extérieur réglable de l'intérieur
- Montre digitale
- Bandes décoratives latérales

Modèle présenté Renault 11 Spring 12 (3 portes). Prix clés en main au 010188 : 57 504 F. Millésime 88. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC votre financement. RENAULT présente G.I.F.

ROULEZ A L'EXTRAORDINAIRE

RENAULT DES VOITURES A VIVRE

Marie-Ange Laroche sur la « 5 »

« Ah ! vous parlez du petit Grégory ? »

Marie-Ange était en noir, forcément, avec une fantaisie dans le chapeau et des talons hauts. Lorsqu'elle a fait son entrée sur le plateau de la 5, jeudi soir, le public a applaudi. Quelqu'un a confondu avec Christine et de la sœur d'un « bonsoir madame Villenin ». Mais Marie-Ange, elle, n'a jamais prononcé le prénom de la mère de Grégory. Ni même celui de l'enfant qui a été retrouvé dans la Volcraque avant d'y être expressément invité par un spectateur qui s'étonnait qu'elle ne parle pas de cette autre victime : « Ah, vous parlez du petit Grégory ? Pour elle, comme dans les dépêches d'agence et les titres de journaux.

Sans un mouvement ni une larme, Marie-Ange Laroche commente son propre drame, en direct pour l'émission « Face à France » de Guillaume Durand, une prestation à titre gracieux, tient-elle à préciser, car « ce n'est pas une solution de s'enrichir sur les assassinats ». Si elle s'est décidée à en appeler à l'opinion publique, après avoir écrit au garde des sceaux, M. Alain Chalon, c'est que Jean-Marie Villenin a passé Noël en famille. « L'assassin » de son mari a été libéré avant même d'être jugé ; il s'est installé dans la région parisienne, et même il aurait retrouvé un emploi. Contrairement à ce qu'on a dit, ce n'est pas ce favoritisme, la veuve de Bernard Laroche fait campagne, elle qui est « obligée de faire soigner » son fils, traumatisé par le drame et qui « aurait presque de la haine » ; elle qui n'entend pas refaire sa vie ailleurs puisque son « mari est enterré là », dans les Voages. Mais, interrompant une mère de famille présente sur le plateau : « Christine, c'est l'enfant, qu'on lui a pris. Vous, ce n'était que le mari. »

Car Marie-Ange, confrontée à un jury « reflet de la France » sélectionné par l'Institut Louis-Harris, à effiler à de vrais épisodes, qui ne font pas de sentiment mais réclament des détails parce qu'ils voudraient comprendre. Au fil des questions, chacun semble oublier que ce drame tombé dans le domaine public a vraiment existé. « Vous avez dit apprendre que mon mari est décédé », dit Marie-Ange. Personne, bien sûr, n'a raté cet épisode, et justement, interroge une dame, « votre mère avait-elle des problèmes cardiaques ou est-ce vraiment la mise en liberté de Jean-Marie Villenin qui l'a échoué ? » Marie-Ange répond tout tranquillement. « Est-ce que vous en voulez toujours à Marie ? » poursuit un employé des P et T. Non, Marie-Ange ne tient plus rigueur à sa sœur de son premier témoignage. « Christine Villenin et Bernard Laroche ont-ils été mentionnés dans les dépêches de presse ? », demande une ouvrière à la vue de Laroche. « Est-ce que le petit Grégory n'aurait pas assisté à des scènes, entre eux, qu'il n'aurait pas du voir ? », insiste l'interlocutrice « sans agressivité » naturellement. Marie-Ange répond toujours, à peine agacée : « Je ne peux quand même pas dire que mon mari avait une maîtresse... »

Le visage de Marie-Ange Laroche apparaît sur un grand écran vidéo. En incrustation, les réalisateurs de l'émission ont pensé à mentionner l'adresse de sa boîte postale. « Ce n'est pas le moment d'applaudir », dit Guillaume Durand. Ce serait un peu indécent. Le public attendra donc un peu, puis claquera des mains. Pour la performance autant que par réflexe.

C.L.

Evasion d'un détenu au palais de justice de Draguignan

DRAGUIGNAN
de notre correspondant

Pascal Hernandez, vingt-sept ans, auteur présumé d'une vingtaine de vols qualifiés, s'est évadé jeudi après-midi 21 janvier du palais de justice de Draguignan. Entendu sur commission rogatoire par M. Guemas, juge d'instruction, Pascal Hernandez, sous la menace d'une grenade, a contraint le greffier de passer les menottes aux trois policiers composant son escorte, avant de s'emparer de leurs pistolets.

Pascal Hernandez s'était déjà évadé de la prison de Nîmes et, une seconde fois, du cabinet du juge d'instruction de cette ville. Malgré les barreaux mis en place dans le Var, il n'avait pas été retrouvé vendredi en fin de matinée.

J.-P. G.

Attentats et interpellations en Bretagne

Trois personnes, dont un militant nationaliste breton, Denis Riou, trente ans, ont été interpellées à leur domicile, le jeudi 21 janvier, à Lorient (Morbihan) et placées en garde à vue. Ces interpellations, opérées par les policiers du SRPJ de Rennes, sont intervenues quelques heures après que deux attentats, revendiqués par l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB), eurent été commis, contre les locaux de l'URS- SAF à Quimper (Finistère) et ceux du rectorat d'académie à Rennes (Ille-et-Vilaine). Ces attentats, présentés dans le communiqué de revendication comme « une réponse aux provocations de l'Etat français », ont entraîné d'importants dégâts matériels, évalués à environ 900 000 francs.

Ces deux attentats sont les premiers revendiqués par l'ex-ARB (l'organisation a été dissoute en 1974) depuis le mois de juin 1985.

Société

La Conférence de Paris

Les Prix Nobel à la gloire de l'homme

La conférence des Prix Nobel, réunie à Paris depuis le 18 janvier, s'est terminée le jeudi 21 janvier, par une cérémonie à l'Élysée au cours de laquelle le président de la République, M. François Mitterrand, a apporté son soutien à la demande des Nobel d'une conférence internationale sur la dette des tiers-monde.

M. François Mitterrand a aussi proposé que l'UNESCO rédige une histoire universelle qui serait enseignée à tous les enfants.

Les soixante-quinze participants avaient répondu à l'invitation du président

L'Américain, Suédois d'origine, Hanses Alfven a partagé en 1970 le prix Nobel de physique avec le Français Louis Néel. Ils ne se sont jamais revus depuis la cérémonie de Stockholm il y a dix-huit ans.

Voilà déjà, qui en dit long sur l'histoire de la conférence de Paris. D'abord, mettre en contact des hommes qui, de toute évidence, se rencontrent rarement. La « communauté » scientifique n'est souvent qu'une juxtaposition de spécialistes. Mais c'est peut-être justement parce qu'ils n'étaient pas rassemblés entre spécialistes d'une même discipline que les soixante-quinze lauréats sont si riches et si intéressants.

Les Nobel réunis à Paris ont-ils pour autant rempli leur contrat ? M. Elie Wiesel s'est interrogé, au terme des travaux. « Comment réduire en trois jours ce que, en cinquante ans, on a dit mille ans, depuis Galilée et Abel, l'humanité n'a pu qu'ignorer ou oublier ? » En écho, M. François Mitterrand constate qu'il est « quel que peu déçu par les résultats ». Ce n'est

déjà pas mal. Plusieurs des conclusions émises jeudi soir sont même assez précises pour permettre aux responsables politiques de prendre des décisions s'ils le veulent bien. Que l'éducation soit partout une priorité, et qu'elle valorise la créativité des élèves, voilà qui semble une manière de révolution. Que les industries pharmaceutiques s'efforcent de mettre au point un vaccin contre le SIDA et, « une fois ce vaccin disponible », qu'il soit garanti par les pouvoirs publics, voilà qui représente un grand pas en avant.

L'idée d'une conférence internationale pour traiter dans son ensemble de la dette du tiers-monde pourrait faire son chemin. Même si l'on sait bien qu'une conférence internationale n'épargnerait pas, par sa seule magie, les difficultés économiques des pays du Sud.

Bergers de l'humanité ?
Les participants n'ont d'autre légitimité que celle qui leur est reconnue par les opinions publiques, et plusieurs d'entre eux s'avaient sentis particulièrement gênés du poids accordé à leurs paroles. A cause de leurs recherches, de leurs écrits, de leur courage, le public les a promus experts en incertitudes et bergers de l'humanité, mais ils restent modestes.

« La Fondation Nobel n'a pas encore trouvé le secret de donner aux lauréats, assure M. Elie Wiesel, en même temps que la gloire mondiale, la sagesse universelle. Mieux que quiconque, il savent ce qu'il leur reste encore à découvrir ou même à apprendre ». M. Jean-Marie Lehn pense de même : « Nous devons éviter

de la République et de M. Elie Wiesel, prix Nobel de la paix. Pendant près de quatre jours, ils ont réfléchi aux « menaces et promesses à l'aube du vingt-et-unième siècle ». Les travaux ont eu lieu à huis clos. A plusieurs reprises, M. Mitterrand a traversé la rue pour aller de l'Élysée à l'hôtel Marigny et écouter en « médiateur silencieux » les savants, écrivains ou responsables d'organisations concernées par le Nobel.

Au cours de la cérémonie de clôture, M. Elie Wiesel a présenté les seize conclusions de la conférence, et annoncé qu'elle se réunirait à nouveau dans deux ans. D'ici là, « lorsque l'urgence sera perçue », une délégation des Prix Nobel se rendra sur place « dans tous les lieux où les droits de l'homme sont menacés » ou, comme elle serait pu le faire, lors des catastrophes de Bhopal en Inde, ou à Tchernobyl. Vendredi, plusieurs Prix Nobel doivent se rendre dans des universités à Paris et en province, pour donner un cours et rencontrer des étudiants français.

de nous rendre pour la conscience des autres. »

Mais il s'en, grâce leur « gloire », mieux que d'autres écrivains. Ainsi, M. James Grant a expliqué que, sur les quarante mille enfants qui meurent chaque jour de faim ou de maladies curables, dix mille seraient sauvés par un vaccin qui coûte 2,50 F, rien n'était encore résolu mais cela était dit.

Certains participants auraient voulu aller plus loin dans les recommandations. Le séminaire Droits de l'homme, par exemple, dont le médiateur, M. François Gros, professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur, avait souhaité que l'ensemble de la conférence rédige la ratification des grands textes (Déclaration universelle des droits de l'homme) — à laquelle se refusent la moitié des États, et que des moyens de pression soient prévus en cas de manquement au respect de ces droits.

Le professeur Roger Guillemin, Nobel de médecine en 1977, appartenait à ce groupe de travail et, lui aussi, déplorait que la résolution n'ait pas été reprise par la conférence. Et pourtant, il ajouta la « très haute qualité des débats », « étonnamment seulement que la presse n'ait pas été conviée comme elle l'aurait été aux États-Unis où il vit.

La conférence pourrait difficilement renouer à un consensus. Il s'imposait par réalisme aux participants. D'autres facteurs y ont aidé. Ce n'est pas un hasard si l'une des interventions les plus marquantes de la conférence a été celle du Nigerian Wole Soyinka. Sa dénonciation des fanatismes religieux a foité avec une force accrue par le fait que le premier Africain lauréat du

Nobel de littérature était l'un des rares représentants du tiers-monde.

La conférence n'a pas connu d'affrontements. On était entre gens de bonne volonté. Comme le confiait M. Roger Guillemin, les préoccupations de politique locale auraient paru dérisoires face à l'examen des enjeux planétaires. Mais aussi les « blocs » étaient absents. Les trois participants soviétiques sont restés très discrets.

L'évocation des problèmes palestiniens par le Britannique Dorothy Hodgkin, et par M. Mitterrand dans son discours de clôture, a été suffisamment amorce pour ne heurter aucune conviction.

Dans deux ans
MM. François Mitterrand et Elie Wiesel pourraient donc se réunir de leur initiative conjointe. L'accusation portée par la droite française à l'encontre du « futur » candidat à l'élection présidentielle d'avoir voulu monter une opération médiatique a fait long feu. Les débats ont eu lieu à huis clos. La finalité des travaux est apparue plus humanitaire que politique, et plus même que scientifique.

Quant à M. Elie Wiesel, si l'un de ses chagrins reste l'absence de M. Andreï Sakharov dont il espérait jusqu'à la dernière minute qu'il obtiendrait l'autorisation de venir, la promesse d'une deuxième conférence dans deux ans justifie cette première réunion. Avant même la séance de clôture, Robert Guillemin nous confiait : « Faisons ce que nous pouvons pour continuer notre réflexion. Faisons ce que se dit Gerboche qui invite, ou M. Thatcher, ou l'Algérie... »

CHARLES VIAL.

Seize conclusions

Voici les seize conclusions de la conférence :

1. Toutes les formes de vie doivent être considérées comme un patrimoine essentiel de l'humanité. Endommager l'équilibre écologique est donc un crime contre l'avenir.
2. L'espèce humaine est une, et chaque individu qui la compose a les mêmes droits à la liberté, à l'égalité et à la fraternité.
3. La richesse de l'humanité est aussi dans sa diversité. Elle doit être protégée dans tous ses aspects, culturels, biologiques, philosophiques, spirituels. Pour cela, la tolérance, l'écoute de l'autre, le refus des vérités définitives, doivent être sans cesse rappelés.
4. Les problèmes les plus importants qu'affronte l'humanité aujourd'hui sont à la fois universels et interdépendants.
5. La science est un pouvoir, son accès doit être également réparti entre les individus et les peuples.
6. Le fossé existant dans de nombreux pays entre la communauté intellectuelle et les pouvoirs politiques doit être réduit. Chacun doit reconnaître le rôle de l'autre.
7. L'éducation doit devenir la priorité absolue de tous les budgets et doit aider à valoriser tous les aspects de la créativité humaine.
8. En particulier, dans les pays en développement, les sciences et la technologie doivent être rendues disponibles pour leur permettre de contrôler leurs futurs et de définir eux-mêmes les connaissances nécessaires à leur avenir.
9. Si la télévision et les nouveaux médias constituent un moyen essentiel d'éducation pour l'avenir, l'éducation doit aider à développer l'esprit critique face à ce qui diffuse ces médias.
10. L'éducation, l'alimentation et la prévention sont des instruments essentiels d'une politi-

que démographique et d'une réduction de la mortalité infantile. En particulier la généralisation de l'usage de vaccins existants et le développement des vaccins nouveaux doivent être la tâche commune des savants et des politiques.

11. Toutes les recherches concernant la prévention et le traitement du SIDA doivent être mises en commun et stimulées sans être freinées et compartimentées, en particulier par la coopération de l'industrie pharmaceutique. Une fois disponibles, le vaccin devra être garanti par les pouvoirs publics.

12. La biologie moléculaire, qui par ses récents progrès permet d'espérer des progrès dans la médecine et d'élargir la dimension génétique de certaines maladies, doit être encouragée, ce qui aidera à prévoir et peut-être à guérir ces maladies.

13. Le désarmement donnera un élan significatif pour le développement économique et social, compte tenu des ressources limitées de la planète, aujourd'hui drainées par l'industrie de l'armement.

14. Nous demandons qu'une conférence internationale se tienne pour traiter dans son ensemble du problème de la dette du tiers-monde, obstacle à son développement économique et politique.

15. Les gouvernements doivent s'engager sans ambiguïté, et d'une façon qui les lie par la loi, au respect des droits de l'homme et des traités qu'ils ont ratifiés.

16. La Conférence des lauréats du Nobel se réunira de nouveau dans deux ans pour étudier ces problèmes. D'ici là, lorsque l'urgence sera perçue, plusieurs Nobel se rendront sur place (Imaginez-on cinq Prix Nobel à Bhopal ou à Tchernobyl), ou dans tous les lieux où les droits de l'homme sont menacés.

Les embarras de la circulation

La capitale en proie aux grands projets

(Suite de la première page.)

A quelques mois de l'élection présidentielle, le candidat Chirac prendrait moins que jamais le risque de froisser, par quelques mesures audacieuses, la susceptibilité de ses fidèles électeurs parisiens.

Mais, comme il fallait bien étoffer un dossier fort modeste, le maire a lancé des idées un peu plus neuves, dont la réalisation éventuelle n'interviendrait que plus tard. La capitale s'est dotée, depuis 1983, d'un « système urbain de régulation des feux », le SURF. Près de deux cents carrefours du centre-ville, sur les mille deux cents que compte Paris, sont reliés à un ordinateur qui, selon les heures et la densité du trafic, leur impose un rythme de fonctionnement programmé à l'avance. Ce dispositif a réussi à « éponger » l'afflux croissant des voitures et à maintenir leur vitesse moyenne à 17 kilomètres à l'heure. Son extension prévue à l'ensemble des quartiers demanderait encore dix ans et une somme estimée à 300 millions de francs. Mais déjà, il éprouve de grandes difficultés à gérer la saturation quasi permanente des grandes artères.

Pour essayer de l'améliorer, le maire propose d'y adapter un système qui fonctionne depuis des années chez M. Chaban-Delmas, à Bordeaux : la Gestion électronique de régulation du trafic routier urbain dénommée Gertrude, autrement dit, « Gertrude ». L'expérimentation aura lieu dès cette année dans un secteur limité de Paris et coûtera 10 millions de francs. Mais les spécialistes savent qu'il n'y a pas de remède miracle, surtout dans la capitale. Ils estiment que l'accélération du trafic, si elle a lieu, restera marginale.

Aussi, M. Chirac a-t-il été tenté par un autre projet, beaucoup plus révolutionnaire, sorti des bureaux d'étude de la société des Grands travaux de Marseille. Il s'agirait de forer dans les profondeurs parisiennes une toile d'araignée de

cinq autoroutes concentriques raccordées à un périphérique central. La capitale pourrait être ainsi traversée à bonne vitesse. Des trémies permettraient d'émerger dans le centre-ville. L'accès à ces voies invisibles serait strictement contrôlé et soumis à péage. Le maire a indiqué que le projet allait être mis à l'étude et que sa réalisation, s'il était retenu, prendrait au moins cinq ans. Il n'a pas caché que le risque était de voir arriver au cœur de Paris un flot de véhicules supplémentaires. Cette « solution » ne pourrait donc être fiable que si elle s'accompagnait d'une réduction drastique du stationnement en surface, ce à quoi on s'est toujours refusé jusqu'ici.

En tout état de cause, le petit train de mesures prévues aujourd'hui et les idées lancées pour demain ne concernent que les automobilistes. Or les véhicules particuliers n'assurent, au mieux, que le tiers des déplacements de ceux qui habitent, qui

travaillent ou qui font du tourisme à Paris. Pour les deux tiers, les déplacements dans la capitale sont assurés par les transports en commun. Sur ce chapitre pourtant essentiel, le maire, qui est aussi premier ministre, a été encore plus discret. Il demande simplement à l'Etat, à la région, aux syndicats des transports parisiens, à la RATP et à la SNCF de « prendre en considération trois priorités » : la desserte des quartiers sud-est de Paris, en plein développement mais fort mal lotis ; le doublement de la ligne A du RER, que chacun s'accorde à juger indispensable ; et la réactivation de la voie de Petite-Ceinture, sur la rive gauche.

Un contre-plan des socialistes

Lundi, au Conseil de Paris, l'opposition municipale tentera de démontrer, si elle parvient à s'exprimer, que M. Chirac s'attaque davantage à résoudre les difficultés d'une minorité d'automobi-

listes plutôt qu'à améliorer les déplacements de la majorité des Parisiens.

S'ils ont refusé de siéger au « comité municipal de la circulation », les élus socialistes ont formulé un contre-plan. Ils observent d'abord que 52 % des « ménages » parisiens ne possèdent pas de voiture et que, comme usagers de la rue, les piétons, les enfants, les personnes âgées, les handicapés, les mères de famille, les deux-roues, sont mis en danger par une circulation anarchique. Trois mille d'entre eux en sont victimes chaque année. Ils suggèrent donc que les passages pour piétons soient systématiquement protégés et que les zones piétonnes, dont la capitale reste très avare, soient multipliées.

L'effort principal, disent-ils en substance, devrait porter sur l'amélioration des transports collectifs : prolongation de certaines lignes de métro, nouveaux couloirs réservés aux bus, amélioration des services en soirée, les

dimanches et jours de fête, augmentation du nombre des taxis de 14 300 à 15 000. Ils soulignent, bien entendu, l'absolue nécessité de doubler la ligne A du RER et d'en prévoir aussitôt le financement. Leur suggestion la plus originale consisterait à recoder sur la Seine une ligne de coches d'eau desservant dix-sept stations dans la traversée de Paris, au moins pour desservir les sites touristiques et éviter ainsi la circulation des cars.

Ne souhaitant nullement proscire les voitures, les socialistes proposent d'interdire le stationnement le long des grands axes, de créer dix mille places de parking en dehors de la voirie et de multiplier les aires de livraisons. Comme il est impossible de décongestionner la capitale sans traiter les problèmes de banlieue, les élus du PS réaffirment la nécessité de multiplier les parkings près des gares de la région Ile-de-France et aux portes de Paris. Ils avancent aussi une série de mesures destinées à faciliter les liaisons inter-banlieues afin d'éviter l'encombrement permanent du périphérique.

Enfin, ils soulignent l'incohérence fondamentale qui préside à l'aménagement de Paris et de sa région. On continue à construire des millions de mètres carrés de bureaux à l'Ouest, alors que les logements s'édifient plutôt à l'Est. Paris perd ses habitants mais renforce ses pôles d'activité. D'où un déséquilibre croissant habitat-emploi, qui oblige les Franciliens à se déplacer chaque année davantage. Les conseillers de gauche mettent ainsi le doigt sur un problème resté jusqu'ici sans solution : l'absence de coordination entre la politique d'urbanisme de M. Chirac et celle des maires de la région parisienne. L'opposition municipale pose ainsi de vraies questions, à la fois au maire de Paris, au premier ministre et au candidat à la présidence.

MARC AMBROISE-RENDU.

GERTRUDE flèche Bordeaux

BORDEAUX
de notre correspondante

Les Bordelais roulent depuis 1973 avec GERTRUDE : le système de Gestion électronique de régulation du trafic routier urbain dénommé Gertrude. Sur tous les grands axes et dans le centre-ville, trois mille cinq cents capteurs sont installés sur la voirie. Des émetteurs sont fixés sur les véhicules des sapeurs-pompiers et sur les autobus. A partir de ces informations, un ordinateur central gère la circulation seconde par seconde. Averti de tous les incidents et accidents de parcours (voitures en double file ou carambolages), GERTRUDE règle le débit des véhicules en jouant sur le feu de circulation. Le principe consiste à ne laisser filtrer que le volume de voitures susceptible de s'écouler par les

goulets d'étranglement des carrefours.

Les méchantes langues prétendent que le système sert avant tout à maintenir une circulation fluide dans le centre, quitte à créer des embouteillages en amont de la ville. L'ingénieur Christian Franceries, « père » de GERTRUDE, s'offusque de ce raccourci. « Coupez le système, et vous voyez la catastrophe ! », s'écrie-t-il. Il signe des chiffres. Toutes les mesures effectuées depuis 1976 montrent que l'on gagne 50 % de temps dans la traversée du centre de Bordeaux en voiture légère. Les transports en commun améliorent leurs performances de 48,5 %. Les économies de carburant oscillent entre 20 et 35 %. La pollution d'origine automobile a baissé depuis l'entrée en scène de GERTRUDE de 60 %. L'ordinateur n'apprécie pas le mauvais temps. En février

1985, le foudre et l'inondation firent disjoncter GERTRUDE, semant la pagaille à tous les carrefours.

Coïncidant dans les embouteillages météoriques sur l'un des trois ponts menant à Bordeaux, les automobilistes doutent souvent de l'efficacité de GERTRUDE. Idem le soir entre 17 et 18 heures. « Le système n'est pas en cause », affirme M. Christian Franceries. GERTRUDE n'a pas de limites... sauf la capacité de la ville. Si les rues étaient trois fois plus larges, on ferait passer trois fois plus de voitures. »

Le système GERTRUDE a été mis au point et est commercialisé par une société d'économie mixte associant Elf à la communauté urbaine de Bordeaux. Il équipe les villes de Fort-de-France, Dex, Mont-de-Marsan, Lisbonne et Rennes. Ces deux dernières villes ont payé respectivement 16 millions et 10 millions de francs.

GINETTE DE MATHA.

سكن من الاجل

سكنا من الاجل

Société

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

L'EFFET, toujours, est le même. Il suffit de quelques heures d'avion, le temps d'affronter deux ou trois escalas (ah ! les salles de transit !), et la France s'évanouit. Ses soucis, qu'elle voit sans paraître, et ses problèmes, qu'elle croit incompréhensibles, ne survivent pas à l'odeur du kérosène et à la sensation d'humidité qui, mêlées, donnent, ignorerait-on où l'avion s'est posé, la certitude d'être à l'autre bout du monde.

Non, certes, que l'on oublie sa nationalité, encore moins qu'elle soit reniée (quelque envie qu'en vienne parfois au vu de certains compatriotes (1). Mais cette nationalité est momentanément en vacances. Son titulaire s'en déclare affranchi, d'instinct, par solidarité et par respect, pour le meilleur et le pire, l'appartenance à une nation.

Qu'est-ce, d'ailleurs, à la dimension d'une planète, que les zigzags de la cohabitation, les inconnues de l'élection présidentielle, et même les défaillances économiques, et même le chômage, et même les délires d'un parti politique dont, à distance, l'appellation de « national » paraît bien incongrue ?

Qu'est-ce que cela à l'aune de contrées où tout se conjugue pour les rendre dangereuses ou inquiétantes à ceux qui y vivent le climat, le régime politique et l'inertie économique ; l'ignorance, la maladie, et jusqu'à l'incertitude d'être un pays dont l'existence est irréversible ? Ces pays qui ne vont aux urnes que sur l'ordre de celui qui doit en sortir vainqueur, où l'armée recrute plus que l'éducation nationale, où le pain n'est quotidien qu'un jour sur deux, où la maladie n'est permise qu'aux plus riches, où l'économie n'offre rien entre l'usine et l'échoppe, où même la liberté d'aller et venir doit être quémandée ?

Comme elle paraît courte, et en même temps outrancière, quelles que soient les distances individuelles, la liste des maux dont il n'est pas de jour que l'Europe ne se plaigne, ne cherchant qu'en dehors d'elle-même, de ses frontières et de son unité, des remèdes !

LA France est quittée à l'instant du décollage, mais il s'en fait de ceux où trois jours que l'œil se fasse au nouveau paysage : nouvel ordre, nouvel alphabet des valeurs et des choses. Le décalage horaire n'est pas le plus grand fait. Une nuit de sommeil et il voilà effacé !

Le voyage aérien n'est-il pas le moyen de transport qui crée les effets de ce décalage, mais les guérit au fur et à mesure ? A bord, tout est fait pour que l'écoulement du temps, tel qu'il résulte des pendules restées à terre, ne dépende que des mouvements de l'appareil.

Si non, quelle pendule faudrait-il prendre en compte ? Celle du départ, ou celles qui se succèdent d'escalas en escalas, si ce n'est même celle du point d'arrivée ? Non, c'est l'avion qui définit son temps, au rythme de ses étapes.

Après chacune d'elles, manger. De repas en en-cas et de médianoche en goûter, le temps cesse d'être un point de repère pour n'être plus qu'une durée. La nuit succède au jour à des allures qui font fi du système solaire, et le voyageur, affranchi du temps qu'il a quitté, est prêt à se soumettre à un autre, provisoirement.

Temps

MAIS l'œil ne l'entend pas de cette oreille, il est resté à la traîne, outil indocile qui charrie encore dans sa mémoire des scories d'Occident. Dans un premier temps, on se soutient par la logique. Autrement dit, je vois cela parce que je suis ici ; et pas encore : je vois cela parce que cela est.

Moment d'inconfort, au point de se poser la question. Pourquoi rester dans un endroit, aussi séduisant qu'on le devine, dont il faut, minute après minute, se prouver pour soi l'existence ? Puis le malaise passe, l'œil cesse d'être un relais rebelle et l'esprit s'ouvre sans renâcler. Quel voyage n'est pas une initiation ?

AUTREFOIS (et encore fallait-il que le temps le permit : la neige ne gelaît pas que les os, mais aussi toute idée de départ), il devait falloir huit gros jours pour aller de Rodez à Paris.

Un chiffre tout approximatif, dont il serait facile de vérifier la juste ou l'injuste évaluation en allant piocher dans M^{me} de Sévigné. Elle précisait ce genre de choses. Mais pourquoi diable surait-il fallu emporter la marque et risquer l'excédent de bagages ? Pourquoi s'embarasser de modèles épistolaires ? Allait-on écrire des lettres, ou même ces fichues « cartes postales » dont le métier est toujours un hommage à l'hypocrisie, dans un pays dont le service postal sert beaucoup

plus à occuper des postiers qu'à acheminer le courrier ?

En huit jours, aujourd'hui, n'importe quel pékin, grossiste en légumes, négociant en delicatessen ou courtier en frites, surpasse Bougainville, Cook, La Pérouse, Jacques Cartier et le comte Volney. Mais aucun de ces ersatz contemporains du désir de connaître ne risque d'être bouloté par les cannibales ou trucidé par les végétariens. Au plus d'être dupé par un marchand qui lui vendra, la main sur le cœur, les bras de la Vénus de Milo, la tête de la Victoire et le crâne de Ranavalo entant.

C'est qu'aujourd'hui on ne voit plus rien. Le voyage devient goût, potée et marmite perpétuelle. Tout se mêle pour une saveur unique qui est à forfait, quelle que soit la destination. On « fait » la Chine comme « on se fait une nnette », et Zanzibar comme « on se fait un mec ». A la même allure. Avec les mêmes égards.

Le temps efface la plantation, qui a elle-même pulvérisé le musée, lequel a réduit à rien le coucher du soleil, à cause de quoi le bas-relief est devenu plat comme une perte de mémoire. Le voyage achevé (quel mot !), il reste le souvenir d'être allé quelque part. Mais où ?

Il reste l'exploit imbécile d'avoir franchi 30 000 kilomètres en huit jours, d'avoir eu chaud quand nos congénères avaient froid, de s'être baigné quand ceux-ci s'emmitouflaient et la vanité d'opposer bientôt le hâle à leur teint de lait.

La belle affaire ! Un conteneur bien arrimé en accomplit tout autant sans en faire un fromage, encore moins un papier paraissent le vendredi !

TSS ! Tss ! dit la conscience : trop de sévérité nuit à la vraisemblance. Parler est le plus doux des déchirements. Cela peut même donner l'impression que nous quittons ceux qui nous quittent. Il sera bien temps, le moment venu, de confesser que celui qui est parti n'est pas celui qui s'en est allé !

Entre-temps, la réalité est là : couleurs, parfums, odeurs, formes, frontières abolies. Demande-t-on aux charmes du rêve la brièveté et la durée de ses illusions ?

« Waiter, please, another Big Bamboo ! »

(1) Du temps de M. Giscard d'Estaing, une campagne publicitaire avait été lancée pour rappeler à chaque voyageur français qu'il était l'ambassadeur de son pays. L'idée pourrait être reprise.

ENVIRONNEMENT

Des « sources » radioactives disparaissent du centre anticancéreux de Dijon

La préfecture de Côte-d'Or a lancé, jeudi 21 janvier, à l'initiative du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), un appel pour tenter de retrouver deux « sources » radioactives de césium 137 à usage médical dont la disparition a été constatée la veille au centre anticancéreux Georges-François-Leclerc de Dijon.

Signalée mercredi, la disparition « inexplicable » de ce matériel thérapeutique, régulièrement contrôlé et stocké dans des conditions rigoureuses de sécurité, a justifié le déploiement immédiat du SCPRI. Les recherches à l'intérieur de l'établissement étant restées infructueuses, le SCPRI a décidé d'informer la population par voie de presse, afin de recommander « à toute personne qui découvrirait ou aurait découvert l'une ou les deux sources de ne pas les saisir ou les manipuler » et d'avertir les services de sécurité civile.

Ces sources se présentent sous la forme de gaines métalliques souples de 4 millimètres de diamètre, longues l'une de 19 centimètres et l'autre de 28 centimètres et contenant chacune les capsules radioactives proprement dites. Elles sont habituellement conservées dans un

conteneur plombé dont la fermeture est garantie par un système de verrouillage, lui-même entreposé dans une salle forte à l'étage de traitement.

Dans le cas, « échappant à toute logique », selon le directeur de cabinet du préfet, où ces sources auraient été laissées à l'air libre, elles auraient pu attirer l'attention d'un visiteur, les familles des malades ayant accès à l'étage de traitement.

[De tels incidents sont fort rares, mais ce n'est pas la première fois que sont signalés, dans des centres de recherche ou des hôpitaux, des « disparitions » de sources radioactives, souvent dues — bien que ce ne soit pas forcément le cas à Dijon — à des négligences. Négligences parfois lourdes de conséquences, comme ce fut le cas il y a quelques mois à Golsmia en Israël, où une capsule de césium 137 abandonnée dans les débris d'un institut de radiothérapie a provoqué la mort de quatre personnes et en a contaminé deux cent quarante-huit autres. Il est vrai qu'à Dijon, un ferrailleur avait eu la malencontreuse idée de fonder le conteneur renfermant la source, laquelle avait ensuite été manipulée par plusieurs personnes, notamment par des enfants. A Dijon, cependant, les sources « disparues » sont protégées par des gaines.]

REPÈRES

Cancer

Des malades algériens refusés à Lyon

Le conseil d'administration du centre anticancéreux Léon-Bérard, à Lyon, a pris la décision de ne plus accepter dans les services de soins de son établissement les malades en provenance d'Algérie. Cette mesure ne concerne que les adultes. Les traitements des patients actuellement hospitalisés seront poursuivis, et les urgences assurées. Cette décision rend public un contentieux qui oppose la direction du centre aux Caisses de sécurité sociale algériennes. Celles-ci doivent en effet 17 millions de francs au titre de l'année 1987 (environ 10 % du budget d'exploitation du centre anticancéreux).

Chambres à gaz

M. Decaux réfute la thèse Roques

M. Alain Decaux, dont le soutien avait été publiquement invoqué par l'avocat de M. Henri Roques, l'auteur de la thèse annulée, réfute vigoureusement les conclusions de ce travail. M. Decaux estime que la thèse « prise au pied de la lettre, ne contient pas la négation des chambres à gaz », mais que « tout son environnement, l'attitude et les déclarations de son auteur, prouvent que M. Roques agit avec les honneurs ». L'avocat de M. Roques s'était appuyé (Le Monde du 16 janvier) sur une citation du livre de M. Alain Decaux Histoire en question : « J'estime que M. Henri Roques est aujourd'hui l'homme qui connaît le mieux l'affaire Gerstein. Même s'il tire de ses recherches des conclusions qui ne sont pas toujours les miennes ». M. Decaux confirme aujourd'hui la qualité des recherches effectuées par M. Roques à propos de Kurt Gerstein. Mais les contradictions relevées dans le témoignage de cet officier SS antinazi, ne conduisent nullement, selon l'historien, à le rejeter globalement comme le fait M. Roques, pour finalement jeter le doute sur la réalité des gazages.

Université

Une agression à Lyon-III

M. Jean-Paul Allard, professeur d'allemand à l'université Lyon-III, a été agressé le 14 janvier sur le parking de la faculté par plusieurs personnes portant des cagoules. Président du jury de la thèse révisionniste de M. Henri Roques tendant indirectement à nier l'existence des chambres à gaz, M. Allard fait partie du comité national de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen, à la présidence de la République. Au début de janvier, soixante-dix enseignants de Lyon-III avaient déposé dans une pétition l'acte accusatoire de la violence à dans cette université, à la suite de plusieurs agressions commises contre des étudiants par des militants d'extrême droite.

SIDA

Justice pour les hémophiles

Pour la première fois, une dizaine d'hémophiles français veulent obtenir réparation pour avoir été contaminés par le virus du SIDA. Cette contamination est due à l'utilisation de produits thérapeutiques fabriqués à partir du sang. Les hémophiles ont décidé d'engager une action en référé devant le tribunal administratif de Paris afin qu'il désigne un expert, indique leur avocat, M. Jean-Paul Levy.

Groupés en Association des polytransfusés, présidée par le pianiste Jean Perrot-Garvanoff, ils reprochent aux centres de transfusion sanguine d'avoir continué à utiliser des produits sanguins contaminés ou susceptibles de l'être durant l'été 1985, voire avant.

Ils font notamment valoir qu'à cette période, des produits de traitement sûr pouvaient être importés ou encore que ceux fabriqués en France pouvaient être rendus sans risques graves grâce à un procédé de chauffage.

AU BON MARCHÉ

LES COLLECTIONS PERSANES C'EST RIVE GAUCHE

20% SUR LES TAPIS D'ORIENT
EXPOSITION-VENTE
JUSQU'AU 26 MARS - 2^e ETAGE

Le tapis d'Orient, tradition vivante, richesse culturelle, placement éternel... Sa noblesse de fabrication, son originalité, sa variété en font une œuvre d'art inimitable.

Cette année encore, François Ollivier, acheteur, est allé chercher au début de l'ère les pièces les plus authentiques en Turquie et Iran. En Anatolie, il a sélectionné des Kermans aux dominantes rouges garnies et bleu indigo, des Heraks fins en laine, des Yastiks des nomades Yuruk...

En Iran, accompagné d'un guide, il se rend dans la région du Tchabar-Mahal, au sud d'Ispahan pour rejoindre les tribus Bakhtiari.

À Tchalechotor, Saman, Shir-E-Kord... il a le privilège d'assister à la confection des Bakhtiari, tapis les plus recherchés pour leur solidité et surtout leurs teintes végétales.

En vous proposant les tapis d'Orient que les tisserands villageois ou nomades ont noués pour leurs propres besoins ces dernières décennies, le Bon Marché vous fait profiter d'œuvres uniques, simplement parce que pour retrouver l'authenticité, le Bon Marché est allé directement sur place.

Certificat d'origine, expertise, conseil, restauration, entretien, garde, présentation à domicile. Le Bon Marché, une équipe d'experts au service de l'authenticité.

Crédit 3 mois sans frais à partir de 5 000 F (hors taxes non cumulables).

TCHALECHOTOR Iran (kermans) dimensions: 307 x 210, tapis des tribus Bakhtiari décoré exceptionnel de jaspés. La beauté de ses couleurs est due à l'utilisation de teintures végétales.

DU 1^{er} OCTOBRE 87 AU 15 MAI 88

LONDRES GRATUIT

Brittany Ferries

Toutes agences de voyages et (1) 42 96 63 25

Pour les moins de 16 ans

« moins de 16 ans » gratuit pour l'adulte payant

Pour votre

DEMENAGEMENT

ODOUL AGENT DE demeco

16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

(Publicité)

T.J.P. Informatique vous propose ses compétences PICK SYSTEM :

Logiciels spécifiques et standard - Micro-ordin. comp. PC sous PICK
Connexion Micro/Mini sous PICK
Contactez-nous au : 46-60-15-50 - 28, avenue du Maréchal Foch
92260 Fontenay-aux-Roses

SENEGAL

Interrompez l'hiver et partez au soleil.

CHARTERECO 2900F
Paris-Dakar-Paris... Vol spécial

ILES DU SALOUM 4700F
1 semaine en demi-pension à partir de

Hôtels, clubs, circuits-découverte
DAKAR, PETITE COTE, CASAMANCE

REPUBLIQUE TOURS

1, avenue de la République 75011 Paris
Tél. (1) 43 55 59 30

72, rue Sicre 69002 Lyon
Tél. 78 37 72 38

et dans votre agence de voyage.

Le Monde SPORTS

BOXE : le championnat du monde des lourds

Tyson, frère noir de Rocky

Dix mois après le « combat historique » Hagler-Leonard (le Monde du 4 avril 1987), l'Amérique s'offre, le vendredi 22 janvier, à Atlantic-City pour quelque 50 millions de dollars, une nouvelle « rencontre du siècle » d'un autre genre. Larry Holmes, trente-huit ans, à la retraite depuis vingt et un ans à la suite de deux défaites contre Michael Spinks, affronte Mike Tyson, vingt et un ans, détenteur du titre mondial unifié

(WBA, WBC, IBF), pour tenter de réüssir là, où en leur temps, Max Schmelling, trente-deux ans, Joe Walcott, trente-neuf ans, et Mohamed Ali, trente-huit ans, ont échoué : la reconquête du titre mondial des poids lourds. L'orgueil semble la principale motivation de Holmes, qui est riche et qui a été champion pendant sept ans. Pour Tyson, dont la fortune est déjà faite, il s'agit de succéder à Ali.

DOS. Passos ou Steinbeck auraient-ils osé un soir de beuverie écrire un livre dont le héros aurait été un personnage comme Mike Tyson ? Ce n'est pas sûr ! La vie du champion du monde des poids lourds est une accumulation de clichés caricaturaux sur le monde de la boxe et les mythes américains : l'enfance misérable dans un ghetto new-yorkais, la délinquance, la rédemption par la boxe, la réussite. C'est énorme. Et, pourtant, Mike Tyson a bien suivi cet itinéraire qui le conduit à affronter un homme de dix-sept ans son aîné, avant d'exécuter pour la chaîne câblée HBO un contrat de 26 millions de dollars portant sur la retransmission des six prochains championnats du monde.

Il n'y aurait que Paul-Louis Sauter pour écrire aujourd'hui pareille histoire. Elle commence très mal pour Mike Tyson. Il n'a pas perdu sa première dent que son père a disparu de la maison. Institutrice à Brooklyn, dans un quartier noir plus dangereux que le Bronx, Bedford Stuyvesant, sa mère le gèle mais n'a pas le courage de s'en occuper autrement. A dix ans, Mike pèse près de 80 kilos ; et ne sait pratiquement pas lire. Les loubards du quartier l'ont pris comme souffre-douleur. Selon les jours, il se fait « piquer » ses chaussures ou se fait « tabasser ». Laisse béton !

Gras balourd, Mike s'intéresse surtout aux pigeons. Il est placide. Jusqu'à jour où un des « cotés » qui le martyrisent étrangle les oiseaux qu'il est en train de nourrir. Mike se met alors à « cogner ». Il découvre sa force en même temps qu'il éprouve du plaisir à frapper. Et il n'arrêtera plus. A Brooklyn, c'est un billet direct pour la délinquance. « J'ai arraché des sacs à des femmes, j'ai brisé des vitres. J'ai fait des trucs horribles », confesse-t-il aujourd'hui. Tant est si bien que, à treize ans, il se retrouve dans un pénitencier pour enfants dans le nord de l'Etat de New-York.

« Comme au bon vieux temps »

Ici s'arrivent les malheurs de Mike Tyson. La rédemption du mauvais garçon commence. Un des éducateurs du centre de redressement est un ancien champion de boxe amateur : Bob Stewart. Il fait passer les gants au gamin-bibendum, dont la fiche signalétique mentionne « retardé mental ». Le résultat est dévastateur. La salle du pénitencier n'est pas à la dimension de Mike Tyson.

Stewart l'adresse à son ancien entraîneur, Cus d'Amato. Le bonhomme, alors âgé de soixante-dix ans, est à lui seul un chapitre de la « légende des rings ». Il est borge. Il a connu la violence et la prison. C'est un maître à boxer. Il a fait de Floyd Patterson le plus jeune champion du monde des poids lourds. Les poulets ont une boxe très particulière, fondée sur l'esquive, la vitesse et la puissance. Sa salle, qui est située à Castskill, en bordure de l'Hudson, est installée au-dessus du poste de police local. Le gamin y va pour sortir du centre de redressement. Après le premier entraînement, Cus d'Amato s'approche de Mike Tyson : « Si tu restes avec moi, et si tu le veux, tu seras champion du monde ».

Quelques semaines plus tard, le gamin s'installe dans une desquatorze pièces de la maison de l'entraîneur. Quelques mois plus tard, Cus d'Amato devient le tuteur légal de Mike Tyson, dont la mère vient de mourir d'un cancer. L'apprenti boxeur a alors seize ans. Il en a dix-neuf quand d'Amato meurt, à soixante-dix

sept ans, d'une pneumonie, en lui laissant une devise : « La volonté de vaincre est plus forte que la capacité de vaincre ». Le troisième chapitre de la vie de Tyson commence alors : la revanche sur le mauvais sort. Au contact d'Amato il a, non seulement appris à combattre — sans sa réputation de mauvais garçon, il aurait été sélectionné pour les Jeux de Los Angeles car il avait battu tous les autres postulants — et modelé son corps — l'haltérophilie lui a permis de transformer sa graisse d'enfant en paquet de muscles, — mais il s'est aussi immergé dans les mythes de la boxe. Pour l'Amérique reaga-

occupe toujours la maison, désormais flanquée d'un vaste pigeonier. Il ne s'habille pas de costume rayé voyant mais de tweed souple. L'Américain moyen a envie de l'inviter chez lui pour le week-end. Il n'hésite donc pas à payer très cher une place dans un hôtel de Las Vegas ou d'Atlantic-City pour le voir défendre son titre.

C'est ce qu'il fait quatre fois en 1987 aux dépens de James Smith (aux points), Pinklon Thomas (arrêté de l'arbitre), Tony Tucker (aux points) et Tyrrell Biggs (KO). Cela gonfle son compte en banque sans réellement ajouter à sa gloire. Pour devenir « le plus grand », il lui faut subir



Pinklon Thomas a été l'un des vingt-sept vainqueurs de Tyson.

même, il va jouer la carte de l'identification nostalgique aux anciens grands-poids lourds. Dès son premier combat professionnel, le 6 mars 1985, il apparaît sur le ring en short noir large comme Jack Dempsey, et torse nu comme Rocky Marciano.

Et, « comme au bon vieux temps », il combat souvent. Ses quinze premiers combats ne le retiennent entre les cordes que quarante minutes et vingt-cinq secondes au total. Le temps d'un clip spécial « KO » qui est envoyé sur cassettes aux cinq cents journalistes spécialisés de boxe aux Etats-Unis. Après les coups de poings, c'est le coup de génie : tout le monde veut voir Tyson, alors que la cote des champions olympiques de Los Angeles, lancés à grand renfort de publicité, décline : « C'est un Rocky Marciano noir. En plus grand et plus fort », commente Jack « Raging Bull » La Motta, le tombeur de Marcel Cerdan.

Une aubaine pour le promoteur des combats poids lourds Don King, qui cherchait désespérément un successeur à Mohamed Ali (Cassius Clay) ! Il n'a aucun mal à convaincre une chaîne de télévision de couvrir les frais de la conquête du titre mondial pour le nouveau prodige. D'ailleurs, Tyson ne perd pas de temps : le 22 novembre 1986 à Las Vegas, il terrasse en deux rounds le Canadien Beribich, devenant à vingt ans le plus jeune champion du monde des poids lourds pour son vingt-septième combat professionnel.

L'enfant pauvre de Brooklyn est donc devenu riche et célèbre. Un nouveau chapitre de son existence débute : la « starification ». Le personnage qui apparaît sous les projecteurs de l'actualité n'a absolument plus rien d'un retardé mental. Les managers Jimmy Jacobs et Bill Cayton, qui ont débütés dans la publicité, offrent de lui une image qui fait « craquer » l'Amérique. Pêcheur repent, il assure les vieux jours de l'épouse de Cus d'Amato, dont il

l'épreuve des plus grands. C'est pour cette raison que Larry Holmes, qui avait mis un terme à la carrière d'Ali, sort de vingt et un mois de retraite. Et c'est pour cette raison qu'il devra croiser la route de Michael Spinks, le mi-lourd champion des lourds déchu sans avoir combattu, après avoir pris rendez-vous avec l'Anglais Frank Bruno, ou son compatriote blanc Gerry Cooney. Mais, après ces années-lumières, quel éclatage connaîtra Tyson ? La boxe n'est pas une comédie hollywoodienne. C'est un drame humain. La presse américaine a peut-être commencé à écrire la suite, en rapportant, ces derniers mois, sa liaison avec une actrice et son passage au tribunal pour une rixe avec un gardien de parking. Quel sera donc le prochain épisode ?

ALAIN GIRAUDO.

LES HEURES DU STADE

Basket-ball

Championnat de France. — (6^e tour retour), samedi 23 janvier (A 2, 15 heures, Samedi-passion : Nantes-Villeurbanne en direct).

Boxe

Championnat du monde. — Poids lourds, samedi 23 janvier, à Atlantic-City (E-U) : Myke Tyson-Larry Holmes (Canal +, 4 h 25).

Championnat du monde. — IBF plume, samedi 23 janvier, à Gemaches (Somme) : Antonio Rivera-Colin Grove (la 5, à partir de 22 h 25).

Football

Tournoi de Los Angeles. — Bordeaux-Cologne (TF 1, dimanche 24 janvier (en différé à 23 h 10).

Hockey sur glace

Championnat de France. — 4^e tour des play-off, vendredi 22 janvier à 20 heures : Fran-

cois volants - Villars-de-Lans. Samedi : Mont-Blanc-Briançon ; Rouen-Gap.

Patinage de vitesse

Championnat d'Europe. — A La Haye (Pays-Bas), jusqu'au dimanche 24 janvier.

Rugby

Championnat de France. — Samedi 23 janvier (Canal + à 16 h 35) : Racing-Club de France-Stade toulousain.

Ski alpin

Coupe du monde. — Descentes et super-géant messieurs, samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 janvier, à Loches-le-Bains (Suisse). Descente et slalom dames, samedi 23 et dimanche 24, à Badgastein (Autriche).

Tennis

Internationaux d'Australie. — Melbourne, jusqu'au dimanche 24 janvier (la 5, finale dimanche, à partir de 14 h 15).

Le dixième Rallye Paris-Alger-Dakar

Le virus de l'aventure

A la veille de la dernière étape, le Rallye Paris-Alger-Dakar a connu un nouveau drame. Alors que les concurrents et la caravane qui les accompagne rallient Nouakchott à Richard-Toll en Mauritanie, jeudi 21 janvier, en groupe puis l'étape avait été une nouvelle fois annulée, deux spectateurs ont été fâchés par une voiture. Il s'agit d'une femme et de son enfant, morts sur le coup.

L'accident s'est produit à 25 kilomètres de Rosso, près de la frontière sénégalaise. Le véhicule serait, d'après les premières informations,

DAKAR de notre envoyé spécial

Tout le monde en convient : le « Dakar » 1988 est raté. Même Gilbert Sabine, son directeur, l'a publiquement reconnu (le Monde du 22 janvier). Il flotte sur l'ensemble de la troupe — quelque 2 500 personnes dans les périodes de pointe — un air de déconvenue qui ne trompe pas. Y aurait-il quelque chose de pourri au royaume de Thierry Sabine ? Le mal le plus évident est cette fuite en avant vers le « toujours plus ». Six cents concurrents, c'est beaucoup trop pour des bivouacs, sinon conviviaux, du moins vivables. Et cela étale tellement les départs des étapes que les derniers partis, fatalement, roulent une partie de la nuit. Autant dire que pour beaucoup la « grande aventure africaine » se traduit au quotidien par une « galère pas possible » qui consiste à errer la nuit dans un terrain déjà difficile le jour, en mangeant très peu et en dormant encore moins. Comment, dans ces conditions, apprécier les « paysages fabuleux » qui sont annoncés le matin au briefing ?

L'inflation a gagné l'entourage de la course. Trois hélicoptères et plus de trente avions sillonnaient chaque jour le ciel pour acheminer les organisateurs, les équipes d'assistance et les suivants. Cela donne un ballet aérien qui mobilise beaucoup d'énergie et renchérit forcément le prix de revient du rallye aux dépens des concurrents.

Le trop grand nombre des concurrents a conduit le directeur de la course, René Metzge, à piocher d'emblée un obstacle majeur pour faire chuter 30 % des inscrits dès la première spéciale. « Ce sont les concurrents eux-mêmes qui ne l'avaient demandé », affirme René Metzge. Ils étaient frustrés de ne pas connaître les franchises de dunes qui n'apparaissent qu'en Mauritanie lorsqu'ils n'étaient plus en course. « Quel qu'il en soit, cette décision a été redoutablement efficace mais aussi très destructrice. « Je n'aurais jamais vu pareille hécatombe de motards », dit un chauffeur de camion-balai, lui-même ancien motard. Des gens découragés monstrent dans le camion en abandonnant leur bécanne toute neuve. C'était navrant. « Aucun des side-cars engagés dans la course n'a pu franchir ce premier obstacle. « A la limite, c'est de l'escroquerie de

l'une des voitures appartenant à la Société Sierra-Production chargée de réaliser des films sur la course.

Alors que le dixième rallye parcourt ses derniers kilomètres d'aventure sur la plage de Dakar, le bilan de cette épreuve se fait plus lourd. Depuis le départ de Paris, le 1^{er} janvier, six personnes ont trouvé la mort sur les pistes africaines. Trois concurrents, le navigateur néerlandais Kees Van Loeyzyn, le copilote français Patrick Canado et le motard de la gendarmerie Jean-Claude Huger, ainsi que trois spectateurs.

les avoir inscrits en sachant pertinemment qu'ils perdraient leur argent. »

De l'argent, Thierry Sabine Organisation en brasse beaucoup. On n'emporte pas une troupe aussi fournie dans les coins les plus reculés sans faire cracher au bassin. Un mécanicien dans un avion coûte 50 000 F (comme un stock de pièces détachées dans un camion). Le chiffre peut doubler lorsqu'il s'agit d'invités pris en charge par une grande marque.

L'hécatombe dans les dunes a eu une autre conséquence : faire perdre leur assistance (auto ou camion) à nombre de ceux qui sont restés en course. Pourtant, les pilotes d'assistance devaient rouler jour et nuit : « J'ai passé cinq jours sans dormir avant d'arriver à Agadez », raconte un camionneur Lada. Heureusement qu'ils nous donnent notre « biberon » chaque jour — un mélange dopant qui empêche de dormir, — on tenn, mais on flotte un peu. Certains n'ont pas tenu. Deux camions de l'organisation chargés d'apporter le kérosène aux hélicoptères ont eu des accidents dus, pour l'essentiel, à la fatigue des chauffeurs.

Année noire

Au fil des ans, les étapes n'ont cessé de s'allonger et de se durcir, et les véhicules d'augmenter leurs performances. Un camion comme celui du Hollandais Jan de Rooy, qui atteint les 200 kilomètres à l'heure, devient un risque permanent pour les autres concurrents. De « rallye des camionnettes », le Dakar 88 a viré à la domination des bolides qui prennent chaque année plus de risques sur un terrain qui interdit pourtant les grandes vitesses. « Plus le rallye est dur, plus il profite aux professionnels », reconnaît Ari Vataneu, qui n'a pas été autorisé à prendre le départ de la dernière étape après l'affaire du vol de son véhicule à Bamako.

A cette dérive s'est ajoutée une série d'accidents tragiques : trois

morts parmi les concurrents, trois morts dans le public et deux paralysés à vie. « C'est une année noire », a reconnu René Metzge, tout en expliquant que « les accidents n'ont rien à voir avec la course » et sont dus, très souvent, à des défaillances mécaniques...

Mais plus la course est difficile et dangereuse, plus elle attire la « clientèle Dakar », c'est-à-dire les passionnés qui veulent mettre à l'épreuve leur résistance physique et surtout les performances de leur engin.

Cette passion forcée apparaît aussi bien chez les vétérans qui s'obstinent qu'avec les nouveaux venus qui découvrent. Ainsi le motard Alain Padou, quarante-neuf ans, qui avait fait les six premiers Dakar et qui n'a pu résister à l'appel de ses compagnons motards. Il a donc « remis ça » l'an dernier, mais a dû abandonner à Ghardaia (Algérie) après une chute qui lui a cassé la clavicle. Malgré cette contre-performance, il a repris le guidon cette année, a refait une chute et s'est cassé le pied au Niger. Au lieu de rentrer chez lui, il a suivi le rallye en avion jusqu'à Dakar, clopinant ornement sur ses béquilles.

Autre exemple : ce jeune pompier du Nord qui, après avoir économisé pendant trois ans, s'est lancé dans le Dakar seul. Il a calé dans les dunes d'El Oued, mais il a refusé de monter dans le camion-balai pour ne pas perdre sa chère BMW. « J'ai mis quinze heures à la sortir », dit-il en la contemplant amoureusement. Il a suivi le rallye jusqu'à Dakar en passant par des pistes détournées pour ne pas perdre ses 10 000 francs de caution. « Si je le refais l'an prochain, je prends une assistance. » Le virus du Dakar, subtil mélange de mécanique, d'Afrique, de « galère » et d'aventure, l'a contaminé à son tour.

ROGER CANS.

Pour un meilleur prix rendez-nous visite avant de commander votre PEUGEOT

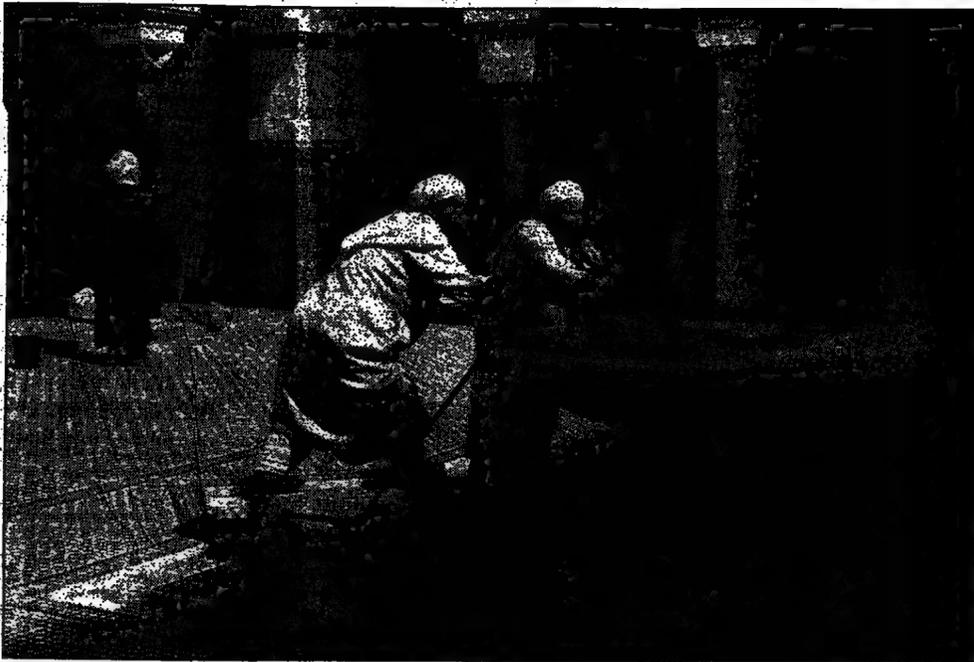
Plus vite, moins cher!



NEUBAUER PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

هكذا من الاجل



Fès dévorée par ses habitants

par Patrick Francès

FÈS : « Des maisons surplombant des maisons, au pied desquelles coule une eau plus agréable que le vin délicieux... L'eau, celle de la rivière qui traverse la ville, mais aussi celle des sources qui jaillissent à l'intérieur de ses remparts. « Si le paradis est sur terre, c'est Fès ! » Mélanges des splendeurs de Cordoue et celles de Bagdad. Mais surtout un des environnements urbains les plus harmonieux que l'homme ait jamais créés.

Un directeur général de l'UNESCO avait loué, lui aussi, « l'ordonnance équilibrée et la subtile ingéniosité » de la ville. C'était en avril 1980, et Amadou M'bow lançait un appel pour la sauvegarde de « l'une des cités les plus prestigieuses du monde islamique ». « Cité de la foi et du savoir », « centre de rayonnement culturel et artistique exceptionnel », « Athènes de l'Afrique ». Lieu de tous les talents et de toutes les tolérances.

Pendant dix siècles, l'université Qaraouiyine, édifiée en 895 (la plus ancienne du monde avec celle de Bologne), attirera et accueillera des étudiants venus du Maghreb, de l'Orient, de l'Afrique, de l'Espagne et de toute l'Europe. « Fès, avait expliqué M. M'bow, doit être sauvegardée pour ses populations, pour le Maroc, pour le monde islamique et pour l'ensemble de la communauté internationale, car elle appartient désormais au patrimoine commun de l'humanité ».

Qui découvre la ville pour la première fois imagine aisément le ravissement du voyageur qui, arrivant de Tanger et de Meknès à dos de mule, voyait s'élever lentement sur l'horizon les hautes murailles ocre escaladant rochers et collines avant que n'apparaisse, dans le ravin creusé par l'oued, la coulée de ses terrasses blanches et, dans un pittoresque désordre, coupelles, mosquées et minarets. Certes, le touriste moderne a, depuis longtemps, oublié le charme de ces approches lentes et subtiles, mais il n'en saisit pas moins, très vite, la magie et le mystère de l'endroit.

Plongée dans la foule qui grouille et glisse dans des ruelles étroites et sombres, à travers des souks souvent recouverts de claires de roseaux. Immersion troublante et sensuelle dans un univers qui respire l'abondance et le raffinement. Une ville de tous les sens. Un dédale où, ivre de couleurs, d'odeurs et de sons, on se perd

presque aussitôt. Sentiment de plénitude, sensation de bien-être, émotion, « joie d'être enveloppé d'une vivante amitié », évoquée par Ahmed Sefrioui dans la préface du Guide bleu.

Ainsi transporté, à deux heures trente d'avion de Paris, dans un Moyen Âge qui ici marque l'apogée d'une civilisation, l'étranger voit, comme un rêve éveillé, cette cité où jadis un fonctionnaire, escorté de douz archers, parcourait régulièrement la ville à cheval pour contrôler les produits et faire fonctionner publiquement celui qui avait triché sur le poids du pain ou de la viande. Une cité où l'épouse était conduite chez son mari dans un coffre de bois recouvert d'étoffes de soie et de brocart et rendue promptement à ses parents si elle n'était pas vierge.

Devins, enchanteurs et cabalistes

Une cité où les bateleurs chantaient sur les places, jonaient du tambourin, de la viole ou de la harpe. Où les guérisseurs ambulants se gardaient de passer deux fois par la même ville (1). Une cité parcourue par des montours de singes, des charmeurs de serpents, des vendeurs d'amaulettes et des oiselleurs qui proposaient serins et chardonnerets aux portes des maisons. Une cité de devins, d'enchanteurs, d'exorcistes, de cabalistes, d'ermites, de chercheurs de trésors et d'alchimistes. Une cité qui changeait en or tout ce qu'elle touchait et qui, aujourd'hui, rongée par la gangrène, n'en continue pas moins, comme si de rien n'était, à jeter de la poudre aux yeux des visiteurs.

Avec le départ massif de ses habitants les plus aisés vers des quartiers plus modernes, voire vers d'autres villes comme Rabat ou Casa, commence en effet pour la médina le temps de la décadence. Après onze siècles d'un développement harmonieux, la pression démographique a fait exploser l'équilibre qui existait entre l'homme et son cadre de vie. Ainsi le transfert de l'université hors des remparts et la désertion des mosquées et des médersas (écoles coraniques) ont-ils marqué la fin du rayonnement culturel d'une médina également privée de nombreux équipements administratifs.

Plus grave encore, le fait que les nouveaux arrivants (paysans attirés par les lumières de la ville), trop pauvres pour acheter, louent, non pas une maison mais quelques pièces d'une maison

Fès doit être sauvée... Sept ans après l'appel lancé par l'UNESCO, un inventaire précis des richesses esthétiques d'une des plus prestigieuses cités de l'islam a été dressé. Mais les méthodes de la sauvegarde restent à définir.

qu'ils n'ont ni les moyens ni la volonté de maintenir en l'état. Pas plus d'ailleurs que les propriétaires, qui laissent tout un patrimoine à l'abandon.

Ainsi n'est plus assurée cette action continue de rénovation qui, entreprise spontanément par les anciens habitants, contribuait à l'embellissement permanent de la médina. Un artisanat traditionnel de très grande qualité perd, peu à peu, sa raison d'être. Avec pour résultat la dégradation accélérée de milliers de demeures bâties en pisé, donc fragiles. Sans parler des bois sculptés, des plâtres ouvragés et des céramiques arrachés pour être vendus.

Certes, la médina cache sa misère, mais il suffit de s'écartier des ruelles animées et de pousser une porte au fond d'une impasse pour réaliser l'ampleur des dégâts. On découvre alors comment plusieurs familles se partagent les pièces qui ouvrent sur les galeries entourant la cour centrale, où des morceaux de tissus font office de frêles parois. Étranges campements blottis ainsi au cœur des palais d'hier.

En 1963, Fès comptait 225 000 habitants. En 1982, sa population avait doublé, et elle se situe

aujourd'hui autour de 600 000. En l'an 2000, on estime qu'elle atteindra le million ! Une « explosion » qui a d'abord affecté la médina : de 100 000 habitants, elle est passée à près de 300 000. Investie par un flot de paysans démunis, elle devait rapidement déborder à l'extérieur de ses remparts, déversant ce trop-plein dans des lotissements « clandestins » qui mitent gravement la structure même de l'agglomération.

Asphyxiée, la médina est maintenant victime d'un développement anarchique qui pollue ce qui fit jadis sa splendeur : l'eau.

Quoi de plus symbolique, en effet, que cette eau, jadis source de vie et de prospérité et qui, aujourd'hui, charrie détritus et déchets. Là encore, une superbe machinerie, l'une des plus perfectionnées jamais inventées, a fonctionné pendant près de dix siècles à la satisfaction de tous. Fondé sur l'abondance des eaux au cœur même de la cité, un système ingénieux alimentait aussi bien les maisons que les célèbres tanneries, faisait tourner les moulins, remplissait les fontaines et irriguait les jardins. Aujourd'hui, ce système est brutalement remis en

question. En raison du doublement de la population et en raison des dégradations liées à son grand âge et au manque d'entretien. Jadis rivière fraîche et limpide, l'oued Fès est maintenant une rivière malade.

Sauver Fès ? Bien sûr, mais n'est-il pas déjà trop tard ? « Il y a extrême urgence », estime un spécialiste. Ici, la mort est distillée au compte-gouttes. Un chef-d'œuvre, cisailé par les siècles, s'effrite sous le poids des ans et sous celui d'une population qui, sans le savoir et sans le vouloir, creuse la tombe de son asile précieuse. Ainsi le manque d'emplois a-t-il entraîné le développement des petits métiers et multiplié les ateliers à domicile, ce qui contribue à miner de vénérables demeures.

Cité vivante ou ville-musée ?

Ici s'affrontent deux logiques, deux luttes pour la vie : celle d'un peuple en quête d'un gagne-pain quotidien et celle d'une médina qui voudrait bien épouser son siècle sans pour autant perdre sa splendeur passée, sa mémoire et son âme. Avec parfois un sentiment de découragement devant l'ampleur du défi. « Entre la lassitude et la modernité », résumait Tahar Ben Jelloun (2). Posée en ces termes, on mesure la difficulté de la tâche à laquelle sont confrontés les responsables marocains.

L'option retenue est de sauvegarder la médina en tant que « cité vivante », et non d'en faire une ville-musée. Cette démarche, d'une certaine façon, qu'on se l'avoue ou non, revient à jouer l'avenir contre le passé. Comment en effet faire de la médina une ville comme les autres, pour ce qui est des conditions de vie de ses

habitants, sans renoncer, plus ou moins, à la ville unique qui témoigne, justement, d'un art de vivre aujourd'hui révolu et condamné ?

D'ailleurs, la question se pose-t-elle encore ? On peut en douter. D'abord parce que le niveau de dégradation est tel qu'en de nombreux secteurs le point de non-retour a été franchi et qu'il faut alors trancher dans le vif, c'est-à-dire détruire pour remodeler et reconstruire. « Faire du curage », résume Jean-Paul Lichter, un architecte-urbaniste français « habité » par la médina. Une restructuration qui accouche d'une autre médina. Ensuite, la sauvegarde du patrimoine architectural se heurte à l'importance des moyens financiers à mettre en œuvre (3).

Rarement autant d'experts et de consultants internationaux, autant de spécialistes locaux se seront rassemblés au chevet d'une cité à l'agonie. Ont ainsi été évalués l'état du bâti historique, son utilisation présente, les dangers qui le menacent, les possibilités de reconversion, le genre d'intervention requise. Pas une mosquée, une médersa, un fondouk (auberge), une forge, un pressoir, un atelier, un moulin, un four, une tannerie, une maison, un palais, une fontaine, un jardin, un rempart qui, jugé digne d'intérêt, n'ait été identifié, décrit, répertorié, photographié. Un travail remarquable mais qui, par certains côtés, ressemble à une autopsie. Comme si Fès, se sentant condamnée, avait décidé d'établir son testament.

(Lire la suite page 14.)

(1) Lire *Lion l'Africain*, de Amin Maalouf.
(2) *Le Monde* daté 9-10 janvier 1977.
(3) En 1980, ils étaient évalués à 540 millions de dollars.

ICELANDAIR

1295 F

NEW YORK

POUR VOUS ENFANT DE MOINS DE 12 ANS ALLER-RETOUR

LES AUTRES DESTINATIONS

BOSTON	1295 F
WASHINGTON	1345 F
CHICAGO	1445 F
ORLANDO	1795 F

VOUS PARENTS NE PAIEREZ QUE LE DOUBLE

VOYAGEZ

ICELANDAIR

9, BOULEVARD DES CAPUCINES
75002 PARIS

(1) 47 42 52 26

سكننا من الالحان

سكننا من الاجل

ESCALES



L'Inde et ses musiques

Musiques, chants et danses de l'Inde. Pour faire vivre ce rituel étrange aux oreilles occidentales, le Monde de l'Inde et de l'Asie (15, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. : 48-34-03-20) a composé un itinéraire jalonné de haltes dans les plus beaux hôtels et lieux architecturaux : Taj Mahal à Agra, palais des Vents à Jaipur, sculptures « érotiques » des temples de Khajuraho, mais aussi promenade en barque sur le Gange, le long des « ghats » de Bénarès et visite de Calcutta et de Delhi.

Le voyageur découvrira des instruments inédits au cours de soirées chez les meilleurs musiciens ; les

frères Miara, Rajan et Sejan, qui représentent le plus pur style vocal de l'école de Bénarès ; Ustad Assad Ali Khan, dernier fils d'une famille qui joua dans les cours des maharajahs de Jaipur et maître du Dhanpad traditionnel ; Sri Armanath Miara et son aïte ; le pandit Kisham Mehara, spécialiste du tabla, un instrument à percussion traditionnel ; le maître Pt Hanuman Miara, spécialiste du sarangi ; Budhinder Das Gupta, au sarodi, un instrument à cordes de l'Inde du Nord ; enfin Debou Prasad Banerjee, à la flûte. Pour douze participants, pendant dix-sept jours, 23 250 F par personne, tout compris.

Les trains, en Inde, magistralement décrits par Henri Michaux dans *Un bar-*

bare en Asie, sont désormais « accessibles » à partir de la France par l'intermédiaire du Monde de l'Inde et de l'Asie. Le forfait (Indraï Pass) va de vingt-quatre heures à quatre-vingt-dix jours. Quelques prix : 195 F environ pour un forfait de sept jours en deuxième classe, 445 F environ pour la même forfait en première classe et 885 F environ en classe climatisée.

Le Brésil des trois carnavales

Botafogo, Leblon, Flamengo, Ipanema, Copacabana. Au cœur de notre hiver, l'été brésilien, arrosé de pluies tropicales. Entre 30°C et 40°C, dix jours par an, sur une scène nommée Rio, se déroule le plus grand show du monde. Une fête somptueuse baptisée Carnaval. Une rumeur qui déferle des collines. Une débauche de strass, de paillettes et de plumes. Un défilé où seize écoles s'affrontent au rythme de la samba.

Une fête unique qu'Atout Brésil (9, rue d'Odessa, 75014 Paris, tél. : 43-20-89-89) propose de vivre d'une façon originale en y associant, dans un circuit de douze jours (15 300 F par personne, en demi-pension), du 12 au 23 février, les carnavales de Recife (celui des origines, le plus pur et le plus sincère) et de Salvador. Ici ni tribunes ni défilés, mais une ferveur anonyme, unanime et contagieuse qui fait danser chaque rue. A Rio, on a droit aux plages, au Pain de Sucre, au Corcovado et au grand final, au Sambodrome (de 70 à 100 dollars l'entrée), avec les écoles gagnantes.

De son côté, un autre spécialiste, Brasitour/Zenith (dans les agences) met en vedette un combiné Bahia-Rio, du 10 au 22 février (13 300 F) avec, en option, une excursion de deux jours (1 950 F) aux chutes d'Iguacu.

Barracudas et francolins

La haute saison bat son plein pour la pêche au Sénégal. Autour des Îles du Saloum, à 60 kilomètres à l'ouest de Kaolack, au sud de Dakar, dans un estuaire relativement peu touché par les marées, un centre de pêche reçoit les disciples de saint Pierre.

Trente bungalows forment un village de vacances tout à fait agréable : piscine, ping-pong, tennis, permettent d'attendre les meilleures heures pour le touché, qui intervient tôt le matin et le soir, à la nuit qui tombe. Au menu : la barracuda bargeuse, le capitaine vorace, la carpe rouge lourde sur la ligne, mais aussi des raies que l'on prendra non plus à la traîne mais à soutenir. Le « rapala » se révèle le meilleur leurre dans tous les cas.

Le matériel peut être trouvé sur place, mais rien ne vaut l'utilisation de ses propres cannes. Deux sont à recommander, l'une destinée à la traîne (30 livres), une autre pour le lancer lourd. Deux moulinets pour les armer : l'un avec du 60/100, l'autre avec du 35/100 ou du 40/100. Plombs de 80 grammes à



120 grammes et leurres ondulants ou plats feront l'affaire.

Se lassa-t-on de la pêche ? On peut solliciter, sur terre ferme, francolins ou phacochères. Des camps de brousse reçoivent jusqu'à dix chasseurs. Ici, les installations sont plus rustiques, mais marcher dans les pailles à la poursuite des compagnies de volatiles véloces mérite le déplacement.

Pour le pêche, selon le nombre de pêcheurs, de 5 750 F à 9 000 F la semaine, Paris-Paris. Pour la chasse, de 9 000 F à 11 000 F la semaine (plus le permis, 1 000 F environ). Jet Tours chasse-pêche et agences Air France.

Détente au château

D'un château l'autre : Go Voyages (22, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. 42-86-18-18) lance des week-ends dans le sud et le centre de la France, avec, pour tous arrières, quelques-uns des fleurons de la chaîne des châteaux-hôtels.

Ainsi, près de Chartres, le château d'Esclimont, authentique demeure du seizième siècle, berceau de la famille La Rochehoucquand. Le forfait de 2 950 F comprend



trois nuits avec petit déjeuner et dîner (vins sélectionnés et café compris). On peut jouer au tennis, monter à cheval, faire un parcours de golf, notamment.

Dans le calme de l'arrière-pays provençal, face aux remparts de Saint-Paul-de-Vence, le mas d'Arigny, au contraire, est une construction très moderne. Forfait de 5 500 F pour cinq nuits avec petit déjeuner et dîner (toujours avec vins sélectionnés et café compris). Cheval, tennis, et nautique, plongée. On peut aussi louer un bungalow avec piscine privée.

Forfait pour Waterloo

« Derrière un mamelon, la garde était massée, la garde, ultime espoir et suprême pensée... Waterloo, 18 juin 1815. Le panorama de la bataille qui représente la première charge de la cavalerie française, peinture

de cent dix mètres de long érigée dans une rotonde au pied de la tour du Lion-Roi d'Érasme Restard. Ainsi que Napoléon 1^{er}, Wellington, Blücher, Cambronne et le maréchal Ney, figés dans la cire, au musée voisin. Mais il y a plus de trente sites, monuments ou fermes d'intérêt historique autour de Bailleul-Ailleud, Genappe et Plancenoit, à 17 kilomètres au sud de Bruxelles.

Cette année aura lieu les 18 et 19 juin une reconstitution — la dernière date de 1985 — de certains épisodes du fameux affrontement. Des hommes en uniforme viendront de France, d'Angleterre et de Suisse. Le Commissariat général au tourisme de Belgique propose des forfaits, visites + une nuit d'hôtel, valables tout au long de la saison, qui comprennent le logement à Bruges ou en Brabant wallon et les entrées dans les musées. Renseignements : 21, bd des Capucines, 75002 Paris. Tél. : 47-42-41-18.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur
33240 CAVALAIRE
HOTEL-RESTAURANT
LA CALANQUE ***
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Cibles avec TV. Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 450 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-04-77.

05000 MENTON
HOTEL DU PARC ***
Tél. 93-57-66-66.
Près mer. Centre-ville. Parking. Grand jardin. Cuis. réputée. Déjeuner sur demande.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Maison de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-57-62-56 - Téléc. 470 410.

HOTEL VICTORIA ***
31, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Petit centre-ville. Cibles.
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, Tél. direct, minibar.

NICE
HOTEL GOUNOD ***
Grand confort, service impeccable, central, tranquille, agréable, garage.
Tél. 93-88-36-78.

Montagne

AURON
HOTEL DU PILON ***
Affaire de famille. Confortable et agréable. Piscine et patinoire.
Tél. 93-25-80-15.

VALLÉE DU QUEYRAS
Ski de fond, ski alpin, réduction janvier.
HOTEL LE CHAMOIS ***
LOGIS DE FRANCE
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Tél. (16) 92-45-83-71

05390 MOLINES-EN-QUEYRAS
Station village des Hautes-Alpes
1750-2580 m
Dans un parc régional naturel, 300 jours de soleil par an. Ski alpin, ski de randonnée, ski de fond. Hôtels-restaurants, location chalets et gîtes.
Rens. OFFICE DU TOURISME
Tél. (16) 92-45-83-22

05490 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus hie comm. d'Europe. 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. - studio + cuisinière-grill.
Depuis 450 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pensions de 1 617 F à 1 848 F sem.
Demi-pens. de 1 267 F à 1 617 F.

Provence
ROUSSILLON - 84220 GORDES
au MAS DE GARRIGON ***
LE PETIT HOTEL DE CHARME DU LUBÉRON
Espace gourmande.
Passez-y des vacances cet hiver.
Accueil : Christiane RECH-DRUART
Tél. 90-05-63-22.

TOURISME

Ferme de la Besse XV^e siècle
SÉJOUR SKI DE FOND
Sur le haut plateau ardéchois
7 Jours pension + encadrement + matériel 1200 à 2000 F
DOCUM. GRAT. sur demande.
Tél. : 75-38-80-54 - MÉJEAN Gérard.
07510 USCLADES RIEUTORD.

Fès dévorée par ses habitants

(Suite de la page 13.)

De l'étude ainsi menée, il ressort en effet que la plupart des structures inventoriées se trouvent dans un état de dégradation plus ou moins avancé. Que la protection des lois existantes est illusoire et inefficace. Que les moyens financiers sont toujours cruellement déficitaires. Destinés à servir de base à une action, l'inventaire inviterait finalement à baisser les bras qu'à retrousser les manches. Même si les responsables locaux parlent d'un programme de longue haleine, tout en précisant que la bataille se gagnera ou se perdra dans les cinq ans qui viennent.

Reste qu'une entreprise de cette ampleur ne peut être menée à bien sans une aide internationale substantielle. Reste que huit ans après, l'appel de M. M'Bow n'a guère mobilisé les bailleurs de fonds potentiels. D'ailleurs existent-ils ? Reste que les responsables marocains ne semblent plus se faire beaucoup d'illusions et se consacrent en priorité à satisfaire les besoins les plus pressants de la population. Parviendront-ils, comme ils le voudraient, à vider Fès de quelque cent mille personnes ? On ne peut que le souhaiter dans la mesure où il s'agit là d'une des clefs du problème (4).

En attendant, comment ne pas s'interroger une fois de plus sur la signification de la notion de patrimoine commun de l'humanité si cela ne suscite aucune mobilisation au sein de la communauté internationale ? Une communauté qui donne parfois l'impression d'un héritier qui renoncera à son héritage pour ne pas avoir à en payer le prix. Pour l'instant, la seule chose à faire, c'est de vous dépêcher d'aller voir Fès et sa médina. Demain, en effet, il sera peut-être trop tard.

PATRICK FRANCÉS.

(4) « Vider Fès pour la sauver ? », tel était le titre de l'article où Roland Delcour présentait l'appel de M. M'Bow (Le Monde du 19 avril 1980).



Carnet de route

● Y aller
De Paris, un vol Air France (42-99-23-64) sans escale le samedi et deux vols directs de Royal Air Maroc (47-42-10-36), les mercredi et dimanche. Tarif « vacances » : 3 000 F aller-retour. De Marseille, un vol direct de la RAM (91-95-91-26), le dimanche.

● Avec qui ?
Rares sont les voyageurs qui proposent un séjour à Fès. Tel est pourtant le cas, dans le groupe Wagons-lits, de Planète (en vente dans les agences de voyages), qui a sélectionné quatre hôtels, dont les Mérinides et le Palais Jamaï, un palace d'hier, planté dans un jardin andalou et dont la renommée serait pleinement méritée si le service ne laissait parfois à désirer. Deux hôtels qui, dominant la ville, offrent sur la Médina toute proche un superbe panorama. Sur place un correspondant est à votre disposition. Jusqu'au 20 mars, le forfait de sept nuits, de Paris, est de 4 440 F

par personne en chambre double et demi-pension aux Mérinides, de 5 120 F en pension complète et de 5 270 F et 6 220 F au Palais Jamaï. De Marseille, ces prix sont à réduire de 450 F.

A signaler également les séjours proposés par Jet Tours, la filiale tourisme d'Air France, ainsi que la formule d'Air Vacances, qui permet de réserver et de payer avant le départ sur avion (3 000 F), son hôtel (255 F la nuit par personne en chambre double avec petit déjeuner aux Mérinides) et une voiture de location (autour de 900 F pour trois jours et de 1 700 F pour une semaine) en kilométrage illimité.

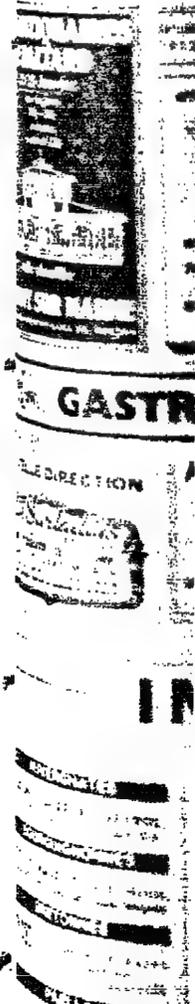
Animation

Dar Hadara, association culturelle animée par Jean-Paul Icher, œuvre pour la sauvegarde de la Médina. Y sont organisés des concerts, des expositions et des stages pour étudiants et professionnels de l'architecture. Renseignements : Centre de recherches architecturales de Dar Hadara, 12, Oued Souaffine, Fès Médina (Maroc), tél. : 337-11.

● Une adresse à Paris
L'Office national marocain du tourisme, 161, rue Saint-Honoré (place du Théâtre-Français), 75001, tél. : 42-80-63-50.

● A lire
— Guide bleu Maroc (Hachette), 138 F. Complet et récent.
— Guide du routard Maroc (Hachette), 50 F environ. Sortie en février. Pour voyager cool et pas cher.
— Fès, joyau de la civilisation islamique ; d'Arturo Gaudio. Paris, UNESCO, Nouvelles Editions latines, 1982, 120 F. Un pavé, certes, mais la bible pour qui veut tout savoir.

— Léon l'Africain, d'Amin Maatouf. Edition : Jean-Claude Lattès, 89 F. Pour voir et vivre la Fès du seizième siècle.



LIRE

LA TABLE

D'autres nouvelles du Paris-Dakar

BERNARD MAGNIER a eu l'idée de réunir treize musiciens, les vivant ou ayant vécu sur l'itinéraire du rallye Paris-Dakar. Avec un mot d'ordre, dangereux, agissant de menteurs professionnels : racontez-nous ce que vous avez fait pendant le voyage. Pas besoin de permis de conduire pour se mettre au volant d'une machine à fiction, et parcourir 15 000 kilomètres de pistes en file. Dans ce Paris-Dakar, autres nouvelles, pas d'autres règles que celles de l'imagination.

L'Algérien Tahar Djaout rencontre Amal Dalmane le dimanche. Ils regardent passer les véhicules haricots. « On ne sait où s'arrête la nuit et commence le volant aérien, on prend fin la pied et s'amorce la pédale; il n'y a aucune séparation nette entre les cuisses musclées et l'encolure de la cylindrée, entre le visage et le casque ». Notre dimanche a peur que ça donne des idées aux jeunes d'Alger. Qu'ils « se sortent au matin de chez eux, avec des dents longues, bouillonnant et pitillant leurs semblables, bien décidés à réuser ».

Rachid Mimouni raconte comment « plus nombreux que les étoiles dans le ciel, plus bruyants que troupeaux de chameaux en furie, plus fébriles que forçats américains des basses-pétrolières, ils firent irruption chez nous au soir d'une belle journée d'hiver pour aussitôt s'approprier sans vergogne la grande aire où se déroulent nos seuls haldomédaires et nos cérémonies rituelles ».

Ce ton d'accusateur public ne domine pas le livre, loin de là. La plupart des écrivains ont préféré des chemins de traversée. Leila Sebbar évoque à mi-voix ces hommes qui « se perdent, espèrent et désespèrent, ils se tuent eux et leurs machines dans un paysage qui les mange, comme il

mange les soldats qui tombent au désert ».
Rabah Belamri remonte au temps où le rallye n'existait pas. Le temps des convois militaires qui laissaient sur leur passage des boîtes de corned-beef que les enfants jetaient dans l'océan, les prenant pour des boîtes de viande de porc.
Abdoulaye Mamani est carrément « en Land-Rover » dans un « terrain sablonneux et mou comme du coton », sa compagnie d'un chauffeur-guide targui. Mais c'est un « mit au Ténéf », une de ces nuits où il ne se passe rien, où « sur le désert apaisé ne passe plus la bourrasque ».

L'impossible Dakar-Paris

Catherine N'Diaye raconte l'histoire émuante et drôle du vieux Djibril qui rêvait d'échanger Dakar contre Paris, son Paris de 1946, ville éclairée par le souvenir des jolies jambes de Suzanne, une Antillaise qui habitait la Butte-aux-Cailles. Djibril n'ira pas à Paris.

Le Zairois Pius Ngandu Nkashama, les Malinois Mohamed ag Mohamed, Mousse Konaté, Mandé-Alpha Diarra et Ibrahim Ly, la Française Maguy Gausier, donnent encore d'autres nouvelles. La plus torde est sans doute celle de Didier Daeninckx : l'histoire du vieux Cémoogo qui, sur la piste de Gao, va tuer par vengeance... devinez qui ? le premier leader africain du Paris-Dakar !

Bref, l'aventure de la narration, à distance respectable des chronos du rallye. On comment voyager sans se fatiguer.

JEAN-CLAUDE CHARLES.

Paris-Dakar, autres nouvelles, réunies par Bernard Magnier. Editions Souffles.

128, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, tél. 42-03-22-33, collection « Nouvelles en tête » dirigée par Ghislain Ripault, 142 p., 76 F.

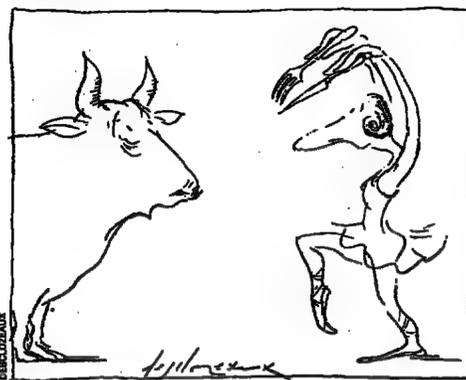
Le bœuf à la Camargo

QUELLE merveilleuse idée a eu Claude Saillard d'organiser des dîners musicaux célébrant les « accordailles de la musique et de la gastronomie » en unissant les époques ! C'est ainsi que le concerto *Pour la nuit de Noël* de Corelli (1653-1713) fut accompagné d'un menu tiré du *Cuisinier royal et bourgeois* de Massialot (1660-1733). Le cadre historique de la *Rôtisserie de la Boule d'Or* s'y prêtait, puisque cette auberge s'était installée dès l'an 1696 dans la deuxième plus ancienne maison de Versailles.

Les jendis musicaux mensuels continuent donc, et celui du 28 janvier, consacré aux menus du dix-huitième siècle (Haydn, Bach, Boccherini, Mozart), sera gastronomiquement placé sous l'égide de Menon, l'auteur des *Soupers de la cour* (1755). Du reste, à la carte de la *Boule d'Or* figurent déjà deux plats signés Menon, les œufs en matelote et la pièce de bœuf braisée à la Camargo.

En vérité, dans l'ouvrage, aujourd'hui introuvable, de Menon, le plat est intitulé : tranche de bœuf à la Camargo. Mais il s'agit d'une erreur typographique, le plat étant probablement dédié à Marie-Anne de Cury de Camargo, danseuse française née à Bruxelles en 1710 et dont les débuts, en 1726, furent remarqués.

La recette ? Un beau morceau de bœuf (1,500 kg) dans la tranche, la noix ou le rond, précise Menon. Bien profondément lardé de 100 g de lard et 100 g



d'anchois sans arête. Barder une sauteuse, y faire rissoler la viande puis ajouter herbes, ail, poivre et moitié bouillon moitié vin blanc et cuire à feu doux quatre heures. Réduire la cuisson, la lier de farine, ajouter des câpres et en napper la viande au moment de servir.

Je ne sais si M. Saillard respecte intégralement la recette. Elle peut, du reste, être améliorée et, curieusement, c'est à Léo Larguier, dans son charmant petit livre *Les Dimanches de la rue Jacob*, que je demanderai une version plus moderne du bœuf à la Camargo. On y voit

ne tranches pas dans le vrai sens et le bœuf va s'effiloche !... reconnaît qu'elle remplace les câpres par de belles olives noires charnues et ajoute carottes, tomates, un pied de veau. Pourquoi pas ? De même elle use de vin rouge au lieu de blanc, ce qui fait certainement moins dix-huitième siècle. Mais les olives remplaçant les câpres, je suis pour !

Je suis bien curieux de savoir ce que M. Saillard demandera à Vincent La Chapelle (*le Cuisinier moderne*, 1733) pour accompagner, le jeudi 25 février, Bach et son *Ouverture en sol mineur*. Et ainsi de suite des autres jendis de concerts musicaux gourmands : 24 mars, 28 avril et 26 mai (pour ce dernier, accordailles de Vivaldi avec les *Délices de la campagne* de Nicolas de Bonnefons, les beignets de melon, le canard en ragout et ce dessert curieusement baptisé « petits métiers » me paraissent de saison).

Réervations à la *Boule d'Or*, 25, rue du Maréchal-Foch, Versailles. Tél. : 39-50-22-97. (Fermé dimanche soir et lundi). Et notez que vous y trouverez chaque jour une double carte : spécialités corréziennes (le pays du patron) et contemporaines, et une sélection des plats des anciens maîtres cuisiniers.

LA REYNÈRE.

P.S. - Amusant de trouver dans le *Journal des Goncourt* (juillet 1856) une note rapportant qu'il se sont vu refuser, par le *Figaro*, un dîner sur les deux sautes Camargo salées par le comte de Melun, scandale galant de l'Opéra au dix-huitième siècle.

SEMAINE GOURMANDE

Le Gourmand Candide

La façade n'invoite point à la joie, mais, dès la porte franchie, l'accueil et le confort vous enchantent. En avant-première d'une cuisine très intéressante. Elle est signée de Jean-Claude Desmet, l'ique nous compagne rue de l'Arbre-Sec.

Arrivé Desmet vous présente une carte à la fois originale et sage, des plats honnêtement servis, du gratin de moules aux noix de veau, ou du hadlock aux noix et chou, puis du mouton grillé de saint-jacques et langoustines, d'un curry de poissons très d'aujourd'hui, du millefeuille de ris, avant le civet de canard aux pruneaux, la poulette au lait et à la moutarde ancienne, voire un simple jambon de veau aux carottes fondantes auxquels s'ajoutent les plats du jour, ce jour-là un foie gras chaud en robe d'hiver et une tourte de faisans aux champignons des bois.

Beux fromages. Des desserts (une table roulante de Cognac) et l'indication que le chef peut égarer tous les poissons en fonction de votre régime. Belle carte des vins. Compter 350/400 F. Et notez que tous les mardis les dîners sont suivis d'une soirée de musique classique. Service féminin (vous y retrouverez Marcelet, après vingt ans à la Bourgogne).

Le Gourmand Candide, 6, place du Maréchal-Juin, 75017 Paris. Tél. : 43-80-01-41. Fermé samedi midi et dimanche. Salon 45 couverts. DC - AE - CB - Visa

Le Grand Hôtel de Saint-Jean-de-Luz

Entièrement rénové l'an dernier, avec sa vue imprenable (les pieds dans l'eau) et son confort patibulaire, ce palace suspendu, cette belle maison a trouvé en Bruno Cirino un chef de qualité. Notez l'adresse pour la découverte (début mars) où vous pourrez vous régaler de la salade « Tout canard », du sauté de langoustines, des rougets aux piments, du gigot d'agneau de lait des Pyrénées (rôt, etc. Remarquables desserts (dont le Mochaizuma - au chocolat, bien sûr).

Menus à 320 F : 3 plats, fromages et 2 desserts, et carte : compter 350/400 F. Cave intéressante proposée par le sommelier J.-J. Place. Dans l'hôtel une discothèque, l'Amphithéâtre, animée, des Pâques, par la glorieuse Laïla, dresse de nos nuits parisiennes d'hiver.

Grand Hôtel (Belle Mazarine), 43, boulevard Thiers, 64500 Saint-Jean-de-Luz. Tél. : 59-26-12-32. AE - CB - DC - Parking.

L'Aviron bayonnais à Bayonne

L'Aviron bayonnais ! Un nom familier des amateurs de courses d'aviron. Mais c'est aussi un complexe sportif et dans une grande salle toute simple, rustique, ornée de coupes et de trophées, un gentil restaurant animé par Xavier Salabery (qui travaille au Vifour de la Belle Époque).

Une carte passant de la salade du marbré (32 F) à la sarzeola (72 F), du foie gras au sauternes (85 F) aux picotés de ris de veau

(39 F), du grenadin de thon fumé (44 F) à l'antrecôte bordelaise (43 F). Un menu à 75 F que l'on peut arroser d'un rouleguy frais (vins locaux à moins de 50 F). Bien agréable.

L'Aviron bayonnais, 10, avenue Paul-Bras, 64100 Bayonne. Tél. : 59-63-55-05. Fermé mardi.

La Haie fleurie à Subigny

Entre Sens et Montargis, un ancien relais routier où Dominique Stefanetto (qui travailla aux Trois Dômes de Lyon et aux Bézards) propose deux menus 95 et 145 F, tous deux fromages ET dessert, ainsi que la carte où les amateurs savent apprécier la faillité de saumon aux giroles, la tête de veau, le carré de veau aux Saint-Jacques, etc. A la carte, compter 250 F.

La Haie fleurie, Subigny, 89100 Sens. Tél. : 86-86-84-44. Fermé mercredi. CB

La Ribandière à Saint-Etienne

C'est le restaurant de l'Hôtel Alta avec, au piano, Yves Pouchain, un chef de qualité. L'ami Maurice Denuzière y apprécie la soupe de pintade à la fondue de chou (39 F). J'ai aimé les trois menus (120, 175 et 230 F), tous fromages ET desserts (les fromages sont de M^{me} Richard, à Lyon) et certain rognon de veau au fumet de poire. Bonne cave.

La Ribandière, rue de Wuppertal (Parc de l'Europe), 42000 Saint-Etienne. L.R.

Tél. : 77-25-22-76. Fermé samedi midi et dimanche. Parking. - AE - DC - CB

Pain, Adour et fantaisie à Grenade-sur-l'Adour

Denis Oudé a fait de bonnes études culinaires, notamment avec Jean Delaveyne. Le voici chez lui, dans une maison de maître qu'il n'a pu encore aménager qu'au rez-de-chaussée. Pourquoi cette adresse ? On songe à Tristan Derème : « L'œil de la Bayonnaise est une ballerette, Adour, cruel Adour, Adour quand tu nous tiens ! »

Il y a ici 3 menus : le menu « Pain » (155 F), cuisine du terroir, le menu « Adour » (184 F), cuisine de poissons, et le menu « Fantaisie » (118 F) au gré du marché et de l'inspiration. Vins du pays (Jurassien).

Pain, Adour et fantaisie, 7, place des Tilliaux, 40270 Grenade-sur-l'Adour. Tél. : 58-45-18-80. Fermé dimanche et lundi.

Le Dauphin à Toulon

J'avais signalé, en 1985, la reprise de cette vieille et sympathique maison par Alain Biles. Il y propose deux menus (125 et 180 F), deux plats, fromages ET dessert, et une carte (barigoule d'escarottes, mesclun aux trois confits, saint-pierre au coulis de favouilles, gibelotte au pistou, etc.). A la carte, compter 200/250 F.

Le Dauphin, 21 bis, rue Jean-Jaurès, 83000 Toulon. Tél. : 94-93-12-07. Fermé samedi midi et dimanche. CB

LES ANTIQUAIRES A BALTARD
22/25 Janvier
100, rue de la République
NOGENT SUR MARNE

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITÉ DE VIENNE
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS
3 sessions du 11 juillet au 24 septembre 1988
Cours pour débutants et avancés (6 degrés)
Téléphonologie de langues
accrédités, accrédité
(1000 heures, 16 sem.)
Droits d'inscription
et des cours pour 4 semaines :
- AS 2750 - F (sem. 1-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 2-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 3-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 4-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 5-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 6-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 7-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 8-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 9-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 10-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 11-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 12-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 13-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 14-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 15-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 16-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 17-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 18-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 19-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 20-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 21-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 22-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 23-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 24-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 25-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 26-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 27-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 28-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 29-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 30-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 31-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 32-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 33-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 34-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 35-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 36-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 37-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 38-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 39-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 40-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 41-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 42-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 43-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 44-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 45-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 46-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 47-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 48-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 49-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 50-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 51-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 52-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 53-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 54-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 55-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 56-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 57-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 58-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 59-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 60-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 61-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 62-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 63-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 64-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 65-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 66-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 67-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 68-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 69-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 70-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 71-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 72-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 73-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 74-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 75-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 76-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 77-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 78-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 79-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 80-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 81-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 82-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 83-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 84-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 85-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 86-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 87-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 88-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 89-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 90-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 91-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 92-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 93-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 94-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 95-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 96-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 97-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 98-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 99-80) - 7
- AS 2750 - F (sem. 100-80) - 7

GASTRONOMIE
Rive droite
NOUVELLE DIRECTION
Le Sarladais
NOUVELLE DIRECTION
MER FERRON 18 F. café
avec FOIE GRAS MAISON
1, rue de la République 42-22-24-25
F. dim. samedi et dimanche. 20 couverts

ARTOIS ISIDORE
MAISON ROUZÉYROL
42-25-01-10 - F. sam., dim.
SPÉCIALITÉS AUVERGNATES
LE COGNAC VIN DE CHARENTAIS
LES CHARCUTERIES D'AUVERGNE
LES COQUELLES DE BROCHET MAISON
BIÈRE EN SAISON
13, rue d'Artois - 0

INDEX DES RESTAURANTS
Spécialités françaises et étrangères

AUVERGNATES ARTOIS ISIDORE ROUZÉYROL, 13, r. d'Artois, P. 42-25-01-10. F. sam., dim. BOURGUIGNONNES CHEZ PIÉROT, 18, rue E.-Marcel, 43-05-40/744. F. sam., dim. Cuisine traditionnelle.	FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLEMAN, 37, r. François-I ^{er} , 43-52-54-42. F. sam., 22 h 30. Cuisine algérienne. Fermé samedi, dimanche. FRUITS DE MER ET POISSONS LA BONNE TABLE, 45-39-74-91. F. sam., dim. 42, r. Fland. Parking. Spéc. POISSONS. LE BISTROT D'YH, 36, pl. Marché-St-Honoré. 42-60-03-00. Cuis. trad.	LYONNAISES LA FOUL, 2, rue Cézanne (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. SARLADAISES LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, P. 43-22-25-62. Concocté 90 F. Cuisin. 90 F. SUD-OUEST LE PICHET, 174, J. Ordre, 46-22-85-28. F. jeudi soir et dim. Grillade, Pâtisson. P.M.R. 130 F. LE REPAIR DE CARTOUCHE, 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11 ^e). F. sam. midi, dim. ENCLOS DE NINON Tous les jours - 7h, 42-72-22-51. 19, bd Beaumarchais (près la Bastille)	BRESILIENNES O BRASIL RESTAURANT DISCOTHÈQUE TEL. 43-54-98-56. 10, rue Guénaud, 75006 PARIS (St-Germain-des-Près). DANOISES ET SCANDINAVES 142, r. des Champs-Élysées, 43-59-38-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin. ETHIOPINIENNES ENTOTTO, 45-87-08-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nectans, 13 ^e . Derwott, Beyoguetov av. l'Indjara.	HONGROISES LE HONGROIS DE PARIS LE PAPRIKA, 41, r. Poisson, 9. 43-31-65-86. Orchestre tzigane de Budapest. Ti les soirs. INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJAH, 43-54-26-07. 72, bd St-Germain. M ^r Manbert. SERVICE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sat., j. 1 h. Cadre luxueux. VIETNAMIENNES NEM, 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 47-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.	ITALIENNES L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Monchez, 13 ^e . 45-89-08-15. F. dim., jeudi. EMILIE-ROMAGNE. MOROCCAINES LA BONNE TABLE DE FÈS (ex-ALISSA) 5, rue Sainte-Berthe, 6. 20 h à 0 h 15. F. dim. lun. 45-49-07-22. Rés. à part. 17 h. Couscous, Pastilla, Tagines de Zohra Mernissi depuis 1963.
---	---	---	--	---	--

سكنة من الالهي

سكز من الاجل

JEUX

échecs

N° 1264

UN LONG VOYAGE

(Tournoi international de Belgrade, 1987)

Blancs : V. KORTCHNOI
Noirs : V. BALOV
Défense ouest-indienne.

1. e4 Cf6 31. dxc6 Dc5 (1)
2. Cf3 b6 32. Dxc6+ Rg8
3. Cc3 b7 33. Df6+ Rg8
4. g3 Ff7 34. h4! TB (1)
5. Fg2 Fc7 35. Dxc6+ Rg8
6. d4 Cc4 (a) 36. f4! Tb7
7. Fd2 (b) Ff6 (0) 37. Fd1 Fg8
8-9 0-0 38. e6 (v) Df7
9. Te1 (d) e5 (d) 39. Dxd7 Txd7
10. exd5 dxc5 40. g4 h4 (v)
11. Fd2 (f) Cc6 (g) 41. gxc6 e3
12. Fes Td8 42. g5 d4 (1)
13. Fxc6 Dxc6 43. g6 e3 (1)
14. e3 c5 44. g7+ Txc7
15. Cc5 (h) Df7 45. hxc7+ Rxc7
16. Te1 Cc7 46. Tg1+ Rf6 (2)
17. Cc8 (f) Cxc5 47. f5 h5
18. hxc3 (i) Cc4 48. Tg6+ Rf7
19. Cc4 Dd6 (k) 49. Tg7+ Rg6
20. Dc2 Td7 (l) 50. a4 (na) Cc5
21. e4 b6 51. f7! Td8
22. Tc2 Td8 52. Td6+ (ab) Rc7
23. Tc4-2 b5 53. axh5 g2
24. h4 a5! (m) 54. Tc6+ Rb7
25. Rb2 Fg6 55. h6 g2 (og)
26. Dc2 g5 (n) 56. Fh (ad) f3-d (ad)
27. Fh3 Rg7 57. fxc6=d Dd2+
28. h5! (o) g5 (p) 57. fxc6=d Dd2+
29. Cc2 (q) hxc6 (s) 58. Tg2 Dd4+
30. e5! fxc6 (s) 59. Tg3 ahxd. (t).

NOTES

a) Tout commence par une « défense ouest-indienne » classique entre le plus doué des jeunes grands maîtres soviétiques et celui dont on se rappelle le surnom, depuis une vingtaine d'années, de « Moscou à Leningrad », « Kortchnoi le Terrible ».

b) Une idée d'Opochny : après 7... Cxc3; 8. Fxc3 le F-D joue pieusement son rôle sur la diagonale a1-h8 et après 7... Cxd2 les Blancs contrôlent la case e4.

c) D'autres possibilités sont 7... f5; 7... d5; le roste étant souvent inadéquat (par exemple, 7... Dc8; 7... Cxc3; 7... Cxd2) mais le coup du texte est assez populaire.

d) Ou 9. Dc2, Cxd2; 10. Dxd2, d6; 11. Te-d1 ou 11. e4.

e) On sait aujourd'hui que, sur l'avance 9... c5, les Blancs peuvent riposter par 10. d5, selon le plan de Kasparov; par exemple : 10... dxc5; 11. exd5, Cxd2; 12. Cxd2, d6; 13. Cc4, Td7; 14. Dd2, e3 (14... Ff7 est toujours préférable); 15. b4! avec avantage aux Blancs, Fc7; 16. bxc3, hxc5; 17. Df4, Dc7; 18. Cc4, Dc3; 19. Tb1, Fxd5; 20. Cb6, Fc6; 21. Fxc6, Td7; 22. Cxc3, Cc6; 23. Cxc7, Cxc7; 24. Fd5, abandon. (Kasparov-Kigierink, Malte, 1980).

f) Dans la logique du nouveau coup, les Blancs maintiennent leur pression sur la colonne g et renforcent le contrôle de la case centrale e5.

g) Si 11... Cb-d7; 12. Fxc7.

h) Avec quelques menaces sur les pions pendants.

i) Avec, entre autres, l'idée 18. dxc6, hxc3; 19. Cc4, dxc4; 20. Cxc3.

j) Choisisant la construction f3-d4, soutenue par la Td1 et renforcée par le pion g3.

k) Sur la défense automatique 19... Te-d8, la formation f3-d4 conserve son efficacité tant que la D noire se tient sur la colonne de la Td1.

l) Sur l'affaiblissement 20... f5; 21. Dc2.

m) Un combat gigantesque s'engage, les Blancs sur l'aile-R, les Noirs sur l'aile-g, alors que le centre n'est pas stabilisé.

n) La présence de la D no c2 rend difficile l'avance b5-b4 puisque les échanges résultant de exd5 donneraient aux Blancs le pion e4; cependant, on peut discuter de cet affaiblissement du roque des Noirs.

o) Les Blancs dominent dans le milieu de partie et menacent maintenant le pion g6.

p) Que faire d'autre ?

q) 29. Cc2 menaçant Cc3 et Cc3+ est, en réalité, moins fort que le coup du texte, puisque, sur 29... Cc2, les Noirs peuvent répondre 29... Fd7; 30. Cc3, dxc6; 31. Cc4, Rxc6; 32. Fxc6, Rxc6; 33. Fxc6, Dxc6; 34. Dxc6+, Rb8; 35. Ff3, Dc7; 36. Dxc6 avec une finale avantageuse pour les Blancs.

r) Les Noirs doivent veiller à la défense de leur R sinon les Blancs trouveront un mat rapide par e6 et Tc5-Txc5+. Si 34... Cc6; 35. h7-h4.

s) Ou 28. f6, d4; 29. gxc4, Dxd4; 40. Txd2 etc.

t) L'avalanche des quatre pions semble irrésistible mais les Noirs ont encore du contre-jeu.

u) 42... Cxc6 ne semble pas suffisant.

v) Peut-être 43... Rg8 vaut-il mieux ? Le long voyage du pion g est étonnant.

w) Si 46... Rb8; 47. Tc4.

x) Tendait un horrible piège : si 50... g2; 51. axb5, g1-d; 52. Td7 mat.

y) L'énergie, la puissance de Kortchnoi sont ici particulièrement admirables.

z) Si 55... Cxc6; 56. Ff5 on même 56. Txc6, g1-d; 57. Fg2+, Rg8; 58. Tc6+.

aa) Une position extraordinaire, chaque camp ayant deux pions qui vont à D; il est tout à fait étrange que le premier qui fait D perde !

ab) Si 56... Txc6; 57. f8-d.

ac) Après 59... Dd2+; 60. Fg2 les Noirs ont plus d'échec et ne peuvent parer le mat. Comme le dit Andric, un western au départ (une « ouest-indienne »), puis un thriller qui se termine par des scènes d'horreur !

Solution de l'étude n° 1263
K. Rumpel, 1925.
Premier Prix. - Tchékoff for Schack - (Blancs : R65, Td8, Cb3, P45, Noirs : Rg5, Fc3, Fh6, h3 et g3, Nulle.)
Le pat est la seule chance des Blancs.
1. Tg8+, Rb4; 2. Cc4 menaçant

ÉTUDE N° 1264
G. AMIRIAN (1987)

BLANCS (4) : Rb1, Tg6, Fb1, Fc4.
NOIRS (2) : Rb3, Td4.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1262

HAUTE SÉCURITÉ

Après l'entame d'un petit Pique pour l'As sec du mort, comment Raphaël Cohen, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A TREFLE contre toute défense ?

Les Hongrois participent aujourd'hui aux compétitions européennes comme ils le faisaient avant la guerre à une époque où ils étaient avec les Français les principaux rivaux des Autrichiens, champions du monde en 1937.

Parmi les membres de l'équipe hongroise il y avait Raphaël Cohen qui a réussi ce coup fameux en 1951.

♠ A
♥ DV104
♦ ARV106
♣ 742

♠ DV965
♥ R762
♦ 9742
♣ -

♠ R732
♥ 993
♦ 83
♣ V9865

♠ 1084
♥ A85
♦ D5
♣ ARD103.

Réponse :
L'impatte à Cœur n'était pas nécessaire à condition de couper Pique et de ne perdre qu'un atout. Mais de quelle façon ?
Le déclarant a joué le 2 d'atout du mort et, quand Est a fourni le 5, il s'est rendu compte qu'il pourrait se protéger contre une chicane à Trèfle en Ouest à condition de donner un coup à blanc à Trèfle !
Ainsi, sur le 5 de Trèfle, Sud fournit le 3 de Trèfle sur lequel Ouest défauçait un Pique. Est contre-attaqua alors le 9 de Cœur, le déclarant mit l'As, mourut au mort en coupant un Pique, puis il fit l'impatte au Valet de Trèfle, battit atout et réalisa ses cinq Carreaux...
Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impatte au Valet de Trèfle, on chutera. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à Trèfle car Est rejoindrait atout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup mérite donc de passer à la postérité.

La grande réduction

Certains contrats, qui semblent infaisables, peuvent être réussis même à la table si on en connaît bien le mécanisme. La manche suivante, réussie par le champion français Dominique Pilon au cours de l'Open par paires d'un festival à Deauville, est un exemple typique :

♠ RD98
♥ R98
♦ RV762
♣ 88

♠ A10762
♥ V32
♦ R106
♣ 84

♠ RDV9543
♥ A74
♦ D2
♣ 8

Ann. : E. donn. Pers. vul.
Ouest Nord Est Sud
X... Cœur... Pique... Fcien...
passe 2♣ passe 2♣
passe 3♣ passe 4♣

Ouest a entamé le 8 de Trèfle pour le Valet et la Dame d'Est, qui a contre-attaqué Cœur. Sud a pris avec l'As et il a joué le Roi de Pique, puis le Dame de Pique prise par l'As sur lequel Est a défauçé un Trèfle. Ouest ayant joué le 4 de Trèfle, comment Pilon a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères :

La main est trop belle pour ouvrir de « 3 Piques » et pas assez puissante pour ouvrir d'un 2 fort. Il était donc normal de dire « 1 Pique ». Ensuite la redemande de « 2 Piques » paraît timorée, mais le changement de couleur au palier de 2 promettait plus de 10 points et garantissait que le répondant ferait une deuxième enchère. Enfin, sur « 3 Carreaux », il était normal de sauter cette fois à « 4 Piques ».

PHILIPPE BROGNON.

Courrier des lecteurs

Hypothèse nécessaire (1243)
Louis Salami fait une excellente analyse des enchères, et il aboutit à la conclusion que le total des points de Nord-Sud n'est que de 32. Il manque donc 1 point et il vaut mieux ne pas déclarer ce chelem dont les chances de réussite sont effectivement inférieures à 50 %. Le point discuté est de savoir s'il faut ouvrir en Nord avec :

♠ V4
♥ V63
♦ QD95
♣ ARV74

La main vaut 13 points, c'est la frontière entre l'ouverture de 1 Trèfle et le passe. Or l'expérience prouve que l'on a intérêt à ouvrir si les deux conditions suivantes sont remplies :

1) avoir une redemande correcte, ce qu'est le cas (puisque l'on pourra redire 2 Trèfle) ;
2) indiquer une bonne entame, ce qu'est aussi le cas.

scrabble

N° 285

CHINOISERIES

Sensible à l'intérêt suscité par le film *Le Dernier Empereur*, nous allons vous SINISER aujourd'hui par le truchement du PINYIN, transcription du chinois en caractères latins, plutôt que par l'intermédiaire des KANA, signes simplifiés japonais.

En restant dans le domaine linguistique, apprenez bien sûr le WU, parlé au sud de Shanghai, amis aussi le MIN (en face de Taïwan), le XIANG (au sud-est), et enfin le HAKKA (région de Canton, à quelques LIS de Hong Kong).

Rayon chiffons, visitez les capitales : PEKIN, soierie alternativement mate et brillante, doit le chatonnement se retrouve dans les tissus PÉKINOIS (et pourquoi pas PÉKINOIS ?) ; et NANKIN, qui a donné son nom

à une solide étoffe jaunâtre. Pour payez vos emplettes (des BOUDDHAS et des POUSSAHS ?), détachez vos YUANS achetés au noir (oubliez vos SAPEQUES et TAELS, démonétisés depuis longtemps).

Soignez-vous par le MOXA, acupuncture pratiquée à l'aide de caudères. Soignez aussi votre âme par le TAOISME, fondé sur le TAO, principe d'ordre et d'unité du cosmos, et sur l'alternance du YIN, froid, obscur, féminin et reposant, avec le YANG, chaud, lumineux, mâle et mouvementé. Ainsi devenus TAOISTES, vous pourrez imiter le Dernier Empereur et cultiver votre jardin.

MICHEL CHARLEMAGNE.

Scrabble-Motus.
M. J. C. de Strasbourg
21 juin 1987
(Tournoi le samedi à 20 h et le samedi à 14 h 30.)

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.

Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O; les colonnes par un numéro de 1 à 15.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉS.	PTS
1	BEFFROE	FIRRE	H4	28
2	HO+EISUV	VOISE	9E	31
3	HU+ADLOE	ALH	10E	31
4	ADEFKIC	SOLITUDE (a)	EE	36
5	DE+EILOR	FIEGA	4A	28
6	DIL+MNUU	KORE	11C	44
7	-AAADERU	KID	C11	26
8	-ANNOOU	FARAUDE (b)	A4	33
9	ACCSUV	DONATOON	EE	36
10	-BCEEU?	YUANS	12E	48
11	HU+ANOR	(U)YCBR	H11	48
12	INU+CEIT	BOBA	12A	31
13	ETU+EHLT	ACINI (c)	EE	36
14	ELTTU+MM	EH	99	29
15	LMTU+TTE	TOME	F4	19
16	ELN+NOU	EUN	14E	32
17	LMTT+ERS	MUT	14E	32
18	LRT+EISW	STEM	14C	23
19	ELRT+AU	WUS	M3	24
20	U+ELNSVZ	LITERA	O1	27
21	-LPOEIJL	USEZ	12I	40
22	-ALNNPEQ	BILE	A12	18
23	-ELLNPE	QAT	1S	23
24		RUNE	34	18
25				283

(a) DOUBLET, 6 E; toutes les cases à 21 pts.
(b) Ou FARDEAU.
(c) Finitif d'ACINUS, mot de culture oléagineuse (cf ACINUSE), 1, 76, 2, 762, 2, 714.

mots croisés

N° 492

Horizontalement
I. Les idées de Monsieur sont avancées. - II. Le revuël. Doux pour un romancier, souvent pénibles à arracher pour les autres. - III. Jusqu'où va-t-il tomber ? Il n'est pas grand, il n'est pas fort, mais il sait arborer ses richesses. - IV. Pas beau. On n'y a pas mis beaucoup de formes. - V. On ne peut pas la sentir si l'on parle d'argent. Prêt au départ. - VI. Sous vos yeux. Pour une fine lame. Une espèce de voiture. - VII. Dans la ballé. S'entend de loin. - VIII. Sportif ou agressif. Montent en graine. - IX. Crochet. Son

Verticalement
1. Ne laisse guère de répit à ses interlocuteurs. - 2. Il a rompu. - 3. Proche parent. C'est la panique. - 4. A de la joie. Garde un certain ton. Vieille bête, en un sens. - 5. Feront plus d'un pli. Grecque inversée. - 6. Pas forcément vieille, mais tout autant retournée. Se répète en soupirs. - 7. Va sur l'eau. La même chose, à moitié. - 8. On le disait, d'une méconcoque. - 9. Deux pour quatre. Pour montrer. Pour faire tenir. - 10. N'a plus de sève. En Irlande. - 11. On lui a pris l'essentiel. Il vous tombe du ciel. - 12. Portent un jugement de valeur.

SOLUTION DU N° 491

Horizontalement
I. Aphrodisiaque. - II. Frein. Nœuds. - III. Feruvel. Irais. - IV. Rucersis. Eino. - V. Avéré. Maer. Er. - VI. Ne. Audacieuse. - VII. Ficté. Na. - VIII. Hume. Si. Etnis. - IX. Il. Nigois. Ede. - X. Emotionnelles.

Verticalement
1. Affranchie. - 2. Preuve. Uhm. - 3. Hense. F.M. - 4. Riveraient. - 5. Onéux. Il. - 6. Na. Disco. - 7. Istimation. - 8. So. Succ. In. - 9. Ici. El. Ese. - 10. Acérent. - 11. Quai. Usuel. - 12. Urines. Ide. - 13. Essoreuses.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 493

Horizontalement
1. AADMSU. - 2. DELOORT. - 3. CEHORRS (+1). - 4. EFILORT. - 5. BEGLMSU (+1). - 6. ACEGIRS (+3). - 7. ABIMMOU. - 8. AEMMRTU (+1). - 9. ACESTU (+3). - 10. DEBGONRT (+1). - 11. BEINTTU. - 12. EEEIINSV (+1). - 13. CEEMNO. - 14. BDEINOST. - 15. AAINSTU (+2). - 16. ADENSTY. - 17. AAINSTT (+5).

Verticalement
18. ABEOMNTU (+1). - 19. GEMNSTU. - 20. EENORST (+2). - 21. CEEIMRU. - 22. EEEINST. - 23. CEIMOSU. - 24. BEINTV (+1). - 25. ACEENS. - 26. ADINRTV. - 27. AAEIINS. - 28. AACNRT (+3). - 29. DEILMOO. - 30. DEEHIMOT. - 31. ABEGIMR. - 32. CDEENNOOS. - 33. ACIIISU. - 34. EIMQOSU. - 35. EENSSTU. - 36. CEEELSST (+1).

Les anacroisés sont des mots croisés dans lesquels les lettres de mots à trouver sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais impraticables sur la grille.

Comme au scrabble, on peut composer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse illustré de France. (Les mots propres ne sont pas admis.)

SOLUTION DU N° 492

1. HORRIBLE. - 2. RENFORT. - 3. AVEULIS. - 4. PAISIBLE. - 5. NIVELOUS. - 6. EDIFICE. - 7. CANETTE. - 8. OLEACE. - 9. REGIONAL (LONGERAI). - 10. STIPULER. - 11. ALEVINE (AVALINE ENLEVAI). - 12. PENALTY. - 13. TISSIONS. - 14. BARATTES (EBATTRES RABATTES). - 15. ANATHÈME. - 16. CACTACEE. - 17. REFUSE (FERUES). - 18. NEGONDO, enable d'Amérique. - 19. DEYONEN. - 20. HANNETON. - 21. PINCERA.

(CAPRINE GARDIEN). - 22. OVOIDALE. - 23. ELEATES (ETALES). - 24. VIRETON, fêche d'arbuste. - 25. RUBEFIA. - 26. ABATTUS. - 27. PLANASSE. - 28. BROCCHES. - 29. ETAYATES. - 30. THEINE (ETHINE). - 31. CARPETTE. - 32. NOUVIEME. - 33. RELISSE. - 34. SOUVIEME. - 35. TOREONS (MOTORS. GTERONS. SONORIFES). - 36. GMPRIEN (OMBRINE). - 37. ORAISON. - 38. ARANEIDE. - 39. THERMALE. - 40. SETACEE, en forme de set.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.



PHOTO

Rétrospective Fernand Michaud à La Rochelle

Le voleur d'âmes

Expression du geste, mélodie des corps et des visages. Un portraitiste avignonnais rend hommage au théâtre.

Fils de boulangers-pâtisseries, c'est en autodidacte que Fernand Michaud se consacre d'abord à la photographie traditionnelle. Installé en 1969 à Avignon, où il ouvre un atelier de mode, de publicité et d'industrie, il archive patiemment le Festival, d'abord à son compte, puis officiellement. Et concrétise peu à peu sa mémoire par la saisie essentielle d'un spectacle.

C'est ainsi qu'il réalise en 1984 un long portrait-séquence de deux mille prises de vue sur Ariel Garcia-Valdés, interprète de Richard III, monté par Georges Lavaudant. Rime incantatoire sur la mort, la métamorphose et la résurrection, hymne au théâtre, reportage passionnant sur le métier d'acteur à travers un texte, un rôle, une pièce. Des coulisses au plateau, c'est à un ardent combat, mené sur huit soirs, que conçoit Michaud en projetant le spectateur au cœur de la représentation. Priant, hurlant, mimant le pouvoir et la folie, Valdés, grimé, sourcillé par le métal, aidé d'accessoires sobres (armure, protèges, gants), puis asphyxié, étanisé, ne joue pas mais est proprement l'image de sa mort face à deux mille huit cents personnes.

L'extrême tension de cette « chanson de geste » se retrouve dans *Walter et Néker* de Fina Busch. Autant que l'esprit du corps, c'est l'arrêt du mouvement dans l'espace que visualise l'opérateur en isolant un détail (goulet, col, nuque). Dansé, dit ou chanté, l'expressivité du théâtre taille aussi son empreinte sur les traits ravés de ceux qui le font.

C'est avec violence et gravité que ces « anatomiques » tendent à spigoliser les visages. Doctes,



Ariel Garcia-Valdés dans sa loge à Avignon (juillet 1984)

amalgamés et vulnérables, brûlés de l'intérieur, fichés en très gros plans, ses modèles (François Chammets, Vito ou Bourseiller) expriment non seulement cet état de beauté incertain que dicte la conscience de la mort, mais aussi l'essence, l'écoute et l'effacement complices de deux acteurs qui se font face. Le portraitiste révèle à chaque prise, souvent à l'encontre du sujet, une part ignorée de lui-même.

La même angoisse nimbe les visages de ceux qu'il filme depuis 1980. Traités en pleine pâte par un fil qui martelle, ausculte et palpe, le corps féminin, modelé par la lumière, est l'objet de tableaux obscurs et éblouis. Vomissant orlets,

vagues et dunes, la figure maternelle trouve son aboutissement dans la trilogie, regroupant trois générations, faite en 1977. Michaud a également réalisé, entre Ingres et Degas, une série de faux instantanés de son épouse Odette, qui est un pur chef-d'œuvre.

Superbement tirées à l'or, au platine ou au sel de sélénium, ces images au deux cent vingt images, spaciellement accrochées, ponctuent l'action menée depuis quatre ans à La Rochelle par un lieu polyvalent en faveur de la photographie. Après Saigado, Coplans ou Thierry Girard, Michaud est l'hôte de la Maison de la culture de La Rochelle, à la demande de Claude Hudelot, nouveau directeur des Rencontres d'Arles.

PATRICK ROEGERS.

« Hommage à Fernand Michaud. Maison de la culture de La Rochelle, jusqu'au 28 février ».

GALERIES

Copies sur commande : « certifié faux »

Une galerie de tableaux parisiens, ouverte depuis peu, commercialise des tableaux garantis faux. Avec un certain succès.

Nous sommes dans l'ère des simulacres. Après le vrai-faux passeport de l'ancien chef de cabinet ministériel et la fausse-vraie carte grise du « plombier » mélodique, voici les faux tableaux certifiés faux. Il y a quatre mois, Daniel Delamarre ouvre, 34, avenue Matignon, une galerie où il expose des copies d'œuvres impressionnistes. Sur le dos des toiles, un cachet indélébile atteste officiellement de leur qualité de faux. Le très austère *Wall Street Journal* se fait l'écho — en première page — de cette curieuse entreprise, et la nouvelle émission de Maurice Rheims sur Antenne 2 s'ouvre sur elle (1).

Un tel tapage ne peut qu'attirer le mécontentement de certains propriétaires de galeries voisines. Les jugements sont parfois vifs. « Un individu qui commet une copie ne peut que déposer un message sur sa toile », affirme l'un d'eux. « Il y a autant de différence entre une œuvre originale et une copie qu'entre une rencontre au bordel et un séjour amoureux à Venise », soutient celui-là.

Il ne faut pas oublier, pourtant, que pendant de longs siècles la copie a tenu une place très honorable et parfaitement officielle aux côtés des œuvres originales. Il n'y a pas de problème, le fastueux Charles de Bouteville n'hésitait pas à accrocher dans son palais vénitien, au milieu de ses collections, quelques copies d'œuvres qu'il n'avait pu se procurer. C'est oublier également que la copie fait partie de l'arsenal éducatif de tous les artistes, impressionnistes compris.

La conscience de Daniel Delamarre est, de toute façon, parfaitement tranquille : « On me reproche seulement d'avoir commercialisé une idée simple », déclare-t-il. Très sûr de lui, volubile, il discourt au milieu de ses

toiles : les *Faveurs de la rue de Berny* de Manet, le *Danés* de Klimt, les *Footballeurs* du Douanier Rousseau, le *Maison du Père Lacroix*, de Cézanne, un grand *Nu* de Modigliani. Son histoire, racontée par lui-même, ressemble à un conte bleu. Tôt initié à l'art grâce au séjour qu'il a fait dans les maisons d'enfants de la Fondation Rothschild, cet élève médecin fait vite fortune dans le textile. Mais pas suffisamment pour se payer les toiles dont il rêve : Corot, Renoir... Déception. Pour le consoler, une amie prétend lui fournir la copie « parfaite » d'un de ses tableaux favoris : le *Fighting Tamerlane* de Turner. Le résultat dépasse ses espérances. Daniel Delamarre a trouvé là son chemin de Damas, et, pense-t-il, un bon filon financier. A trente-quatre ans, il laisse tomber le textile pour ouvrir une fabrique d'authentiques faux.

A la recherche des mercenaires

Avant toutes choses, il prend ses précautions pour se garder de toutes actions judiciaires. Seules les œuvres d'artistes morts depuis plus d'un demi-siècle — et donc tombées dans le domaine public — seront copiées. Les tableaux ne seront jamais reproduits deux fois (rien ne l'oblige pourtant à respecter cette clause), et si le format diffère légèrement de celui de l'œuvre originale, c'est à la demande des héritiers de l'artiste ou des sociétés d'auteurs avec qui il est en négociation constante.

Ensuite, il lui a fallu trouver des pincesaux mercenaires. Une ancienne-fonctionnaire du ministère de la culture belge, Daniëlle Van Statten, lui débouque une équipe de praticiens chevronnés : « J'en ai vu trois mille pour en choisir quinze », affirme-t-elle fièrement. Tous réclament l'anonymat le plus absolu, car « ce sont des artistes à part entière. Chacun a un nom, un marchand et une cote », murmure, mystérieux, Daniel Delamarre.

Ces Rembrandt de l'ombre travaillent d'après les originaux

quand ils le peuvent. Sinon, ils utilisent des échantillons de grande taille qui leur sont fournis avec la commande. « Mais auparavant, nous Danie Van Statten, nous nous livrons à une étude minutieuse de l'œuvre : grain et apprêt de la toile, palette du peintre... La copie achevée — un mois est nécessaire — nous comparons le résultat avec l'original pour faire les derniers retouches ».

Si l'on en juge par ce qui est accordé sur les canisses de la galerie, l'examineur est parfois bien indulgent. Or fort myope, il est quand même difficile, par exemple, de prendre les deux Gauguin qui s'y trouvent pour des œuvres authentiques du peintre. Ces différences de qualité expliquent sans doute l'étendue de la fourchette des prix demandés : de 30 000 F à 100 000 F. Un écart officiellement justifié par la « notoriété du copiste ».

Le public a l'air de suivre : vingt-huit titres sur soixante-six ont été, nous dit-on, vendus depuis l'ouverture de la galerie et vingt-six commandes sont en cours. Les motivations des acheteurs sont multiples : plaisir de posséder une toile donnant l'illusion de l'original, désir d'assurer la couleur de ses rideaux à celle d'un tableau choisi sur catalogue, volonté de doubler une œuvre authentique déposée dans un coffre, goût du bluff, rappel d'un tableau jadis possédé...

Collés de Daniel Delamarre sont simples : gagner de l'argent avec une idée simple et éradiquer la copie, qui a accompagné l'histoire de la peinture jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle. Avec le secret espoir que ces copies « uniques » prennent un jour de la valeur et que ce second marché devienne à son tour une valeur de placement... Une idée fixe.

EMMANUEL DE ROUX.

(1) Le premier numéro de cette émission, « Haute curiosité », proposée par Maurice Rheims et Léo Schoer, sera diffusée le dimanche 31 janvier à 22 heures.

EXPOSITIONS

Gonzalez, Smith, Saint-Jacques

Signes

Dessins de sculpteurs et première exposition personnelle d'un jeune peintre : l'expression d'un sens liée à une forme presque abstraite.

Il n'est pas d'histoire de la sculpture qui n'accorde une place à Julio Gonzalez. Il n'est pas non plus qui ne rappelle, et légitimement, la place de Picasso dans son œuvre. Le premier apprenti se succède, en 1929, comment travailler et modeler le métal, et l'on se défend mal contre l'idée que c'est le second qui suggère à premier quels effets tirer de ces procédés. Gonzalez fait donc un bon élève de disciple talentueux. C'est un peu simpliste. Les dessins de Gonzalez le prouvent (1).

Ainsi que Picasso conçoit ses sculptures comme des aggrégats de volumes, Gonzalez les définit d'une géométrie linéaire. L'espace que son maître-élève envahit par la prolifération de la forme, lui le traverse, le perce ou le circonscrit. L'un s'inscrit dans l'autre. Et dans ces figures de plus en plus avancées et allégoriques, abstraites, l'on veut mais d'une abstraction chargée de mouvements et d'allures corporelles. Chaque dessin, chaque fer, apparaît comme l'épure d'une expression.

On pourrait dire le même chose de David Smith, sculpteur américain de la génération de l'expressionnisme abstrait et grand admirateur de Gonzalez. On ne voit cependant ici que quelques croquis peu aboutis qui se rattacheront à ses œuvres les plus géométriques. L'hommage reste peu éloquent, malgré le voisinage de quelques dessins de Sankiewicz, autre Américain, autre fondateur, autre inventeur d'assemblages. Stanke-

wicz et Smith cherchent à retrouver la statue, ou l'idole, par l'accumulation et l'allusion. Leurs abstractions ne naissent ni du hasard ni du hasard, mais de la conviction que l'on peut s'exprimer par le truchement de formes non descriptives.

Il est intéressant, et peut-être rassurant, de découvrir que cette conviction, qui était celle d'un Kandinsky ou d'un Klee, n'a point perdu tous ses défenseurs. Elle en trouve même à nouveau parmi les peintres de trente ans, au premier rang desquels se trouve Camille Saint-Jacques. Pour sa première exposition personnelle (2), celui-ci présente des huiles et des œuvres sur papier où il mélange sucs et pastels. Cette technique autorise de fort beaux effets de matière, mais elle est moins surprenante encore que l'inspiration.

Saint-Jacques dessine et peint des « choses », qui ont densité, volume et couleur, des « choses » qui ressemblent fortement à des corps, à des sculptures primitives, des armes ou des vêtements. Il les dispose dans l'espace de l'œuvre comme pour une scénographie symbolique, fondée sur la transposition du réel et sur l'évocation d'une sorte de mémoire mythologique des formes. Chaque image balance entre la douceur et une noire violence, sans tomber dans l'une ni dans l'autre. Ni transfigurant, ni post-moderne, cette peinture a de la poésie et de la force. Elle est de celles, peu nombreuses, qui aident à ne pas désespérer entièrement de l'art actuel.

PHILIPPE DAGEN.

(1) Galerie Zabricka, 37, rue Quincampoix, 75004 Paris, jusqu'au 26 février.

(2) Galerie Guy Meudines, 11, rue Neuve-Popincourt, 75011 Paris, jusqu'au 13 février.

VENTES

Créations de Lalique salle Drouot

Du verre sous le marteau

Quelque trois cent soixante créations en verre de René Lalique vont être dispersées à la salle Drouot.

Pas de pièces exceptionnelles, mais quelques beaux objets créés entre 1900 et 1945 dans cette collection amassée par Hector Favrat, directeur des ateliers Lalique pendant plus de cinquante ans. Il est très rare aujourd'hui qu'une vente de cette taille soit consacrée à ce maître verrier, dont chaque œuvre, de la plus simple à la plus sophistiquée, porte son nom.

Au début du siècle, Lalique a commencé par exécuter des bijoux art nouveau, en assemblant des matières hétéroclites : or, argent, pierres précieuses, émail et verre. Sa réputation dans ce domaine éveilla l'intérêt du parfumeur Croy, qui n'était pas encore le microbolant patron de presse de l'après-guerre. Il lui confia le dessin de ses flacons. Cette association donna naissance à l'industrie du flaconnage personnalisé. La première de ses réalisations, « Hélotrope », en verre blanc transparent, sera mise aux enchères pour 2 500 francs.

Flacons, boîtes à poudre, à crème, vaporisateurs en verre aux noms évocateurs, sont l'un des points forts de cette collection. Les plus célèbres parfumeurs d'avant-guerre — Houbigant, Lubin, d'Orsay — et certains

grands couturiers comme Worth ou Lanvin, qui possédaient leurs propres lignes de parfums, seront au rendez-vous : la fameuse bouteille en verre blanc étoilé « Dans la nuit », de Worth, sera mise aux enchères à 2 000 francs. Ses deux jumelles, encore plus rares, une boîte à poudre signée dans la masse doit démarquer à 3 000 francs.

Dans les années 20, Lalique revient à ses premiers amours, les bijoux, et met à leur service son expérience du verre. Broches, colliers, épingles à cheveux, pendentes et médailles, tout est en verre. Ce qui ne va pas sans inconvénients. Le bracelet « Engrènement », qui sciaillait cruellement le poignet des élégantes de l'époque, fut retiré de la vente au bout de quelques mois. Il n'en est que plus rare et estimé à 3 000 francs.

Par la suite, les ateliers sortirent d'innombrables candéliers, bonbonnières, encensoirs, cachets, vases, luminaires et des statuettes animales ou humaines : une femme nue baptisée « Côte d'Azur » est évaluée à 15 000 francs. Elle avait été distribuée gratuitement en 1929 aux voyageurs de première classe du train de luxe qui portait ce nom. « Rose », un presse-papiers à la cire perdue, retrouvé au fond d'une cave à charbon, sera mis aux enchères à 25 000 francs.

Ces estimations, relativement basses pour une vente sans réserves, pourraient attirer les amateurs et créer ainsi des surprises. La production de Lalique entre les deux guerres est en effet très recherchée aujourd'hui. Un bouchon de radiateur en forme de hibou a été vendu l'année dernière 340 000 francs. Et les « vitelles », maisons de parfums comme Houbigant ou Roger & Gallet s'attachent certains flacons à prix d'or pour constituer une collection complète de leur production.

ALICE SEDAR.

★ Salle Drouot, lundi 25 janvier, à 11 heures et à 14 heures.

COULISSES

Des musées changent de tête

Plusieurs permutations ont eu lieu à la direction de musées en France. Alain Suzanne Pagé, directrice de l'ARC, remplace Bernadette Contenson — qui part à la retraite — à la tête du Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Armand Brejon de Lavergnes est maintenant responsable du Musée des beaux-arts de Lille à la place d'Hervé Oursel, lui-même chargé du Musée national de la Renaissance au château d'Euouen. Monique Laurent, conservateur en chef du Musée Rodin s'occupe désormais de la coordination de « La route vers l'art ». Elle est remplacée par Jacques Vilain. Rappelons enfin que Pierre Rosenberg est depuis la fin de l'année dernière à la tête du département des peintures du Musée du Louvre.

La Rome antique est à Caen

La grande passion de Paul Bigot durant toute sa vie (1870-1942) fut la Rome antique. Cet architecte, qui ne laissa qu'un seul bâtiment notable (celui de l'Institut d'art et d'archéologie à Paris, de style toscano-romain) a surtout travaillé pendant trente ans à une réplique au quart centième de la capitale de l'empire romain au quatrième siècle après Jésus-Christ. Cette œuvre couvre 70 mètres carrés. Relégués dans les combles de l'Institut après sa mort, des morceaux seraient aujourd'hui en casse au Musée des monuments français.

Un des disciples de Bigot, Henri Bernard, également architecte — il dessina les plans de la Maison à la radio, — en donne une réplique à la ville de Bruxelles et une autre à l'université de Caen. Si la première est en bon état, la seconde est laissée à l'abandon depuis quinze ans. François Hinard, professeur à l'université de cette ville, a créé une association pour la réhabilitation de ce travail de Romain. « Il faut 1 million de francs », précise le professeur Hinard, qui a obtenu l'autorisation de commercialiser des répliques moulées en plâtre de certaines parties du plan.

LIVRES

Le Sueur de retour

Le Sueur, « ce doux génie d'une mélancolie pâleur » (dixit Théophile Gautier), n'avait point encore trouvé son biographe. Son « génie » était bien méconnu, et passablement oublié. Alain Mérot a choisi de l'analyser en profondeur, d'aller bien au-delà des parallèles habituels, Le Sueur et Zurbaran, Le Sueur et Poussin, et de réunir le catalogue raisonné de l'œuvre.

Sa monographie est ce que devraient être toutes les monographies scientifiques : bien écrite, savante sans bavardages, claire, mesurée, et donc convaincante. Elle donne de la peinture française de la première moitié du dix-septième siècle une vision nouvelle. Quant au catalogue, qu'en dire, sinon qu'il est d'une monumentalité érudite et que, selon toute vraisemblance, il est de ceux qui doivent faire autorité sur leur sujet !

Ph. D.

★ *Eustache Le Sueur, de Alain Mérot*, Ed. Arténa, 478 pages, 570 planches, 500 F.

PLTIT
O D E N
1 8 h 3 0
19 JANVIER - 21 FEVRIER
et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre
Pièce de
I.P. CARASSO et J.C. SUSSFELD
d'après
HOWARD BUTEN
mise en scène
LIZA VIET

THEATRE 71
MALAKOFF 46.55.43.45
13 JANVIER - 14 FEVRIER
L'AMANTE ANGLAISE
de Marquente Duras
Mise en scène, Charles Tordjman • Décors, Yannis Kokkos
avec Coco Falgoutier, François Clavier, Christian Dillaud
Production, Théâtre Populaire de Lorraine

COMPAGNIE LAURENT TERZIEFF
CE QUE VOIT FOX
de JAMES SAUNDERS
THEATRE LA BRUYERE 46 74 76 99

سكننا من الاجل

سكنا من العمل

Culture

CINÉMA

« Une femme honnête », de Huang Jianzhong

La dame au petit mari

Une jeune fille mariée à un enfant de six ans. La situation n'est pas banale, mais ça se passe en Chine, avant Mao.

Elle est chinoise, jeune et jolie, sérieuse et souriante, n'a qu'un malheur : avoir dix-huit ans avant la victoire du « Grand Timonier » en 1949 sur les forces de l'obscurantisme. C'est ainsi que Yu Xiangzhan (interprétée, en 1983, par Cong Shan, en passe d'être LA star de Pékin à l'exportation) se retrouve mariée à un charmant bambin de six ans, Weiwei, en vertu d'une vieille coutume féodale, dont il n'est pas certain qu'elle ait totalement disparu des coins reculés de l'ex-empire du Milieu : en mariant un fils très tôt, le père devenait le concubin de sa bru, laquelle engendrait donc des frères pour son mari et non des fils, avant que ce dernier devenu adulte ne l'abandonne pour une plus fraîche et ainsi de suite.

pière au cou), mais les « camarades » des temps nouveaux n'arrivent-ils pas avec les lumières du divorce pour dissiper ces mariages arrangés ? Dans un film, plagiat de celui-ci, réalisé en 1986 par Xiepei, *La Jeune Fille de Xia Xia*, le brin de caquette entre le gai saisonnier et l'insouciant tournait au bambou torride. Point de cela, ici, la femme reste « honnête », mais rien n'est simple, pas plus là-bas qu'ailleurs. Et le plus troublant est de voir le petit mari minuscule s'accrocher à celle qui veut s'enfuir et n'ose pas. Il y a quelques scènes

très étonnantes à ce propos, fort éloignées de la mièvrerie comme de la comédie, d'une élégante bizarrerie qui repose, un peu comme dans *King Kong*, sur le dialogue désigné, impossible, entre des proportions inconciliables. Une histoire singulière et universelle qui ne concerne pas tout à fait que la Chine. Il est d'autant plus dommage qu'un film aussi rare ne soit distribué en France que dans une seule salle - le Cluny-Palace, à Paris - quand on sait qu'à peu près cinq cents millions de Chinois l'ont déjà vu.

MICHEL BRAUDEAU.

« Ange gardien », de Goran Paskaljevic

La défaite de l'homme seul

La misère terrible des tziganes. Le trafic d'enfants. La lutte désespérée d'un courageux journaliste.

D'importantes communautés de tziganes vivent en Yougoslavie, concentrées au Kosovo, en Voïvodine et en Macédoine, dans une profonde misère. Et, chaque année, des milliers d'enfants tziganes sont « loués » pour une durée déterminée, ou vendus à des trafiquants qui les exploitent en Italie, en France, en Autriche. Ils sont dressés à voler, à se prostituer. Les nouveaux marchands d'esclaves qui les exploitent passent le plus souvent à travers les filets de la police.

Sur ce trafic honteux, horrible, Goran Paskaljevic avait, dans les années 70, réalisé un documentaire, tourné pour l'essentiel dans un ghetto tzigane situé à l'emplacement d'un ancien cimetière juif. Le lieu a

hérité le cinéaste yougoslave. Quinze ans plus tard, il est retourné au cimetière juif. Et il a écrit, puis filmé *Ange gardien*. *L'Ange gardien* est, dans la croyance des tziganes, celui qui donne la vie et la reprend, récompense et punit. Le film part de faits vrais pour une histoire dramatique, brutale, émouvante. La mise en scène et les éclairages, extrêmement élaborés, traduisent le rêve humaniste d'un journaliste (interprété par Ljubisa Samardzic), et le cauchemar atroce de la réalité. Ainsi, Goran Paskaljevic propose-t-il une suite de « visions » sur des conditions de vie insupportables, sur les ruses et la mentalité des « roms » et sur un idéalisme dont il constate forcément la faillite.

Dragan, le journaliste, ce bon Samaritain au sourire presque permanent apprend à ses dépens (à la fin du film est terrible), qu'un homme seul ne suffit pas à changer ce monde de misère, de trafic et d'esclavage. Les grands sentiments et la soumission à la mythologie de l'ange Sabya conduisent au même échec, au même obscurantisme.

Les images des punitions infligées aux enfants réfractaires ne relèvent nullement de l'exhibitionnisme. Sans doute, pour alerter l'opinion publique en Yougoslavie et ailleurs, le cinéaste a-t-il dû frapper fort. Mais, c'est pour détruire les illusions de la bonne conscience et situer le problème des tziganes sur le terrain social et politique. Cette œuvre brutale de colère passe volontairement par le spectacle pour se faire entendre au-delà des frontières yougoslaves.

JACQUES SICLER.

« Robocop », de Paul Verhoeven

Le glamour de la machine

50 % film
50 % de publicité
100 % succès.

Si on ne sait pas qui est Robocop, c'est qu'on ne jette jamais un regard sur les kiosques à journaux, où quatre revues au moins affichent en couverture le casque à mentionnière et la bouche virile de la créature.

C'est qu'on refuse obstinément la télévision, où magazines et journaux télévisés ont obstinément montré ladite créature, une sorte de créature de Frankenstein glamour, marchant lourdement dans la neige d'Avoriaz, au festival dont il a fait l'ouverture. Et les présentateurs de répéter avec fougue - preuve qu'il est excellent - le slogan publicitaire du film de Paul Verhoeven, *Robocop* : 50 % homme, 50 % machine, 100 % fic. Et de dire ce que l'on peut lire dans les revues, à savoir que le Grand Prix d'Avoriaz est pratiquement sûr, ainsi que l'oscar des effets spéciaux (mais qui sait ?).

On a vu également à la télévision l'acteur qui joue les 50 %, Peter Weller (Buckaroo Banzai au cinéma) : on l'a entendu confier qu'il avait travaillé six mois pour

trouver les gestes exacts de la machine impossible, ainsi la façon de tourner avec une torsion du cou, en balançant le bras pour entraîner le corps.

L'histoire, car il y en a une, se passe au début du XXI^e siècle à Detroit, où, pour lutter contre une criminalité épouvantable, les ingénieurs d'un consortium - dirigé par des gens plus attachés à leurs bénéfices qu'au bien de la nation - ont fabriqué un robot qui ressemble à un sinistre crabe et tire en aveugle.

D'ailleurs, au cours de la démonstration, comme il est mal réglé, c'est le massacre. Mais voilà que, lors d'une arrestation sanglante, Peter Weller, qui est encore simple flic, est abattu sous les yeux de sa partenaire, Nancy Allen. A la suite de quoi il va être transformé en Robocop. Il est programmé en « justicier impitoyable, mais qui ne tire pas en aveugle » et sait reconnaître les bons des méchants, grâce à ce qui reste de son cerveau. En ce temps-là on n'aura pas encore inventé l'équivalent des cellules grises.

La suite est celle de tout film où un justicier débarrasse la ville des méchants, y compris de ceux qui n'en ont pas l'air. Paul Verhoeven, auteur du tendre et désespéré *Turkish Delice*, du picaresque *la Chair et le sang*, se limite avec *Robocop* au standard bien fait d'actions et de violence. Il dit qu'il a voulu parler de ses obsessions morbides, et que derrière l'intrigue on peut lire une parabole à tendances mystiques. C'est difficile à confirmer, car après une demi-heure on a oublié ce qui se passe dans le film.

On se souvient de quelques séquences - les interventions burlesques et terrifiantes du premier robot lourd - et surtout celle qui sert à la promotion, quand le Robocop tire sur un violeur à travers les jambes écartées de la jeune fille, sans la blesser bien entendu. Mais on n'oublie pas *Blade Runner* et Harrison Ford, *Terminator* et Schwarzenegger...

COLETTE GODARD.

LETTRES

M. Michel Debré candidat à l'Académie française

L'Académie française a enregistré, jeudi 21 janvier, la candidature de M. Michel Debré, soixante-seize ans, ancien premier ministre, au fauteuil du duc de Broglie, l'un des six actuellement vacants au quai Conti.

MUSIQUE

Mort du chef d'orchestre Evgeni Mravinski

Evgeni Mravinski, le directeur musical de l'Orchestre de Leningrad, est mort d'une crise cardiaque, a annoncé mercredi 20 janvier l'agence Tass. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Mravinski était une autorité incontestée, sorte de « commandeur » dont tous les chefs d'orchestre parlaient avec déférence. Une exception, aussi, dans la profession. Né à Saint-Petersbourg, formé à la direction d'orchestre dans sa ville natale, second, puis premier chef au Théâtre Kirov entre 1931 et 1938, il n'avait quitté les rives de la Neva que pour de rares tournées, et son nom avait fini par s'identifier totalement à la formation dont il avait, depuis 1938, la responsabilité. Grâce à sa sévérité proverbiale, à sa discipline féroce, à sa manie de remettre chaque œuvre, avant chaque exécution, complètement sur le métier, la Philharmonie de Leningrad était devenue l'une des toutes premières formations du monde, dans un répertoire très particulier (Tchaïkovski, classiques du vingtième siècle comme Bartok, Prokofiev ou Debussy). Mravinski était le dédicataire de la *Huitième symphonie* de Chostakovitch et avait créé beaucoup d'œuvres de ce compositeur, avant que la politique ne les sépare, dans les années 60.

Son dernier passage en France date de 1982, année où il dirigea son prestigieux orchestre à Dijon. En novembre dernier, quand Menuhin retrouvait Leningrad (*Le Monde* du 26 novembre 1987), Mravinski, malade, avait annulé ses concerts. Pour mesurer l'efficacité et l'autorité de cet infatigable technicien, il reste de rares enregistrements disponibles chez Deutsche Grammophon (les 4^e, 5^e, 6^e de Tchaïkovski sur deux disques compacts) ou en imports japonais (7^e de Sibélius, 2^e de Brahms...).

A.R.

Communication

Les révolutions de la presse écrite

(Suite de la première page.)

Aux côtés des aides directes (allègement des charges téléphoniques et des transports SNCF, aides aux journaux d'informations politiques et générales à faibles recettes publicitaires), figure un éventail d'aides indirectes, qui représentent l'essentiel de la manne : elles vont des tarifs postaux préférentiels à l'exonération de la taxe professionnelle, de l'allègement du taux de la TVA aux avantages fiscaux. Grâce à l'article 39 bis du code des impôts, les entreprises de presse bénéficient en effet d'une franchise d'impôts sur une part de leurs bénéfices à condition qu'ils servent à leur modernisation.

Ce triple encadrement, juridique, industriel et financier, devait assurer le pluralisme par la diversité des titres. Son succès est très relatif. Si l'on dénombre, en 1947, dans l'enthousiasme de l'après-guerre, cent soixante-quinze quotidiens de province et vingt-huit titres pour la presse parisienne, on ne trouve plus aujourd'hui que soixante-dix régionaux et douze titres pour la presse nationale. Mais le principal reproche que l'on peut adresser au dispositif de la Libération est d'avoir maintenu la presse écrite dans un cocon faussement protecteur, alors que l'environnement de la communication évoluait rapidement.

Protégés de la concurrence publicitaire de la télévision jusqu'en 1968, les entreprises de presse peuvent prospérer sans sans se développer. La diversification dans l'audiovisuel est rendue impossible par le monopole public. Le rachat de titres est strictement limité par la loi. Situation d'autant plus difficile que la hausse du prix du papier (qui a quadruplé entre 1970 et 1986), le dérapage des coûts de fabrication et de distribution, vont rapidement ronger les marges bénéficiaires. A cela s'ajoute, pour la presse quotidienne, une érosion inquiétante du lectorat.

La France, cinquième puissance mondiale, ne se situe en effet qu'au vingt et unième rang mondial pour la lecture des journaux (205 quotidiens vendus pour 1 000 habitants, quand le Japon, champion en la matière, en vend 546). Entre 1970 et 1985, alors que la population française passe de 50,7 millions d'habitants à 55 millions et que son niveau d'instruction s'accroît, la diffusion des quotidiens chute de 10 millions d'exemplaires vendus par jour à 8,6 millions (soit 14 % de moins).

La baisse est particulièrement dramatique pour la presse parisienne, dont la diffusion - 34 % de moins en quinze ans - passe de 3,5 millions d'exemplaires à 2,3 millions. La concurrence des autres médias a sans doute sa part

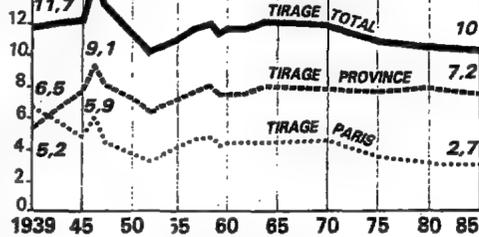
dans cette désaffection. Mais la presse, qui n'a pas su, à temps, répondre aux besoins du lectorat (notamment dans le domaine de la distribution, grâce au portage à domicile déjà pratiqué dans l'Est ou le Nord) et qui a trop longtemps sauvé la face d'une gestion approximative par la seule augmentation du prix du journal, a aussi ses responsabilités. Ces quinze dernières années, le prix moyen d'un quotidien a été multi-

plé par sept quand l'indice des prix de détail ne faisait que quadrupler.

Le paysage idéal dessiné par l'ordonnance de 1944 n'a résisté pas longtemps à la poussée du marché. M. Robert Hersant est le premier à défilier la loi, à se moquer des poursuites judiciaires et à convaincre les banques que la presse écrite peut être un secteur rentable, comme c'est le cas aux Etats-Unis. A partir d'un magazine, *l'Auto-Journal*, et d'une agence de publicité, il tise patiemment sa toile d'araignée. Il s'attaque d'abord à la presse régionale, collectionne les titres (*Centre-Presses*, *Paris-Normandie*, *Nord-Matin*, etc.). Au milieu des années 1970, il prend successivement le contrôle du *Figaro*, de *France-Soir* puis de *l'Aurore*.

La Socpresse comprend aujourd'hui quatre quotidiens nationaux (avec *Paris-Turf*), dix-huit régionaux, une dizaine d'hébdomadaires locaux, des magazines spécialisés, une agence de presse, trois régies publicitaires et de nombreuses imprimeries. Il pèse 6,3 milliards de francs. Cette fulgurante ascension déchaîne la polémique : les uns dénoncent le « fossage du pluralisme », les autres lui savent gré d'avoir sauvé des journaux en difficultés.

YVES-MARIE LABÉ et JEAN-FRANÇOIS LACAN.



En millions d'exemplaires

* Source : déclarations d'imprimeurs

disparition) les périodiques locaux qui existent sur ses marchés. La presse régionale réussit même à canaliser l'offensive des journaux gratuits, secteur fortement concentré entre les mains d'Havas et de la COMAREG, en concluant des accords avec eux. A l'aube des années 80, le développement d'une dizaine de groupes de presse a habilement contourné l'ordonnance de 1944. Le cadre juridique né de la Libération n'est plus qu'une coquille vidée de sa substance. Mais vient de s'emparer d'Hachette en y injectant les capitaux nécessaires à un rapide développement. Groupes industriels et financiers considèrent que le moment est venu de lancer les entreprises de presse dans la grande bataille de la communication.

Demain, la suite de notre enquête : Défi industriel et pluralisme

La surveillance des ondes à l'approche de l'élection présidentielle

La CNCL précise les règles du respect du pluralisme

La surveillance des ondes lors de la campagne pour l'élection présidentielle pose de redoutables problèmes à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Comment faire respecter le pluralisme sur six chaînes de télévision alors que seules les télévisions publiques (A2 et FR3) sont tenues de diffuser les émissions officielles ? Comment veiller à l'égalité de traitement entre tous les candidats alors que M. Jacques Chirac et M. François Mitterrand, s'il se présente, exercent par ailleurs des fonctions officielles ?

Après avoir obtenu confirmation de son rôle par la récente modification du décret de mars 1964, la CNCL a consulté les responsables de l'audiovisuel et les représentants des différents partis. Les treize « pages » viennent d'écrire à tous les présidents de chaîne pour fixer les premières règles du jeu. La Commission distingue trois grandes périodes.

Jusqu'au 22 février, la répartition des temps de parole doit suivre la règle générale des « trois tiers » : un tiers pour le gouvernement, un tiers pour la majorité et un tiers pour l'opposition. Les interventions du président de la République ne sont pas prises en compte dans cette évaluation.

A partir du 22 février (neuf semaines avant le premier tour du scrutin) et jusqu'au 8 avril (date vraisemblable de l'ouverture de la campagne officielle), la proximité

des élections impose un régime spécial. Pour l'actualité « non liée à la campagne », la règle des trois tiers doit s'appliquer pour toutes les émissions (journaux télévisés, magazines et autres). Pour l'actualité « liée à la campagne », la Commission définira dans les prochains jours « un traitement équilibré à instaurer entre les candidats déclarés ou présumés et ceux qui les soutiennent ». Une tentative pour contourner les problèmes posés par une candidature tardive de M. Mitterrand.

Enfin, à partir du 8 avril, la CNCL demande à toutes les stations de radio et de télévision, publiques ou privées, de respecter le principe d'égalité entre les candidats dans les programmes d'information - en ce qui concerne la reproduction ou les commentaires des déclarations et écrits des candidats et la présentation de leur personne ».

D'ores et déjà, la CNCL demande aux chaînes de lui communiquer les listes d'invités dans les émissions d'information prévues jusqu'au 8 avril afin de s'assurer que les équilibres sont bien respectés. Mais les « sages » s'intéressent aussi aux nombreuses personnalités du monde politique, invitées dans les émissions de variétés. Elle « considère qu'il y a lieu de limiter les interventions d'hommes politiques et de tous ceux qui soutiennent les candidats, qui ne pourraient être équilibrés dans les mêmes conditions de programmation et d'audience ».

Publicité : la CNCL met en garde TF1. - La CNCL, dans une lettre à TF1, donne dix jours à la chaîne pour indiquer les mesures qu'elle compte prendre en vue de limiter les dépassements de quotas publicitaires. La CNCL a en effet constaté par trois fois, en décembre, une durée horaire de publicité supérieure aux douze minutes autorisées pour une heure donnée. Alors que TF1, lors de sa dernière assemblée générale, avait minimisé de tels dépassements, la CNCL rappelle qu'elle « n'exclut pas de saisir le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat » en cas de récidive.

Les auteurs-compositeurs veulent limiter les coupures publicitaires. - La Société des auteurs-compositeurs dramatiques (SACD) vient de proposer une modification de la loi Létoury qui interdirait les coupures publicitaires à la télévision dans les œuvres de fiction audiovisuelle diffusées pour la première fois. Ce projet révoit en outre que « ces mêmes œuvres ne peuvent faire l'objet, dès la seconde diffusion, de plus d'une coupure publicitaire, sauf dérogation accordée par la CNCL ». La SACD s'élève également contre le « formatage », c'est-à-dire l'obligation imposée par certains diffuseurs ou producteurs aux créateurs d'écrire les scénarios en fonction des coupures publicitaires.

Un commentateur de télévision américain licencié pour racisme. - Jimmy Snyder, commentateur sportif très connu aux Etats-Unis, a été licencié le 16 janvier par le service des sports de la chaîne CBS pour avoir fait des remarques discriminatoires. Il avait en particulier affirmé que les Noirs faisaient de meilleurs athlètes que les Blancs car ils étaient « devenus pour ça ». Snyder, qui travaillait depuis douze ans au service des sports de CBS, avait affirmé « en outre que les différences entre Blancs et Noirs en matière sportive s'inscrivent à la guerre civile, période esclavagiste où la propriété avait un grand rôle avec une grande robe pour qu'ils aient un grand enfant noir ».

سكنا من الاجل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** Signalisé dans « Le Monde radio-télévision » **F** Film à écrier **M** On peut voir **■** Ne pas manquer **■** Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 22 janvier

TF 1
P 20.40 Variétés : Les uns et les autres. **P** 22.40 Magazine : Uslamin. Magazine de l'extrême. 23.40 Journal. 23.50 La Bourse. 23.55 Série : Les envahisseurs.

A 2
 20.30 Série : Espionne et tals-toi. Les poubelles de la gloire, avec Grace de Capitani, Jean-François Balmer, Sophie Grimaldi. 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Tous les plaisirs du roman », sont invités : Daniel Boulanger (*Jules Bourc*), Franck et Vautrin (*La Dame de Berlin*), Patrick Granville (*L'Atelier du peintre*), Benoit Groult (*Les Vaisseaux du cœur*), François Salvaing (*Misère ! Misère !*), Nicole Avril (*La Peste du diable*). 22.50 Journal. 23.00 Club : M. Smith au Séant m m Film américain de Frank Capra (1939). Avec Jean Arthur, James Stewart, Claude Rains. 1.05 Extra sans frapper.

FR 3
 20.30 Feuilleton : Un jour vendredi. De Luigi Pereilli. Avec Virna Lisi, Jean-Pierre Cassol, Mathilde May (3^e épisode). 21.30 Magazine : Thalassus. De Georges Pernoud. Rivaiges amers. Avec Philippine. 22.15 Journal. Avec un confrère allemand Peter Scholl-Latour. 22.35 Documentaire : Bullerina (3^e partie). Présenté par Natalia Malanova. 23.35 Musicale : Trois années dans la vie de Mozart : les vèpres d'un compositeur (1780).

CANAL PLUS
 20.30 Téléfilm : Les enfants de Steppford. 21.55 Flash d'informations. **P** 22.05 La nuit de film d'art. 3.05 Documentaire : L'été dans la nuit africaine. 4.00 Boîte. Présentation du combat. 4.25 Boxe. Championnat du monde des poids lourds : Mike Tyson (E.U.)-Larry Holmes (E.U.). 5.25 Série : Le retour de Mike Hammer. 6.10 Documentaire : Les allemands du sport.

LA 5
 20.30 Variétés : Les flambeaux du Sénégal. Emission présentée par Stéphane Collaro. En direct de Dakar, remise des prix du dixième Rallye Paris-Alger-Dakar. 22.30 Magazine : Boies de minuit. 0.00 Série : Maigret (rediff.). 1.45 Série : La grande valée (rediff.). 2.55 Série : La cinquième dimension. Lieu maudit (rediff.).

M 6
 20.30 Série : Le Saint. L'héritage. 21.20 Feuilleton : La cinquième de la

Samedi 23 janvier

TF 1
 13.15 Magazine : Reportages. De Michèle Corta et Jean-Claude Paris. Abris à quatorze ans. 13.45 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un télefilm à la carte. 13.50 Série : Matt Houston. 14.50 La Une est à vous (suite). 15.45 Tierscé à Vincennes. 16.00 La Une est à vous (suite). 18.05 Trésors millénaires. Emission de Jean-Pierre Hutin. Miss Dog au pays des Hot-Jeux ; Gros plan : La poule ; A Nantes : Scanner « d'occasion » pour animaux. 18.35 Série : Agence tous risques. Voie de passage. 19.15 Série : Marc et Sophie, l'homme des Righini. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Tapis vert et tirage du Loto. 20.45 Jeux : Interconnections. Animés par Guy Lux et Simone Garnier. France (Brest). Etats-Unis (Denver). Espagne (Cadix). Corée (Kyoung Joli). Invités : Eddy Barclay ; F. Mitterrand ; P. Pechin ; Danièle Ewenou ; Kimera ; Th. Vigneron ; Guy Béart. 22.50 Série : Commissaire Moulins. Choc en retour, avec Yves Renier. 0.30 Journal. 0.35 Série : Les incorruptibles.

A 2
 13.15 Magazine : L'annetee anglaise. De Bernard Rapp. 14.00 Série : Galactica. L'évasion. 15.00 Sports : Basket ; Nantes-ASVEL. 16.45 Les sportifs. Téléball. 17.10 Magazine : Sport passion. Club des dirigeants : Gérard Saillant, conseiller technique au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; cyclisme : présentation des équipes françaises pour le Tour de France. 17.50 Série : Ah ! quelle famille. Cindy. 18.25 Magazine : Entre chien et loup, en Chine. D'Alain Bougrain-Dubourg. Avec la participation de l'Opéra de Pékin. Au sommaire : Oiseaux de compagnie ; Pandas : Les mesures de protection ; Poisson rouge : La couleur du bonheur ; Il revient de loin le matou pékinois. 19.05 INC. Les agences matrimoniales. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Jeu : Bêtes à malices. Présenté par Fabrice. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Champs-Élysées.

A 15 H 30 SUR FR3
"TOUS SUR LE TERRAIN"
 avec le **SERNAMS**

LE SERVICE NATIONAL DE TELEVISION NATIONALE
36 13
 EDUTEL
 POUR AIDER LES PARENTS A GUIDER LEURS ENFANTS

Audience TV du 21 janvier 1988 (BAROMETRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	46,8	Santa Barbara	Actual. région.	Actual. région.	Nulle part	Porte magique	Cher oncle Bill
19 h 45	52,1	Rose tonique	Maguy	Actual. région.	Nulle part	Boulevard	Mon ami Ben
20 h 18	60,5	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	Téles brèves
20 h 55	71,1	Quinz. dominic.	Si j'ai village	Inspect. Harry	Dans le terrain	Face à France	Tant qu'il y aura
22 h 09	64,2	Rick Hunter	Si j'ai village	Inspect. Harry	Dans le terrain	Face à France	Tant qu'il y aura
22 h 44	37,4	Rick Hunter	Édit. spéciale	Journal	S. commando	Cap. Furio	M 6 sans cré

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

plus courtes. 19.00 Série : Cher oncle Bill. Les faussaires. 19.30 Série : Mon ami Ben. Le citoyen du monde. 19.45 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Le frère vert. Le rayon de la mort. 20.30 Série : Le prisonnier. Double personnalité. 21.20 Série : Poigne de fer et éducation. Un plus un égale un. 21.50 Série : Clair de lune. Le train du mystère. 22.40 Série : Portraits crâchés. Romik et Nancy Snow. 23.10 Journal. 23.20 Météo. 23.25 Série : Aventures dans les Iles.

L'orgueilleux. 0.15 Magazine : Damaris (rediff.). 1.00 Musicale : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE
 20.30 Photo-portrait. Bernard Delvalle. 20.45 Dramatique : Les amants de compagnie, de Jean-Marie Ferran. 22.35 Musicale : Opéra. L'homme qui a pris sa femme pour un chapeau, opéra de chambre de Michael Nyman. 0.05 Clair de nuit.

Dimanche 24 janvier

TF 1
 7.00 Bonjour la France, bonjour l'Europe. Journal présenté par Jean Offredo, en direct de Font-Romeu. 8.20 Nicolas le justicier. 9.30 Le cane au grand. 9.02 Dorothea dimanche. Dessins animés ; sketches : Pas de pitié pour les croissants. 10.00 Série : Turan. Alex le Grand. 10.50 Dorothea dimanche (suite). 11.00 Les amants de compagnie. 11.20 Les amants de compagnie. 11.30 Les amants de compagnie. 11.40 Les amants de compagnie. 11.50 Les amants de compagnie. 12.00 Les amants de compagnie. 12.10 Les amants de compagnie. 12.20 Les amants de compagnie. 12.30 Les amants de compagnie. 12.40 Les amants de compagnie. 12.50 Les amants de compagnie. 13.00 Les amants de compagnie. 13.10 Les amants de compagnie. 13.20 Les amants de compagnie. 13.30 Les amants de compagnie. 13.40 Les amants de compagnie. 13.50 Les amants de compagnie. 14.00 Les amants de compagnie. 14.10 Les amants de compagnie. 14.20 Les amants de compagnie. 14.30 Les amants de compagnie. 14.40 Les amants de compagnie. 14.50 Les amants de compagnie. 15.00 Les amants de compagnie. 15.10 Les amants de compagnie. 15.20 Les amants de compagnie. 15.30 Les amants de compagnie. 15.40 Les amants de compagnie. 15.50 Les amants de compagnie. 16.00 Les amants de compagnie. 16.10 Les amants de compagnie. 16.20 Les amants de compagnie. 16.30 Les amants de compagnie. 16.40 Les amants de compagnie. 16.50 Les amants de compagnie. 17.00 Les amants de compagnie. 17.10 Les amants de compagnie. 17.20 Les amants de compagnie. 17.30 Les amants de compagnie. 17.40 Les amants de compagnie. 17.50 Les amants de compagnie. 18.00 Les amants de compagnie. 18.10 Les amants de compagnie. 18.20 Les amants de compagnie. 18.30 Les amants de compagnie. 18.40 Les amants de compagnie. 18.50 Les amants de compagnie. 19.00 Les amants de compagnie. 19.10 Les amants de compagnie. 19.20 Les amants de compagnie. 19.30 Les amants de compagnie. 19.40 Les amants de compagnie. 19.50 Les amants de compagnie. 20.00 Les amants de compagnie. 20.10 Les amants de compagnie. 20.20 Les amants de compagnie. 20.30 Les amants de compagnie. 20.40 Les amants de compagnie. 20.50 Les amants de compagnie. 21.00 Les amants de compagnie. 21.10 Les amants de compagnie. 21.20 Les amants de compagnie. 21.30 Les amants de compagnie. 21.40 Les amants de compagnie. 21.50 Les amants de compagnie. 22.00 Les amants de compagnie. 22.10 Les amants de compagnie. 22.20 Les amants de compagnie. 22.30 Les amants de compagnie. 22.40 Les amants de compagnie. 22.50 Les amants de compagnie. 23.00 Les amants de compagnie. 23.10 Les amants de compagnie. 23.20 Les amants de compagnie. 23.30 Les amants de compagnie. 23.40 Les amants de compagnie. 23.50 Les amants de compagnie. 0.00 Les amants de compagnie. 0.10 Les amants de compagnie. 0.20 Les amants de compagnie. 0.30 Les amants de compagnie. 0.40 Les amants de compagnie. 0.50 Les amants de compagnie. 1.00 Les amants de compagnie. 1.10 Les amants de compagnie. 1.20 Les amants de compagnie. 1.30 Les amants de compagnie. 1.40 Les amants de compagnie. 1.50 Les amants de compagnie. 2.00 Les amants de compagnie. 2.10 Les amants de compagnie. 2.20 Les amants de compagnie. 2.30 Les amants de compagnie. 2.40 Les amants de compagnie. 2.50 Les amants de compagnie. 3.00 Les amants de compagnie. 3.10 Les amants de compagnie. 3.20 Les amants de compagnie. 3.30 Les amants de compagnie. 3.40 Les amants de compagnie. 3.50 Les amants de compagnie. 4.00 Les amants de compagnie. 4.10 Les amants de compagnie. 4.20 Les amants de compagnie. 4.30 Les amants de compagnie. 4.40 Les amants de compagnie. 4.50 Les amants de compagnie. 5.00 Les amants de compagnie. 5.10 Les amants de compagnie. 5.20 Les amants de compagnie. 5.30 Les amants de compagnie. 5.40 Les amants de compagnie. 5.50 Les amants de compagnie. 6.00 Les amants de compagnie. 6.10 Les amants de compagnie. 6.20 Les amants de compagnie. 6.30 Les amants de compagnie. 6.40 Les amants de compagnie. 6.50 Les amants de compagnie. 7.00 Les amants de compagnie. 7.10 Les amants de compagnie. 7.20 Les amants de compagnie. 7.30 Les amants de compagnie. 7.40 Les amants de compagnie. 7.50 Les amants de compagnie. 8.00 Les amants de compagnie. 8.10 Les amants de compagnie. 8.20 Les amants de compagnie. 8.30 Les amants de compagnie. 8.40 Les amants de compagnie. 8.50 Les amants de compagnie. 9.00 Les amants de compagnie. 9.10 Les amants de compagnie. 9.20 Les amants de compagnie. 9.30 Les amants de compagnie. 9.40 Les amants de compagnie. 9.50 Les amants de compagnie. 10.00 Les amants de compagnie. 10.10 Les amants de compagnie. 10.20 Les amants de compagnie. 10.30 Les amants de compagnie. 10.40 Les amants de compagnie. 10.50 Les amants de compagnie. 11.00 Les amants de compagnie. 11.10 Les amants de compagnie. 11.20 Les amants de compagnie. 11.30 Les amants de compagnie. 11.40 Les amants de compagnie. 11.50 Les amants de compagnie. 12.00 Les amants de compagnie. 12.10 Les amants de compagnie. 12.20 Les amants de compagnie. 12.30 Les amants de compagnie. 12.40 Les amants de compagnie. 12.50 Les amants de compagnie. 13.00 Les amants de compagnie. 13.10 Les amants de compagnie. 13.20 Les amants de compagnie. 13.30 Les amants de compagnie. 13.40 Les amants de compagnie. 13.50 Les amants de compagnie. 14.00 Les amants de compagnie. 14.10 Les amants de compagnie. 14.20 Les amants de compagnie. 14.30 Les amants de compagnie. 14.40 Les amants de compagnie. 14.50 Les amants de compagnie. 15.00 Les amants de compagnie. 15.10 Les amants de compagnie. 15.20 Les amants de compagnie. 15.30 Les amants de compagnie. 15.40 Les amants de compagnie. 15.50 Les amants de compagnie. 16.00 Les amants de compagnie. 16.10 Les amants de compagnie. 16.20 Les amants de compagnie. 16.30 Les amants de compagnie. 16.40 Les amants de compagnie. 16.50 Les amants de compagnie. 17.00 Les amants de compagnie. 17.10 Les amants de compagnie. 17.20 Les amants de compagnie. 17.30 Les amants de compagnie. 17.40 Les amants de compagnie. 17.50 Les amants de compagnie. 18.00 Les amants de compagnie. 18.10 Les amants de compagnie. 18.20 Les amants de compagnie. 18.30 Les amants de compagnie. 18.40 Les amants de compagnie. 18.50 Les amants de compagnie. 19.00 Les amants de compagnie. 19.10 Les amants de compagnie. 19.20 Les amants de compagnie. 19.30 Les amants de compagnie. 19.40 Les amants de compagnie. 19.50 Les amants de compagnie. 20.00 Les amants de compagnie. 20.10 Les amants de compagnie. 20.20 Les amants de compagnie. 20.30 Les amants de compagnie. 20.40 Les amants de compagnie. 20.50 Les amants de compagnie. 21.00 Les amants de compagnie. 21.10 Les amants de compagnie. 21.20 Les amants de compagnie. 21.30 Les amants de compagnie. 21.40 Les amants de compagnie. 21.50 Les amants de compagnie. 22.00 Les amants de compagnie. 22.10 Les amants de compagnie. 22.20 Les amants de compagnie. 22.30 Les amants de compagnie. 22.40 Les amants de compagnie. 22.50 Les amants de compagnie. 23.00 Les amants de compagnie. 23.10 Les amants de compagnie. 23.20 Les amants de compagnie. 23.30 Les amants de compagnie. 23.40 Les amants de compagnie. 23.50 Les amants de compagnie. 0.00 Les amants de compagnie. 0.10 Les amants de compagnie. 0.20 Les amants de compagnie. 0.30 Les amants de compagnie. 0.40 Les amants de compagnie. 0.50 Les amants de compagnie. 1.00 Les amants de compagnie. 1.10 Les amants de compagnie. 1.20 Les amants de compagnie. 1.30 Les amants de compagnie. 1.40 Les amants de compagnie. 1.50 Les amants de compagnie. 2.00 Les amants de compagnie. 2.10 Les amants de compagnie. 2.20 Les amants de compagnie. 2.30 Les amants de compagnie. 2.40 Les amants de compagnie. 2.50 Les amants de compagnie. 3.00 Les amants de compagnie. 3.10 Les amants de compagnie. 3.20 Les amants de compagnie. 3.30 Les amants de compagnie. 3.40 Les amants de compagnie. 3.50 Les amants de compagnie. 4.00 Les amants de compagnie. 4.10 Les amants de compagnie. 4.20 Les amants de compagnie. 4.30 Les amants de compagnie. 4.40 Les amants de compagnie. 4.50 Les amants de compagnie. 5.00 Les amants de compagnie. 5.10 Les amants de compagnie. 5.20 Les amants de compagnie. 5.30 Les amants de compagnie. 5.40 Les amants de compagnie. 5.50 Les amants de compagnie. 6.00 Les amants de compagnie. 6.10 Les amants de compagnie. 6.20 Les amants de compagnie. 6.30 Les amants de compagnie. 6.40 Les amants de compagnie. 6.50 Les amants de compagnie. 7.00 Les amants de compagnie. 7.10 Les amants de compagnie. 7.20 Les amants de compagnie. 7.30 Les amants de compagnie. 7.40 Les amants de compagnie. 7.50 Les amants de compagnie. 8.00 Les amants de compagnie. 8.10 Les amants de compagnie. 8.20 Les amants de compagnie. 8.30 Les amants de compagnie. 8.40 Les amants de compagnie. 8.50 Les amants de compagnie. 9.00 Les amants de compagnie. 9.10 Les amants de compagnie. 9.20 Les amants de compagnie. 9.30 Les amants de compagnie. 9.40 Les amants de compagnie. 9.50 Les amants de compagnie. 10.00 Les amants de compagnie. 10.10 Les amants de compagnie. 10.20 Les amants de compagnie. 10.30 Les amants de compagnie. 10.40 Les amants de compagnie. 10.50 Les amants de compagnie. 11.00 Les amants de compagnie. 11.10 Les amants de compagnie. 11.20 Les amants de compagnie. 11.30 Les amants de compagnie. 11.40 Les amants de compagnie. 11.50 Les amants de compagnie. 12.00 Les amants de compagnie. 12.10 Les amants de compagnie. 12.20 Les amants de compagnie. 12.30 Les amants de compagnie. 12.40 Les amants de compagnie. 12.50 Les amants de compagnie. 13.00 Les amants de compagnie. 13.10 Les amants de compagnie. 13.20 Les amants de compagnie. 13.30 Les amants de compagnie. 13.40 Les amants de compagnie. 13.50 Les amants de compagnie. 14.00 Les amants de compagnie. 14.10 Les amants de compagnie. 14.20 Les amants de compagnie. 14.30 Les amants de compagnie. 14.40 Les amants de compagnie. 14.50 Les amants de compagnie. 15.00 Les amants de compagnie. 15.10 Les amants de compagnie. 15.20 Les amants de compagnie. 15.30 Les amants de compagnie. 15.40 Les amants de compagnie. 15.50 Les amants de compagnie. 16.00 Les amants de compagnie. 16.10 Les amants de compagnie. 16.20 Les amants de compagnie. 16.30 Les amants de compagnie. 16.40 Les amants de compagnie. 16.50 Les amants de compagnie. 17.00 Les amants de compagnie. 17.10 Les amants de compagnie. 17.20 Les amants de compagnie. 17.30 Les amants de compagnie. 17.40 Les amants de compagnie. 17.50 Les amants de compagnie. 18.00 Les amants de compagnie. 18.10 Les amants de compagnie. 18.20 Les amants de compagnie. 18.30 Les amants de compagnie. 18.40 Les amants de compagnie. 18.50 Les amants de compagnie. 19.00 Les amants de compagnie. 19.10 Les amants de compagnie. 19.20 Les amants de compagnie. 19.30 Les amants de compagnie. 19.40 Les amants de compagnie. 19.50 Les amants de compagnie. 20.00 Les amants de compagnie. 20.10 Les amants de compagnie. 20.20 Les amants de compagnie. 20.30 Les amants de compagnie. 20.40 Les amants de compagnie. 20.50 Les amants de compagnie. 21.00 Les amants de compagnie. 21.10 Les amants de compagnie. 21.20 Les amants de compagnie. 21.30 Les amants de compagnie. 21.40 Les amants de compagnie. 21.50 Les amants de compagnie. 22.00 Les amants de compagnie. 22.10 Les amants de compagnie. 22.20 Les amants de compagnie. 22.30 Les amants de compagnie. 22.40 Les amants de compagnie. 22.50 Les amants de compagnie. 23.00 Les amants de compagnie. 23.10 Les amants de compagnie. 23.20 Les amants de compagnie. 23.30 Les amants de compagnie. 23.40 Les amants de compagnie. 23.50 Les amants de compagnie. 0.00 Les amants de compagnie. 0.10 Les amants de compagnie. 0.20 Les amants de compagnie. 0.30 Les amants de compagnie. 0.40 Les amants de compagnie. 0.50 Les amants de compagnie. 1.00 Les amants de compagnie. 1.10 Les amants de compagnie. 1.20 Les amants de compagnie. 1.30 Les amants de compagnie. 1.40 Les amants de compagnie. 1.50 Les amants de compagnie. 2.00 Les amants de compagnie. 2.10 Les amants de compagnie. 2.20 Les amants de compagnie. 2.30 Les amants de compagnie. 2.40 Les amants de compagnie. 2.50 Les amants de compagnie. 3.00 Les amants de compagnie. 3.10 Les amants de compagnie. 3.20 Les amants de compagnie. 3.30 Les amants de compagnie. 3.40 Les amants de compagnie. 3.50 Les amants de compagnie. 4.00 Les amants de compagnie. 4.10 Les amants de compagnie. 4.20 Les amants de compagnie. 4.30 Les amants de compagnie. 4.40 Les amants de compagnie. 4.50 Les amants de compagnie. 5.00 Les amants de compagnie. 5.10 Les amants de compagnie. 5.20 Les amants de compagnie. 5.30 Les amants de compagnie. 5.40 Les amants de compagnie. 5.50 Les amants de compagnie. 6.00 Les amants de compagnie. 6.10 Les amants de compagnie. 6.20 Les amants de compagnie. 6.30 Les amants de compagnie. 6.40 Les amants de compagnie. 6.50 Les amants de compagnie. 7.00 Les amants de compagnie. 7.10 Les amants de compagnie. 7.20 Les amants de compagnie. 7.30 Les amants de compagnie. 7.40 Les amants de compagnie. 7.50 Les amants de compagnie. 8.00 Les amants de compagnie. 8.10 Les amants de compagnie. 8.20 Les amants de compagnie. 8.30 Les amants de compagnie. 8.40 Les amants de compagnie. 8.50 Les amants de compagnie. 9.00 Les amants de compagnie. 9.10 Les amants de compagnie. 9.20 Les amants de compagnie. 9.30 Les amants de compagnie. 9.40 Les amants de compagnie. 9.50 Les amants de compagnie. 10.00 Les amants de compagnie. 10.10 Les amants de compagnie. 10.20 Les amants de compagnie. 10.30 Les amants de compagnie. 10.40 Les amants de compagnie. 10.50 Les amants de compagnie. 11.00 Les amants de compagnie. 11.10 Les amants de compagnie. 11.20 Les amants de compagnie. 11.30 Les amants de compagnie. 11.40 Les amants de compagnie. 11.50 Les amants de compagnie. 12.00 Les amants de compagnie. 12.10 Les amants de compagnie. 12.20 Les amants de compagnie. 12.30 Les amants de compagnie. 12.40 Les amants de compagnie. 12.50 Les amants de compagnie. 13.00 Les amants de compagnie. 13.10 Les amants de compagnie. 13.20 Les amants de compagnie. 13.30 Les amants de compagnie. 13.40 Les amants de compagnie. 13.50 Les amants de compagnie. 14.00 Les amants de compagnie. 14.10 Les amants de compagnie. 14.20 Les amants de compagnie. 14.30 Les amants de compagnie. 14.40 Les amants de compagnie. 14.50 Les amants de compagnie. 15.00 Les amants de compagnie. 15.10 Les amants de compagnie. 15.20 Les amants de compagnie. 15.30 Les amants de compagnie. 15.40 Les amants de compagnie. 15.50 Les amants de compagnie. 16.00 Les amants de compagnie. 16.10 Les amants de compagnie. 16.20 Les amants de compagnie. 16.30 Les amants de compagnie. 16.40 Les amants de compagnie. 16.50 Les amants de compagnie. 17.00 Les amants de compagnie. 17.10 Les amants de compagnie. 17.20 Les amants de compagnie. 17.30 Les amants de compagnie. 17.40 Les amants de compagnie. 17.50 Les amants de compagnie. 18.00 Les amants de compagnie. 18.10 Les amants de compagnie. 18.20 Les amants de compagnie. 18.30 Les amants de compagnie. 18.40 Les amants de compagnie. 18.50 Les amants de compagnie. 19.00 Les amants de compagnie. 19.10 Les amants de compagnie. 19.20 Les amants de compagnie. 19.30 Les amants de compagnie. 19.40 Les amants de compagnie. 19.50 Les amants de compagnie. 20.00 Les amants de compagnie. 20.10 Les amants de compagnie. 20.20 Les amants de compagnie. 20.30 Les amants de compagnie. 20.40 Les amants de compagnie. 20.50 Les amants de compagnie. 21.00 Les amants de compagnie. 21.10 Les amants de compagnie. 21.20 Les amants de compagnie. 21.30 Les amants de compagnie. 21.40 Les amants de compagnie. 21.50 Les amants de compagnie. 22.00 Les amants de compagnie. 22.10 Les amants de compagnie. 22.20 Les amants de compagnie. 22.30 Les amants de compagnie. 22.40 Les amants de compagnie. 22.50 Les amants de compagnie. 23.00 Les amants de compagnie. 23.10 Les amants de compagnie. 23.20 Les amants de compagnie. 23.30 Les amants de compagnie. 23.40 Les amants de compagnie. 23.50 Les amants de compagnie. 0.00 Les amants de compagnie. 0.10 Les amants de compagnie. 0.20 Les amants de compagnie. 0.30 Les amants de compagnie. 0.40 Les amants de compagnie. 0.50 Les amants de compagnie. 1.00 Les amants de compagnie. 1.10 Les amants de compagnie. 1.20 Les amants de compagnie. 1.30 Les amants de compagnie. 1.40 Les amants de compagnie. 1.50 Les amants de compagnie. 2.00 Les amants de compagnie. 2.10 Les amants de compagnie. 2.20 Les amants de compagnie. 2.30 Les amants de compagnie. 2.40 Les amants de compagnie. 2.50 Les amants de compagnie. 3.00 Les amants de compagnie. 3.10 Les amants de compagnie. 3.20 Les amants de compagnie. 3.30 Les amants de compagnie. 3.40 Les amants de compagnie. 3.50 Les amants de compagnie. 4.00 Les amants de compagnie. 4.10 Les amants de compagnie. 4.20 Les amants de compagnie. 4.30 Les amants de compagnie. 4.40 Les amants de compagnie. 4.50 Les amants de compagnie. 5.00 Les amants de compagnie. 5.10 Les amants de compagnie. 5.20 Les amants de compagnie. 5.30 Les amants de compagnie. 5.40 Les amants de compagnie. 5.50 Les amants de compagnie. 6.00 Les amants de compagnie. 6.10 Les amants de compagnie. 6.20 Les amants de compagnie. 6.30 Les amants de compagnie. 6.40 Les amants de compagnie. 6.50 Les amants de compagnie. 7.00 Les amants de compagnie. 7.10 Les amants de compagnie. 7.20 Les amants de compagnie. 7.30 Les amants de compagnie. 7.40 Les amants de compagnie. 7.50 Les amants de compagnie. 8.00 Les amants de compagnie. 8.10 Les amants de compagnie. 8.20 Les amants de compagnie. 8.30 Les amants de compagnie. 8.40 Les amants de compagnie. 8.50 Les amants de compagnie. 9.00 Les amants de compagnie. 9.10 Les amants de compagnie. 9.20 Les amants de compagnie. 9.30 Les amants de compagnie. 9.40 Les amants de compagnie. 9.50 Les amants de compagnie. 10.00 Les amants de compagnie. 10.10 Les amants de compagnie. 10.20 Les amants de compagnie. 10.30 Les amants de compagnie. 10.40 Les amants de compagnie. 10.50 Les amants de compagnie. 11.00 Les amants de compagnie. 11.10 Les amants de compagnie. 11.20 Les amants de compagnie. 11.30 Les amants de compagnie. 11.40 Les amants de compagnie. 11.50 Les amants de compagnie. 12.00 Les amants de compagnie. 12.10 Les amants de compagnie. 12.20 Les amants de compagnie. 12.30 Les amants de compagnie. 12.40 Les amants de compagnie. 12.50 Les amants de compagnie. 13.00 Les amants de compagnie. 13.10 Les amants de compagnie. 13.20 Les amants de compagnie. 13.30 Les amants de compagnie. 13.40 Les amants de compagnie. 13.50 Les amants de compagnie. 14.00 Les amants de compagnie. 14.10 Les amants de compagnie. 14.20 Les amants de compagnie. 14.30 Les amants de compagnie. 14.40 Les amants de compagnie. 14.50 Les amants de compagnie. 15.00 Les amants de compagnie. 15.10 Les amants de compagnie. 15.20 Les amants de compagnie. 15.30 Les amants de compagnie. 15.40 Les amants de compagnie. 15.50 Les amants de compagnie. 16.00 Les amants de compagnie. 16.10 Les amants de compagnie. 16.20 Les amants de compagnie. 16.30 Les amants de compagnie. 16.40 Les amants de compagnie. 16.50 Les amants de compagnie. 17.00 Les amants de compagnie. 17.10 Les amants de compagnie. 17.20 Les amants de compagnie. 17.30 Les amants de compagnie. 17.40 Les amants de compagnie. 17.50 Les amants de compagnie. 18.00 Les amants de compagnie. 18.10 Les amants de compagnie. 18.20 Les amants de compagnie. 18.30 Les amants de compagnie. 18.40 Les amants de compagnie. 18.50 Les amants de compagnie. 19.00 Les amants de compagnie. 19.10 Les amants de compagnie. 19.20 Les amants de compagnie. 19.30 Les amants de compagnie. 19.40 Les amants de compagnie. 19.50 Les amants de compagnie. 20.00 Les amants de compagnie. 20.10 Les amants de compagnie. 20.20 Les amants de compagnie. 20.30 Les amants de compagnie. 20.40 Les amants de compagnie. 20.50 Les amants de compagnie. 21.00 Les amants de compagnie. 21.10 Les amants de compagnie. 21.20 Les amants de compagnie. 21.30 Les amants de compagnie. 21.40 Les amants de compagnie. 21.50 Les amants de compagnie. 22.00 Les amants de compagnie. 22.10 Les amants de compagnie. 22.20 Les amants de compagnie. 22.30 Les amants de compagnie. 22.40 Les amants de compagnie. 22.50 Les amants de compagnie. 23.00 Les amants de compagnie. 23.10 Les amants de compagnie. 23.20 Les amants de compagnie. 23.30 Les amants de compagnie. 23.40 Les amants de compagnie. 23.50 Les amants de compagnie. 0.00 Les amants de compagnie. 0.10 Les amants de compagnie. 0.20 Les amants de compagnie. 0.30 Les amants de compagnie. 0.40 Les amants de compagnie. 0.50 Les amants de compagnie. 1.00 Les amants de compagnie. 1.10 Les amants de compagnie. 1.20 Les amants de compagnie. 1.30 Les amants de compagnie. 1.40 Les amants de compagnie. 1.50 Les amants de compagnie. 2.00 Les amants de compagnie. 2.10 Les amants de compagnie. 2.20 Les amants de compagnie. 2.30 Les amants de compagnie. 2.40 Les amants de compagnie. 2.50 Les amants de compagnie. 3.00 Les amants de compagnie. 3.10 Les amants de compagnie. 3.20 Les amants de compagnie. 3.30 Les amants de compagnie. 3.40 Les amants de compagnie. 3.50 Les amants de compagnie. 4.00 Les amants de compagnie. 4.10 Les amants de compagnie. 4.20 Les amants de compagnie. 4.30 Les amants de compagnie. 4.40 Les amants de compagnie. 4.50 Les amants de compagnie. 5.00 Les amants de compagnie. 5.10 Les amants de compagnie. 5.20 Les amants de compagnie. 5.30 Les amants de compagnie. 5.40 Les amants de compagnie. 5.50 Les amants de compagnie. 6.00 Les amants de compagnie. 6.10 Les amants de compagnie. 6.20 Les amants de compagnie. 6.30 Les amants de compagnie. 6.40 Les amants de compagnie. 6.50 Les amants de compagnie. 7.00 Les amants de compagnie. 7.10 Les amants de compagnie. 7.20 Les amants de compagnie. 7.30 Les amants de compagnie. 7.40 Les amants de compagnie. 7.50 Les amants de compagnie. 8.00 Les amants de compagnie. 8.10 Les amants de compagnie. 8.20 Les amants de compagnie. 8.30 Les amants de compagnie. 8.40 Les amants de compagnie. 8.50 Les amants de compagnie. 9.00 Les amants de compagnie. 9.10 Les amants de compagnie. 9.20 Les amants de compagnie. 9.30 Les amants de compagnie. 9.40 Les amants de compagnie. 9.50 Les amants de compagnie. 10.00 Les amants de compagnie. 10.10 Les amants de compagnie. 10.20 Les amants de compagnie. 10.30 Les amants de compagnie. 10.40 Les amants de compagnie. 10.50 Les amants de compagnie. 11.00 Les amants de compagnie. 11.10 Les amants de compagnie. 11.20 Les amants de compagnie. 11.30 Les amants de compagnie. 11.40 Les amants de compagnie. 11.50 Les amants de compagnie. 12.00 Les amants de compagnie. 12.10 Les amants de compagnie. 12.20 Les amants de compagnie. 12.30 Les amants de compagnie. 12.40 Les amants de compagnie. 12.50 Les amants de compagnie. 13.00 Les amants de compagnie. 13.10 Les amants de compagnie. 13.20 Les amants de compagnie. 13.30 Les amants de compagnie. 13.40 Les amants de compagnie. 13.50 Les amants de compagnie. 14.00 Les amants de compagnie. 14.10 Les amants de compagnie. 14.20 Les amants de compagnie. 14.30 Les amants de compagnie. 14.40 Les amants de compagnie. 14.50 Les amants de compagnie. 15.00 Les amants de compagnie. 15.10 Les amants de compagnie. 15.20 Les amants de compagnie. 15.30 Les amants de compagnie. 15.40 Les amants de compagnie. 15.50 Les amants de compagnie. 16.00 Les amants de compagnie. 16.10 Les amants de compagnie. 16.20 Les amants de compagnie. 16.30 Les amants de compagnie. 16.40 Les amants de compagnie. 16.50 Les amants de compagnie. 17.00 Les amants de compagnie. 17.10 Les amants de compagnie. 17.20 Les amants de compagnie. 17.30 Les amants de compagnie. 17.40 Les amants de compagnie. 17.50 Les amants de compagnie. 18.00 Les amants de compagnie. 18.10 Les amants de compagnie. 18.20 Les amants de compagnie. 18.30 Les amants de compagnie. 18.40 Les amants de compagnie. 18.50 Les amants de compagnie. 19.00 Les amants de compagnie. 19.10 Les amants de compagnie. 19.20 Les amants de compagnie. 19.30 Les amants de compagnie. 19.40 Les amants de compagnie. 19.50 Les amants de compagnie. 20.00 Les amants de compagnie. 20.1

Le Monde ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs de Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine

Monsanto

JEUNE INGENIEUR DES VENTES Réf. VM 59/020 AH

Equipements industriels
DIRECTEUR COMMERCIAL INTERNATIONAL Réf. VM 17/2324 A

Biens d'équipements
INGENIEUR D'AFFAIRES FRANCE-EXPORT Réf. VM 17/2324 D
Ville agréable Côte Atlantique

Du Marketing au recrutement
CONSULTANT MFF Réf. VM ED/68/69

Equipements électroniques Sud-Ouest
RESPONSABLE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL Réf. VM 43/670 L

CAI

Auditeur pour débiter... Une carrière bancaire
AUDITEUR MFF Réf. VM 30/1418 AJ

SGD

Unité industrielle 1500 personnes
JEUNE ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL Réf. VM 4/187 AP

JEUNE CADRE FINANCIER Réf. VM 11/477 AT
Grande Ecole de Gestion

BTP
RESPONSABLE SERVICE JURIDIQUE Réf. VM 20/618 B
Paris

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence croisée à :

EGOR
8, rue de Berni - 75008 PARIS
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

UN FORMATEUR EN GESTION ET INFORMATIQUE DE GESTION

(avec suivi pédagogique du groupe). Niveau 2 ou 3 + expérience pour centre de formation prof. de travail-leurs sociaux à Paris. Recrutement immédiat. Envoyer C.V. sous 19 9 353 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

F. 32 ans, sérieux, désire faire tâches ménagères chez personnes âgées à mi-temps ou 3/4 temps. Tél. 42-01-30-04.

J.F. 31 ans. Bacc. trilingue all. franco-ital. DUT en document. Maîtrise information et communication de l'institut français de presse. (Très) bne présent. Goût des contacts. Exp. presse. Débuté chez d'elles.

DOCUMENTALISTE

si possible à responsabilité (mise en place du système documentaire et recherche, recherche, classement et diffusion de l'information). Ecrire sous le n° 5893 LE MONDE PUBLICITE, 8, rue de Montessuy 75007 Paris.

propositions diverses

Ingenieurs, Cadres, Techniciens sans emploi. Consultation par le « GIE-CADRES 101 » d'un nouveau groupe d'entraide à recherche d'emplois ou de missions. Réunions les lundis 1^{er}, 8, 15, 22, 29 février, 12 mars, 1998, 24, rue de Valenciennes, Paris-7^e.

enseignement

Apprenez l'anglais, l'espagnol, le portugais, par la suggestion avec ACCES. Une méthode unique, rapide, agréable, efficace. Tél. : 36-38-80-13 ou 42-77-68-23 (répondeur).

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.
Vds très belle 506 GTI 84 78 000 km, 4000 F.
Tél. 01-42-93-91-50.
Dom. 68-08-23-23 ep. 20 h.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt
182, r. St-Honoré, imm. XVIII^e lég., 2 p., 65 m², sol., carrel., 1 800 000, sem. 14/17 h, 43-28-73-14.

4^e arrdt
MARAIS dans hôtel XVIII^e l^{er} ch., 78 m², coin pr. voir 120 m², 2 600 000, DORESBAY 48-48-43-84.

5^e arrdt
M^e SAINT-MICHEL
bon imm., calm., chf. cont., 6 p., 2 p., entrée, cuis., bns, w.c., 14, r. Brillat-Savarin, samedi-dimanche 14/17 h.

7^e arrdt
LATOUR-MAUBOURG
bon imm., calm., chf. cont., 6 p., 2 p., entrée, cuis., bns, w.c., 14, r. Brillat-Savarin, samedi-dimanche 14/17 h.

13^e arrdt
TOLBIAC
Parquetier vend très beau 2/3 pièces 64 m², 1^{er} étage, récent + parking, 1 000 000, 45-88-77-22.

M^e MAISON-BLANCHE
bon imm., chf. cont., asc., 5 p., 2 p., entrée, cuis., bns, w.c., 14, r. Brillat-Savarin, samedi-dimanche 14/17 h.

15^e arrdt
CHARLES-MICHEL
VUE EXCEPTIONNELLE
SUD 5^e ét., 6 p., 2 sants, terrasse, parking, location, 3 500 000, 45-77-98-88.

16^e arrdt
M^e PORTE-DAUPHINE
Imm. récent gd stp, parking, gd sq, 34 m², 1 ch., dressings, entrée, cuis., 60-1 bms, 1 douche, 2 w.c., 90 m² + balcon sur jardin, 42, AV. BUGEAUD, sem., dimanche 14/17 h.

bureaux

Locations
VOTRE SEGE SOCIAL. Constructions de sociétés et sous serv., 43-55-17-80.

villas
SEVRES
Récent, grande réception + 8 pièces, garage, jardin, parfait état, 48-04-77-04.

propriétés
LA VARENNE très résidentiel, belle ppse, beau ver. paysagé, habit. 280 m² env. avill. garden, bonne exposition, 4 300 000, Ag. Clarys 48-85-83-83.

fonds de commerce
Ventes
AV. PARMENTIER
BAIL A CEDER
boutique tous commerces neuf rénovation PRÈS CLAUDE ET BANGOR. PRIX 420 000 F

viagers
F. CRUZ 42-66-19-00
B. Le Boite, propriétaire, votre dossier viager. Estimé, gratuits, 48 ans d'expérience. Garantie France, 3 000 000 F.

L'AGENDA

Jeune fille au pair

JÉUNES FILLES AU PAIR EN ANGLETERRE
Un organisme possédant 25 ans d'expérience et bien connu pour son efficacité, est en mesure de placer, dans les DELAYS BRÈVES, des JÉUNES FILLES SÉRIEUSES et âgées d'au moins 18 ans, prêtes à apporter une aide efficace à une maîtresse de maison. Des contrôles sur place sont effectués par des ORGANISATRICES LOCALES, de sorte qu'il ne soit pas demandé un temps de travail abusif et que toute jeune fille soit accueillie comme un membre de la famille. Veuillez contacter, E.H.L. 30, 1, New-Diamonds-Victories, 75002 PARIS (1) 42-61-54-20.

Cours

École de théâtre dans un théâtre, une formation approfondie, un enseignement complet.
• Classeuse-moderne.
• Expérience - Les styles de jeu et technique.
• Commande d'art
Etude personnalisée. Rens. 48-38-28-83.

Vacances

Tourisme

Loisirs

BRETAGNE-SUD, PRESQU'ILE DE RHÉVINS, près ports et plages. Choix locations saisonnières juin, juillet, août, septembre (2 semaines et mois complet). Vente maisonnette terrain BENET-CHAUVEL 56370 Sarzeau, 07-41-81-81.

LES DEUX-ALPES

Louez studio 8 ou 13-2 + mats et evit. Tél. : 77-32-31-25.

Le Carnet du Monde

Décès

Nous apprenons le décès de
Robert BOIRE, peintre, sculpteur,

le 21 janvier 1988, à Rouen, dans sa trente-neuvième année.

La crémation aura lieu le mardi 26 janvier 1988, à 8 h 15, à Rouen, au cimetière monumental, avenue Olivier-de-Serre, entrée face cimetière nord.

NI fleurs ni couronnes.

Albague-Boire, 144 bis, rue du Renard, 76 Rouen.

M^e Georges Cassaigne, née Ella Jacobet, son épouse,

M^e Françoise-Elizabeth Nestoux, Léane et Jean-Fabrice, M^e Hélène Cassaigne, M. et M^e Frédéric Cassaigne, La professeur et M^e Xavier Greffe, Guillaume, Grégoire et Lorraine, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part de la mort subite de

Georges CASSAIGNE, contrôleur général des armées (CR), commandeur de la Légion d'honneur, ancien élève de l'école polytechnique, docteur en droit,

survenu le 7 janvier 1988.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le cimetière de famille à Forges-les-Bains, a eu lieu dans le plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Dante, 75005 Paris.

M. et M^e Patrice Compagnon, M^e Bernadette Sabourin, M^e Francis Compagnon, M. et M^e Pierre Cuisot, R.P. Jacques Compagnon, Père blanc,

M. et M^e Jean Tamarille, M. et M^e Jacques Leiraçois, M. et M^e Edmond Malinvaud, ainsi que ses nombreux neveux et nièces, Les familles Compagnon, Drapoux, Campmas, Lottin Bari, Trocno, recommandent à vos prières leur frère, beau-frère et oncle, le

R. P. François-Xavier Marie-Louis COMPAGNON (s. j.),

endormi dans la paix et la joie de Dieu, à Fianararano (Madagascar), le 19 janvier 1988, dans sa soixante-dixième année.

Le conte de Fels et ses enfants, Le conte et la comtesse de la Baume et leurs enfants, Ses dix-sept arrière-petits-enfants, Et son fidèle Joseph Marillet, ont la douleur de faire part du décès de

comtesse de FELS, née Marthe de Camont, officier de la Légion d'honneur, décorée du Croix de Chevalier, survenu le 20 janvier 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 25 janvier 1988, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Association, Paris (16^e).

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière marin de Varengeville (Seine-Maritime).

M^e Michel Maisonneuve, Thierry et Anne-Sophie Maisonneuve, M. et M^e Maurice Maisonneuve, M. et M^e Christian Maisonneuve, M. et M^e André Dumont, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Michel MAISONNEUVE, survenu à Paris, le 9 janvier 1988, à l'âge de quarante-trois ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 13 janvier, à Anvers-sur-Oise. Les familles remercient sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur peine.

A l'occasion du décès de S.A. E^{me} Fr^{ère} Angelo de MOIANA de COLOGNA, LXXVII^e prince et grand maître de l'Ordre souverain militaire et hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte,

un registre de condoléances est ouvert à la représentation officielle de l'Ordre souverain auprès de la France, 92, rue du Ranelagh à Paris (16^e), de 9 h 30 à 12 heures, et de 14 heures à 17 heures.

Fanny Ourevitch, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part de la disparition de

Salomon OUREVITCH, survenue dans sa quatre-vingt-troisième année. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Nos abonnés bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Remerciements

M^e Antoine Vittori, ses enfants, M. et M^e Napoléon Vittori, leurs enfants, ont été très sensibles aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors de décès de

M. Antoine VITTORI, et remercient bien sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

Anniversaires

Le 23 janvier 1987, Réjean ROUSSEAU,

nous quitte.

« Notre chant dans la peine trop grande n'a pu être proféré. Tes amis apparus de toi. » 87220 Feyzin.

Le 21 janvier 1987, Aristot SENECHAL

nos quittait.

Sa famille et ses amis ne l'oublient pas. A cette pensée, nous associons le souvenir de son épouse, Marie-Madeleine SENECHAL, décédée le 11 mai 1985.

Communications diverses

Carole Bernard-Lessne, samedi 23, à 20 h 30. Musique de chambre : ensemble A. Reverdy, Jacob Caixier, piano. Rossini, Haydn, Bach, 10, rue Saint-Claude. Tél. : 42-71-68-19.

Profondément touchés par les témoignages d'affection, de sympathie et d'amitié qui lui ont été manifestés dans cette douloureuse épreuve, prie toutes les personnes qui se sont associées à sa peine, tant par leur présence, leurs messages et envois de fleurs, d'accepter ses sincères remerciements.

127, avenue Aristide-Briand, 94230 Cachan.

M^e Mary Teissier, son épouse, Paul, Patrick et Sébastien, ses fils, M. et M^e Jean Teissier, ses parents, M^e Françoise Fidel, sa sœur, et ses enfants, MM. Bernard et Philippe Teissier, ses frères, leurs épouses et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Marie TEISSIER, survenu le 17 janvier 1988, dans sa cinquante-neuvième année.

3, square Ampère, 78330 Fontenay-le-Fleury.

UN DÉCRET
N° 55-66 du 20 janvier 1988 portant approbation du cahier des missions et des charges de Radio-France internationale.

UN ARRÊTÉ
N° 8 du 9 décembre 1987 relatif aux procédures générales de circulation aérienne pour l'utilisation des aéroports par les avions.

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 79 F

Abonnés 69 F

Communicat. Diverses 82 F

Renseignements : 42-47-95-03

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 22 janvier : UN DÉCRET

N° 55-66 du 20 janvier 1988 portant approbation du cahier des missions et des charges de Radio-France internationale.

UN ARRÊTÉ
N° 8 du 9 décembre 1987 relatif aux procédures générales de circulation aérienne pour l'utilisation des aéroports par les avions.

général de deuxième classe, les commissaires en chef de première classe Maurice Bertrand (nommé directeur du commissariat de la marine à Brest) et Georges Masarelli.

Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Mesnet ; ingénieurs en chef Yves Bertrand, Jacques Guely, Christian Théry, Robert Aymar, Maurice Schuyter et Michel Martinet.

Sont nommés : inspecteur de l'armement pour les poudres et explosifs, l'ingénieur général de première classe Jean Bossion ; chef du service technique des poudres et explosifs, l'ingénieur général de deuxième classe René Amiable.

Service de santé. — Sont nommés : directeur du service de santé de la 2^e région aérienne, le médecin général Gérard Leguay ; chef des services pharmaceutiques et chimiques, conseiller du directeur du service de santé de la 1^{re} région militaire, le pharmacien chimiste général Bernard Dartigues.

Gendarmerie nationale. — Sont nommés : chargé de mission auprès du directeur général de la gendarmerie, le général de division Antonio Jerome ; commandant la 1^{re} région de gendarmerie, le général de brigade Jacques Hérisson.

Défense

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. André Girard, le conseil des ministres du mercredi 20 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes :

Terre. — Sont promus : général de division, les généraux de brigade André Lafont, Amédée Monchal, Pierre Sorbe, Jacques Barguil, Henri Fourcade et Jean-Pierre Legros ; général de brigade, les colonels Yves Ménard, Paul Perrand, Maurice Rozier de Linage, Louis Germain, Michel Léger, Daniel Toulouse, Daniel Roudeillac, Jean Pinatel, Bernard Janvier, Maurice Boute, Roland Vincent, Firmin Danigo et Jean-Louis de Moulins d'Amieu de Beaufort.

Sont nommés : major régional de la 3^e région militaire, le général de division Guy Allemann ; directeur du service central d'études et de réalisation, du commissariat de l'armée de terre, le commissaire général de division Jean-Marie Beurton ; directeur central du génie, le général de division Robert Delorme ; directeur du commissariat de la 4^e région militaire, le commissaire général de brigade Pierre Costedoat-Lamarque ; directeur du commissariat de la 1^{re} région militaire, le commissaire général de brigade Guy Barjou.

Marine. — Sont promus : contre-amiral, le capitaine de vaisseau Paul Allard ; commissaire

général de deuxième classe, les commissaires en chef de première classe Maurice Bertrand (nommé directeur du commissariat de la marine à Brest) et Georges Masarelli.

Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Mesnet ; ingénieurs en chef Yves Bertrand, Jacques Guely, Christian Théry, Robert Aymar, Maurice Schuyter et Michel Martinet.

Sont nommés : inspecteur de l'armement pour les poudres et explosifs, l'ingénieur général de première classe Jean Bossion ; chef du service technique des poudres et explosifs, l'ingénieur général de deuxième classe René Amiable.

Service de santé. — Sont nommés : directeur du service de santé de la 2^e région aérienne, le médecin général Gérard Leguay ; chef des services pharmaceutiques et chimiques, conseiller du directeur du service de santé de la 1^{re} région militaire, le pharmacien chimiste général Bernard Dartigues.

Gendarmerie nationale. — Sont nommés : chargé de mission auprès du directeur général de la gendarmerie, le général de division Antonio Jerome ; commandant la 1^{re} région de gendarmerie, le général de brigade Jacques Hérisson.

Le Monde sur minitel



JOUEZ AVEC LE MONDE

36.15 TAPEZ LEMONDE puis JEUX



SOMMAIRE

■ En s'adaptant aux transformations du monde financier, la Bundesbank va évaluer, sur une base beaucoup plus large, la croissance monétaire, réduisant ainsi une contrainte que subissait le gouvernement ouest-allemand pour définir sa politique économique (lire page 24).

■ Britoil découvre un important gisement pétrolier en mer du Nord britannique (lire ci-dessous).

■ La mobilisation de l'ensemble des différents accords de la Communauté : collectivités, entreprises et individus, est un

des facteurs essentiels de la réussite américaine en matière de création d'emplois (lire ci-dessous).

■ Afin de ne pas peser sur l'indice des prix, EDF ne serait pas autorisée à augmenter ses tarifs le 15 février (lire ci-dessous).

Un colloque au siège de l'OCDE

Aux Etats-Unis, l'emploi mobilise la communauté tout entière

WASHINGTON de notre envoyé spécial

Depuis quelques années maintenant, la réussite américaine en matière d'emploi dans les pays francophones. Comment pour les Etats-Unis, qui ont-ils appris de leur expérience, y a-t-il des éléments transférables ?

Ces derniers mois, les missions se sont multipliées, souvent organisées par la Mission interuniversitaire des échanges franco-américains (MIT-EFA), en liaison avec le ministère de l'Industrie et de la Recherche. La plus récente, en décembre 1987, a été envoyée par M. Philippe Séguin, en vue de préparer le colloque des 21 et 22 janvier.

Libéraux ou non, les participants à ces voyages d'étude reviennent en insistant sur les moyens qui ont permis de développer l'emploi. Les conditions générales, dues à la politique régressive depuis 1981, ont influencé par les données macroéconomiques, n'expliquent pas tout, loin de là. Pour certaines d'entre elles, elles offrent un tableau trop contrasté pour pouvoir conclure, tant les résultats positifs se mêlent aux incertitudes (le Monde du 19 janvier). Après tout, ainsi que l'observe l'un de ces spécialistes, M. Higgins Sibille, auteur d'un rapport introduit au colloque, « il est impossible d'évaluer (...) les conséquences sur l'emploi » du programme politique. L'impact de la déréglementation, par exemple, « n'est pas clair ».

La reste, tout le reste, apparaît vite, à travers des présentations, comment les entreprises, après un certain sur-place, même s'ils jugent parfois redoutables les moyens mis en place ou, pis, quasi-inapplicables, en raison de nos habitudes, voire de notre culture.

Culture : le grand mot est lâché. Un pays qui a que le mot « communauté » à la bouche ne se compare pas comme un autre, la France, qui ne parle que de « collectivité ». Dans un tel, l'intégration au sein de la population suppose de partager ses aspirations et de se sentir, pour une part, comptable de son sort. Etes locaux, employeurs, salariés et habitants se veulent liés par un même pacte et ne sont strictement pas loin de penser que leur bonheur commun dépend d'eux seuls. En France, l'individu s'aime et à la collectivité. Celle-ci représente le recours et le lieu de réclamation, qu'il s'agisse de la commune, du département, aujourd'hui de la

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'Emploi, a ouvert, le jeudi 21 janvier, au siège de l'OCDE à Paris, un colloque organisé avec cette organisation sur « les mécanismes de la création d'emplois », en s'appuyant sur l'exemple américain. « Ce seront les sociétés les plus innovantes qui retrouveront le mieux le défi de l'emploi », a assuré M. Séguin. Tout en voulant rechercher dans la réalité américaine ce qui peut aider à « progresser dans le domaine de l'emploi », le ministre a souligné : « C'est parce qu'il y a l'interrogation sur le processus américain que ses forces et faiblesses émergent, ce que l'on doit chercher à imiter et les risques dont il faut se préserver apparaissent clairement ».

En relation les chercheurs de l'Université avec quelque 300 entreprises industrielles, américaines ou étrangères. A Washington, dans un quartier noir complètement délabré, M. Kim Gray réussit à réhabiliter les logements et à créer des emplois de proximité avec des méthodes qui ne sont pas tellement éloignées de ce que fait M. Gretchen Waters, au Washington Development Council, avec sa pépinière d'entreprises.

Civitas

Aux Etats-Unis, on constate que quelques hommes savent entreprendre, dépasser les civitas, pour créer une dynamique. Cela s'est produit pour l'emploi dans des zones du Massachusetts, du Michigan qui avaient touché le fond ou qui le touchent maintenant. A Detroit, l'ancien vice-président de Ford collabore avec M. Irving Bluestone, lui-même ancien vice-président du syndicat des ouvriers de l'automobile. Les mêmes situations existent à Lowell (le Monde du 14 janvier), à Ann Harbor, à Baltimore ou à Philadelphia. Chez nous, elles relèvent de l'exception.

Les conséquences, en toute hypothèse, sont évidentes. Plutôt que de tout attendre du « tout-Etat », aujourd'hui encore plus absent qu'hier, les « entrepreneurs » prennent en charge avec ce qu'il faut de pragmatisme pour que tout le monde accepte de collaborer. On joue de son environnement, on utilise les atouts dont on dispose et on apprend à tirer toutes les ficelles avec un seul objectif, l'efficacité. Le raisonnement s'applique aussi bien à la reconversion industrielle, au redéploiement des activités qu'aux opérations sociales en faveur des déshérités ou aux programmes d'aide à l'insertion de publics en difficulté, les minorités ethniques comme les jeunes ou les femmes.

Chaque participe, de la banque au travailleur social, de l'entreprise « citoyenne » à l'Etat local, mais, surtout, se soumet aux mêmes règles. A Boston, M. Patricia Hauraty, qui met ses actions en faveur des chômeurs, parle le même langage financier que M. Jim Utterback. Or ce dernier dirige un département au sein du MIT (Massachusetts Institute of Technology), chargé de met-

tre en relation les chercheurs de l'Université avec quelque 300 entreprises industrielles, américaines ou étrangères. A Washington, dans un quartier noir complètement délabré, M. Kim Gray réussit à réhabiliter les logements et à créer des emplois de proximité avec des méthodes qui ne sont pas tellement éloignées de ce que fait M. Gretchen Waters, au Washington Development Council, avec sa pépinière d'entreprises.

Tous, ou presque, savent utiliser les mécanismes de la subvention, de l'emprunt, du crédit, du mécénat, mais plus encore de l'épargne de proximité.

Interventions croisées

A l'Etat fédéral s'est substitué un interventionnisme économique croissant de la part des villes et des Etats. Quarante-quatre ont mis en place des aides au développement ; trente-sept ont créé une agence économique, avec un budget de soutien pour les entreprises, et vingt-deux possèdent un programme de transfert technologique. Au total, on évalue à 25 milliards les sommes investies dans une politique industrielle ; ce qui ne constitue pas la moindre des surprises au pays du libéralisme triomphant.

Mais un tel interventionnisme est rapidement relayé par des apports de toute provenance. A chaque fois, l'« effet levier » est recherché, qui permet avec un dollar d'en trouver cinq ou dix. Au moment du bilan, c'est le « retour » en emplois qui est apprécié.

Des systèmes relais sont instaurés, qui correspondent à chaque phase de la création d'une entreprise, de la mise sur orbite d'un programme donné. Il se trouve des collectivités, des particuliers fortunés, ou même des entreprises pour aider à la naissance, donner le coup de pouce au démarrage puis passer la main à des investisseurs professionnels avant de recommencer. Les uns et les autres combinent les intérêts du marché financier traditionnel, nécessaire-

ment plus réservé, et intervient quand les sociétés de capital risque (« venture capital »), surnommées « les vautours capitalistes » ne flairent pas encore de profits. Quelques chiffres donnent une idée des résultats. Au cours d'une année, les sept cent mille entreprises créées ont drainé 30 milliards de dollars investis en fonds propres, qui proviennent à 30 % des proches, amis ou parents, à 10 % des collectivités (prêts participatifs, prêts à long terme etc.) et à 10 % seulement des banques ou des sociétés de capital risque.

Entrepris depuis plus de quarante ans dans le cas du MIT à Cambridge — mais les Américains font aussi observer que la Silicon Valley vient de loin, — le rapprochement entre les entreprises et les universités ne cesse de porter ses fruits dans la Nouvelle-Angleterre, par exemple. Toutes les sociétés de haute technologie qui sont nées dans la région et se sont implantées le long de la côte nord 128 doivent quelque chose à cet humus patiemment entretenu. Plus que d'autres pays sans doute, les Etats-Unis ont su trouver le moyen rapide pour passer de la recherche à son développement.

A cela, il faut encore ajouter les effets d'une logique industrielle, somme toute empirique. A la différence de la France, qui construit de somptueuses technologies, si possible monumentales, les « communautés » américaines réagissent modestement, à coup sûr. Parout, et même dans des endroits abandonnés par l'emploi, on repart de ce que l'on sait faire, de ce que l'on est. On commence par se réapproprier son passé et on fait le compte de ses atouts, rien de plus. Non, « on fait avec ce que l'on a », et l'on tente de mettre en valeur ses rares chances, comme à Lowell mais aussi comme à Detroit, ministre l'automobile. Une région industrielle perdante encore sur l'industrie, voudrait tirer profit de sa population, de son savoir-faire, de ses équipements et de sa tradition, tout en sachant, parce que c'est l'avenir, s'appuyer sur le développement de son université.

Dans ce scénario, le reflux de l'emploi devient momentané. Positionnés sur les industries de pointe, de nouvelles entreprises reconstruisent le tissu économique local en provoquant l'émergence des services, même mal distribués. Lors d'une deuxième étape, la croissance de ces sociétés entraîne l'engorgement d'un pôle d'activité, où la majeure partie de la population accède enfin à une situation plus confortable.

ALAIN LEBLAIS

BILLET

L'organisation des marchés agricoles

Les illusions de M. François Guillaume

Il est encore des pays où le foin décline plus sûrement que la mitraille. Cette régression de la malnutrition, conséquence de calamités naturelles ou politiques, est pénible à la conscience occidentale, tant les accidents catastrophes accumulés de part et d'autre de l'Atlantique rendent absurdes les millions de « morts de faim » recensés chaque année. Les sobriétés quinze prix Nobel rassemblés ces jours-ci autour du président François Mitterrand le savent bien, qui ont souhaité le vote d'une loi universelle destinée à « enrayer le foin dans le monde ».

Pour le ministre de l'Agriculture François Guillaume, organiser les marchés agricoles en faveur du tiers-monde est devenu un apostolat. Ce n'est pas un hasard si le pape Jean-Paul II, au printemps dernier, a reçu le premier du contenu de ce qu'on appelle aujourd'hui, non sans exagération, le Plan Guillaume. Le 20 janvier au Zénith, à Paris, le ministre payan a présenté à 4 000 jeunes sa philosophie de l'aide, à grand renfort de clips, et d'invités vétéranes (abbé Pierre) accueillie par Michel Drucker.

Pour ce catholique qui a vu le premier tracteur arriver sur la ferme de son père avec le Plan Marshall, dans les années cinquante, l'appui au développement n'est pas une idée en fait. Il y croit. Avec probablement autant de sincérité que d'idéalisme naïf. Car son plan est aussi ambitieux qu'irréalisable, à moins et même à plus lointains échéances. Aux pays scabreux, il

demande de payer au prix fort leurs excédents céréaliers. Aux grandes puissances exportatrices, comme l'Amérique et l'Europe communautaire, il conseille d'en finir avec la grande braderie qui consiste à écarter des stocks céréaliers accumulés de part et d'autre de l'Atlantique. M. Guillaume estime que l'Occident pourrait verser au tiers-monde les moyens financiers de son développement agricole. En droite ligne de la symbiose chinoise, le Nord ne donnerait plus de poisson au Sud (sauf en cas d'urgence), mais lui apprendrait à pêcher...

Accueilli avec enthousiasme par les dirigeants de l'Afrique et d'Asie partie — la plus pauvre — de l'Union, ce plan fait grimacer les grands acteurs des marchés céréaliers. De quel roi M. Guillaume est-il le fou pour prétendre ainsi bouleverser l'équilibre agricole. Les Américains, que le ministre français visite en tant que ministre français en tant que ministre français un page tancu par l'Europe.

Les Soviétiques sont prêts à écouter M. Guillaume, comme les Japonais l'ont fait — politement — l'été dernier. Mais aucun de ces gros acheteurs n'est prêt à accepter une facture céréalière plus élevée, au moment où les « géants du grain » cessent les prix sans discontinuer pour désengorger leurs silos. On ne renonce pas l'arme alimentaire au nom de bons sentiments.

ERIC FOTTORINO

Airbus souhaite assembler des avions aux Etats-Unis

Airbus recherche aux Etats-Unis un partenaire disposant d'une usine où il pourrait assembler des bi-réacteurs A-320. On savait que le consortium européen était en quête, depuis plusieurs mois, d'un partenaire américain. M. Adam Brown, son vice-président chargé de la stratégie, a précisé, dans une interview accordée à l'agence Reuters, qu'Airbus avait besoin d'accroître sa production pour arriver à faire face à l'afflux des commandes des compagnies américaines, qui ont acheté — ferme ou en option — 129 Airbus A-320.

Selon M. Brown, un assemblage final d'Airbus aux Etats-Unis aurait deux avantages : le recours à la main-d'œuvre américaine et une part accrue de pièces fabriquées aux Etats-Unis permettrait d'atténuer les inconvénients d'une chute du dollar. D'autre part, « ils seraient alors beaucoup plus difficile pour les faucons et protectionnistes à tout prix de prétendre qu'Airbus ne joue pas le jeu et met des ouvriers américains au chômage ».

Le « cheval de Troie » que recherche Airbus outre-Atlantique pourrait être McDonnell Douglas, qui a

perdu du terrain par rapport à son confrère Boeing et qui n'arrive pas à renouveler sa gamme d'avions. Malheureusement, il développe un tri-réacteur MD-11 directement concurrent du quadriréacteur d'Airbus A-340. Le « favori » serait plutôt Lockheed, qui ne fabrique plus d'avions civils et dont la chaîne d'assemblage de l'avion militaire cargo C-141, située en Géorgie, tire à la fin.

En tout état de cause, un accord ne pourrait intervenir entre Airbus et l'un de ces deux avionneurs américains, que sur une version allongée de l'A-320, capable d'emporter une quarantaine de passagers de plus que les versions actuellement commercialisées (150 places en deux classes). La mise au point de ce nouvel avion coûterait de 200 à 700 millions de dollars. Le partenaire américain devra financer la recherche, le développement et l'outillage nécessaire à l'assemblage final et à la fabrication de certaines pièces. Les discussions en cours risquent donc de durer encore plusieurs mois.

ALAIN FAUJAS

ENERGIE

Britoil découvre un important gisement pétrolier en mer du Nord britannique

La compagnie britannique Britoil a annoncé, mercredi 20 janvier, la découverte d'un nouveau champ pétrolier important en mer du Nord britannique. Baptisé « Fortis », ce champ est situé au nord-est d'Aberedeen, dans le bloc 9/23R. Il s'agit, de l'avis des meilleurs spécialistes, de l'une des plus importantes découvertes faites dans cette province depuis le début de la décennie.

Ce nouveau champ contiendrait, en effet, selon la compagnie, des réserves récupérables de 200 millions de barils de pétrole et de 16,2 milliards de mètres cubes de gaz ; soit, au total, un peu plus de 300 millions de barils d'équivalent-pétrole. Il se situe donc dans la catégorie des champs importants découverts en mer du Nord au début des années 70, qui, comme le gisement de Murchinson (330 millions de barils de pétrole, 1,5 milliard de mètres cubes de gaz), contiennent au moyenne de 200 à 400 millions de barils de réserve. Au contraire, les gisements dits « marginaux » découverts depuis plusieurs années dans la zone ne contiennent en moyenne que 50 à 75 millions de barils, et, pour les plus gros, comme « Méarces » ou « Terra », au plus 175 millions de barils.

« Fortis », bien qu'intéressant, ne se situe pas toutefois dans la catégorie des « géants », comme Ekofisk, qui contenait au total (avec plusieurs champs, il est vrai) quelque 1 970 millions de barils de pétrole et 2 500 milliards de mètres cubes de gaz.

Largement attendue par les milieux spécialisés, qui savaient avec intérêt les forages conduits par Britoil, cette découverte éclaire d'un jour nouveau la bataille boursière engagée entre les groupes britannique BP et américain ARCO pour le contrôle de Britoil. La petite compagnie pétrolière, qui détient 70 % des parts de la concession (en association avec Hispanoil pour 25 % et Ranger pour 5 %), devrait, en effet, accroître ainsi nettement ses réserves, déjà considérables (un cinquième environ du total de la mer du Nord britannique), ce qui augmente la valeur de ses actifs. Hostile à la tentative de prise de contrôle de son grand rival britannique BP, la direction de Britoil a fait estimer récemment ses actifs par un cabinet d'experts indépendant, lequel a évalué ceux-ci à 3,5 milliards de livres (35 milliards de francs environ), soit 50 % de plus que le montant de l'offre de BP (2,7 milliards de livres).

V. M.

La « politique de l'indice »

EDF ne pourra pas augmenter ses tarifs au 15 février

EDF a perdu. Confrontant à ses espérances et aux dispositions normalement prévues dans son contrat de plan, l'établissement ne sera pas autorisé à augmenter ses tarifs le 15 février. La hausse des prix de l'électricité de 2,5 %, jugée nécessaire par la direction pour équilibrer les comptes en 1988, n'a certes pas été définitivement refusée mais elle a été repoussée de plusieurs mois (elle devrait intervenir vers le milieu de l'année) par les pouvoirs publics, qui en ont fait part ce vendredi 22 janvier au conseil d'administration.

Ce report, dont on ne voit guère d'autre explication que celle de ne pas peser sur l'indice des prix de février avant l'élection présidentielle, va une nouvelle fois décevoir l'établissement, dont le président nous avait déclaré en novembre : « Ce n'est pas une question de politique de l'indice mais de la maison pour en faire bénéficier la clientèle, sans qu'un franc puisse servir au démantèlement, me paraît excessif. Le plan en est que nous terminerons l'année à zéro. Ce n'est pas une politique sage ».

Depuis la signature, le 24 octobre 1984, de son contrat de plan, EDF n'a en réalité pu l'appliquer qu'une fois : en 1985. Le contrat prévoyait en effet qu'une hausse des tarifs au 15 février de chaque année (égale à l'inflation prévue moins 1 %) devrait permettre d'atteindre l'équilibre des comptes

sauf charges nouvelles imposées à l'établissement et affectant le compte d'exploitation. Or, après une hausse de 4,2 % en février 1985, EDF n'a depuis non seulement jamais été autorisée à augmenter ses prix mais a même été contrainte à trois reprises, en décembre 1985, en avril 1986 puis en février 1987, de baisser ses tarifs de 3 % environ.

Il est vrai que les conditions ont changé : le relâchement du programme nucléaire a permis à l'établissement de faire une pause dans ses investissements tandis que la mise en route des centrales nucléaires au début de la décennie allégeait ses coûts de fonctionnement. De plus, la chute des cours du dollar et ceux du charbon ont considérablement réduit le coût des approvisionnements en combustibles, et la chute du billet vert, enfin, a allégé les charges financières, une part importante de la dette étant libellée en dollars.

Après avoir connu des pertes énormes, EDF a donc enregistré en 1985 et en 1986 des bénéfices, et devrait cette année flôter l'équilibre. Reste que l'établissement est l'entreprise la plus endettée de France, avec une dette de 220 milliards de francs (presque un quart du budget de l'Etat), et souhaite profiter d'une conjoncture favorable pour réduire cet endettement.

VÉRONIQUE MAURIS

Principale banque d'affaires italienne

La Mediobanca va être privatisée

ROME de notre correspondant

Après plus de trois ans de débats et de négociations, le conseil d'administration de l'IRI, le grand holding public italien, a approuvé, le jeudi 21 janvier, un plan définitif de restructuration de Mediobanca, la principale et longtemps unique banque d'affaires du pays. La conséquence de cette restructuration est que les grands groupes privés qui en sont membres vont devoir payer le prix de leur forte influence dans cet établissement.

Par le biais d'un syndicat de contrôle, ceux-ci, avec 6,5 % du capital, avaient en effet un pouvoir équivalent à celui du secteur public qui en possédait environ 57 % à travers trois banques nationales (Crédit commercial, Crédit italien, Banque de Rome).

Une formule célèbre résumait cette situation paradoxale : « A Mediobanca, les actions se placent, elles ne se comptent pas ».

Désormais, les actions se comptent. Il a été décidé en effet que la part du secteur public et celle des grands groupes privés seraient désormais équivalentes : 25 % pour chacune des parties. Les 50 % res-

tants seront proposés en Bourse au public. Un nouveau syndicat de contrôle aura pour rôle désormais de prémunir les trois banques publiques et les douze grands partenaires privés contre toute tentative de prise en main extérieure à eux-mêmes. Les grands « privés » devront payer 1 500 milliards de lire (environ 600 milliards de francs) à leurs partenaires publics pour se lier à leur nouveau niveau de participation.

Longtemps dirigé par M. Enrico Cuccia, Mediobanca a joué un rôle déterminant dans l'économie de la péninsule : à une époque où le recours à la Bourse était presque inexistant, l'établissement canalisait à bon compte d'importants fonds publics vers le secteur privé — en garantie de quoi les grandes entreprises lui ont remis d'importants paquets de leurs actions.

Le nouvel administrateur délégué de Mediobanca, M. Antonio Maccanico et M. Romano Prodi, président de l'IRI, ont expliqué que, dans la phase actuelle plus concurrentielle et plus ouverte de l'économie péninsulaire, Mediobanca devait avoir pour objectif d'« aider l'Italie à poursuivre sa modernisation industrielle et à jouer un plus grand rôle dans l'Europe de demain ».

JEAN-PIERRE CLENG

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

سكنا للادب

Défense

Le Monde

JOUEZ AVEC LE MONDE

Économie

REPÈRES

Charbon

Le premier producteur ouest-allemand va supprimer 20 000 emplois

Ruhrkohle, le premier producteur de charbon en RFA, a annoncé son intention de supprimer vingt mille emplois d'ici à 1995. L'entreprise, filiale de la compagnie pétrolière Veba (37,1 %) et du producteur d'électricité VEW (30 %), avait enregistré 220 millions de pertes d'exploitation en 1986. Ruhrkohle va réduire progressivement de 10 millions de tonnes sa production annuelle (46 à 47 millions de tonnes), ce qui entraînera la fermeture de trois mines. Les suppressions d'emplois devraient se faire sans licenciements, par départ en pré-retraite et reconversions.

Le charbon ouest-allemand, jusque-là relativement épargné (notamment grâce à l'obligation faite aux compagnies d'électricité de s'approvisionner exclusivement en houille allemande), ne peut plus faire face à la concurrence. Les aides gouvernementales ont doublé depuis 1984 pour atteindre 10,3 milliards de deutschemarks l'an passé, et Bonn a dû changer de politique. Un plan a été mis sur pied qui prévoit la suppression de trente mille emplois d'ici à 1995 (sur cent soixante-cinq mille) et une réduction de la production de 12 à 16 millions de tonnes, les aides étant accrues mais orientées vers les départs sociaux.

Logement

310 100 mises en chantier en 1987

Selon le ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (statistiques Sicione), le nombre de logements mis en chantier en 1987, en progression de 4,9 % sur 1986, a atteint 310 100, franchissant mieux que prévu la barre « psychologique » des 300 000 logements. La progression des immeubles collectifs est de 4,2 %, tandis qu'elle est plus faible pour l'habitat individuel.

Dette

Rééchelonnement de la dette équatatorienne

L'Equateur a obtenu de ses créanciers publics réunis au Club de Paris, le 20 janvier, un rééchelonnement portant sur 300 millions de dollars d'échéances, a indiqué le ministre des finances, M. Rodrigo Espinosa. Pour la partie des paiements venant à échéance en 1987 (124 millions), un délai de huit ans, dont cinq de grâce, a été accordé. Pour celle due entre le 1^{er} janvier 1988 et février 1989, les délais sont étendus à dix ans, dont cinq de grâce. Les participants au Club de Paris ont tenu compte des difficultés rencontrées par l'Equateur, dont les recettes pétrolières ont chuté de 20,7 % en 1987 après un effondrement de 48 % en 1986.

Défaillances d'entreprises

hausse de 10,7 % en 1987

Le nombre des défaillances d'entreprises a progressé de 10,7 % en 1987, dépassant le seul des 30 000 pour atteindre 30 766 à la fin du mois de décembre dernier, contre 27 802 un an plus tôt.

Selon les dernières estimations de l'INSEE, en chiffres corrigés des variations saisonnières, le nombre de défaillances a augmenté de 34 % pour le seul mois de décembre 1987 (comparé à décembre 1986). Mais l'Institut affirme que « la série des résultats a connu, depuis le milieu de l'année, de si fortes amplitudes d'un mois à l'autre, que l'interprétation en est rendue très difficile ».

Sur l'ensemble de l'année, la hausse des défaillances est particulièrement forte (+ 16 %) dans le bâtiment et le génie civil, mais ce phénomène est dû à l'extension à l'ensemble du domaine d'application de la nouvelle législation sur les faillites, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1986. Pour l'ensemble de l'industrie, la progression est de + 3,2 %, contre 9,3 % pour le commerce, + 10,9 % pour les hôtels, cafés, restaurants, + 16,9 % pour les transports et télécommunications, + 9,6 % pour les services aux particuliers et + 14,2 % pour les services en entreprises.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Erratum

GRAND METROPOLITAN



Dans la lettre aux actionnaires de MARTELL parue dans les éditions du « Monde » du 21 janvier datées 22 janvier, il fallait lire en bas de l'encadré de la page : « LES NOTES D'INFORMATION RELATIVES AUX OFFRES PUBLIQUES EN COURS ONT ÉTÉ PUBLIÉES DANS LA PRESSE DU 19 JANVIER 1988. »

Légère détente sur les taux d'intérêt et raffermissement du dollar

Un léger vent de détente sur les taux d'intérêt et la poursuite de la petite guerre psychologique à laquelle se livrent les marchés monétaires et les responsables des principaux pays industriels ont permis au dollar de se raffermir. Il a suffi que la Réserve fédérale fasse connaître son intention d'intervenir pour que les cambistes, prudents, ne jouent plus momentanément la baisse du billet vert, le jeudi 21 janvier à Wall Street. Cette prudence était renforcée le lendemain à Tokyo par une nouvelle intervention de la Banque du Japon et permettait à la devise américaine de terminer la séance du vendredi 22 janvier à 127,70 yens, près d'un yen de plus que la veille.

Ce redressement se confirmait en Europe, où le dollar s'échangeait, dans la matinée du 21, à 127,75 yens, 1,67 DM et 5,63 FF, annulant les pertes de jeudi. La crainte de nouvelles opérations des Banques centrales avait été renforcée par les déclarations du ministre japonais des finances, M. Kiichi Miyazawa, qui a appelé les opérateurs boursiers et les cambistes à ne pas réagir à toutes les « petites phrases ».

Une recommandation ne manquant pas de sel, M. Miyazawa faisait allusion aux propos du responsable américain pour le commerce international, M. Clayton Yeutter, qui avait semé le trouble en indiquant que le commerce extérieur américain

ne se redresserait pas de façon significative avant le second semestre.

Mais plus que ces déclarations, l'annonce par la Banque du Japon de sa volonté d'assurer de larges liquidités pour soutenir l'activité économique a été bien reçue. Entre le 18 et le 21 janvier, la Banque centrale japonaise a injecté pour 1 400 milliards de yens (10,9 milliards de dollars) de liquidités dans le marché interbancaire. Elle s'est déclarée prête à laisser la masse monétaire progresser à un rythme annuel de l'ordre de 12 % au premier trimestre 1988 et à permettre une baisse des taux d'intérêt à court terme. Au moment où les Pays-Bas annoncent une nouvelle baisse de leur taux de l'escompte de 0,25 % pour le ramener à 3,25 % et où la Bundesbank assouplit ses objectifs monétaires, cette ouverture a été la bienvenue. Les banques japonaises ont immédiatement suivi en s'accordant, vendredi 22 janvier, sur une baisse de 0,2 % (à 5,5 %) de leur taux de base sur les crédits à long terme. Cette décision serait approuvée officiellement lundi 25 pour entrer en vigueur jeudi 28. Seul point noir actuellement au sein du système monétaire européen : la lire s'affaiblit après la décision de la Banque d'Italie d'abandonner les mesures provisoires de contrôle des changes prises l'été dernier pour freiner un mouvement spéculatif contre la monnaie.

Au grand soulagement de ses partenaires

La Bundesbank assouplit sa politique monétaire

Rituelle, la réunion du conseil de la Bundesbank sur les objectifs 1988 de sa politique a donné lieu, le jeudi 21 janvier, à un aménagement d'apparence technique, mais dont la portée est saluée avec soulagement par les partenaires de la RFA. Jasant la carte du pragmatisme au détriment des traditions, l'Institut d'émission a rompu avec quatorze années de pratique méticuleuse et décidé d'évaluer sur une base beaucoup plus large la croissance monétaire.

Une décision délicate. Pour les Allemands, très attachés à l'image de gardien incorruptible de la rigueur hétérodoxe depuis son par la Bundesbank, l'indépendance et la crédibilité de l'Institut d'émission avaient fini par être assimilées à cet exercice annuel : la définition de la croissance monétaire sur la base d'une estimation maximale et minimale d'un cadre sensé assurer une expansion économique raisonnable sans dérive inflationniste et dans lequel la politique du gouvernement, comme des partenaires sociaux, pouvait s'insérer.

Cette recommandation, politiquement contraignante, a joué son rôle jusqu'en 1986. Depuis lors, les objectifs de la Banque centrale ont été dépassés. La masse monétaire, dans sa définition de 1974, le « stock de monnaie » (1) de la Bundesbank, se révélait de moins en moins adaptée à un monde financier en pleine transformation et à un système monétaire international de plus en plus désorganisé. La fourchette de 3 % à 6 % fixée l'an dernier devenait rapidement un reproche constant pour les autorités monétaires ouest-allemandes, la hausse moyenne sur l'année atteignant 8 %, avec des pointes de 10 % durant l'été.

Fallait-il pour autant, comme des économistes réputés le préconisaient, abandonner purement et simplement une telle référence à la masse monétaire ? La prudence et la crainte de voir se lézarder le statut du Commandeur a poussé la Bundesbank au compromis. L'idée même d'objectifs à tenir est sauvegardée, et la fourchette de 3 à 6 %

de 1987 reconduite pour 1988. Sur une base différente, puisque la référence sera désormais l'agrégat dit « M3 » incluant les billets en circulation, les dépôts à vue, les comptes à terme de moins de quatre ans et les comptes d'épargne. Sur cette base, la croissance monétaire de l'an dernier aurait à peine dépassé le plafond de 6 %.

Les critiques verront dans ce changement de définition une simple manœuvre pour réconcilier les faits et les intentions. Ceux-là mêmes qui reprochent souvent à la RFA de s'adapter laborieusement et tardivement aux réalités économiques mondiales ne manquent pourtant pas d'arguments pour défendre la décision de jeudi. A leurs yeux, l'idée même des conséquences inflationnistes inévitables en période de forte croissance monétaire est à réviser à la lumière de nouveaux facteurs. En Allemagne fédérale notamment où l'inflation reste marginale (1 % en 1987, sans doute moins de 2 % cette année), la conjonction de taux d'intérêt bas et de hausse modeste des prix pousse les ménages comme les entreprises à préférer les liquidités, dont la circulation se ralentit et dont la masse augmente sans conséquences inflationnistes. L'incertitude sur les taux de change ne fait qu'accroître ce phénomène pour les sociétés. Quant à la politique d'interventions de la Bundesbank pour mettre un terme à la dépréciation du dollar et à ses conséquences néfastes pour les exportations et la croissance allemande, elle n'accroît que provisoirement la masse monétaire.

Un prudent pragmatisme

On assisterait ainsi à de nouveaux types de comportements — à vrai dire mal connus — allant à l'encontre des théories économiques classiques. Une évolution qui expliquerait notamment que, en dépit du dérapage de la masse monétaire depuis deux ans, l'inflation n'ait, jusqu'à présent, donné aucun signe de résurgence outre-Rhin. Les orthodoxes, comme le président de la Bundesbank, M. Schlesinger, se méfient de telles analyses et estiment qu'à

long terme les vieilles théories se révéleront toujours aussi exactes. Le président de l'Institut d'émission, M. Pöhl, préoccupé de la faible expansion de l'économie allemande, semble prêt, pour sa part, à relever le défi provisoirement tout au moins, et à assurer : « une demande interne soutenue », comme il l'a indiqué le 21 janvier. Quitte à resserrer les verrous du crédit si la moindre menace inflationniste grave se profilait à l'horizon.

En optant pour un prudent assouplissement, il ne fait d'ailleurs qu'emboîter le pas aux autres pays industriels. Voilà des mois que les pays jugés les plus « monétaristes » ont abandonné la masse monétaire comme critère essentiel de leur politique de régulation du crédit. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis en sont les exemples les plus frappants. Sans mésestimer l'importance du signal d'alarme que de tels agissements peuvent apporter, chacun recherche l'indicateur le moins sensible à la volatilité des monnaies et des comportements.

Une telle quête était particulièrement difficile pour la Bundesbank amenée à manœuvrer, sans perte de crédibilité interne, entre trois écueils : un laxisme réel ou supposé, aux retombées inflationnistes, le « haut mal » en RFA ; un excès de rigueur inacceptable pour les Allemands, inquiets de voir leur croissance s'amenuiser ; un isolement sur la scène monétaire internationale dont la Bundesbank connaît mieux désormais les conséquences pour sa monnaie comme pour l'économie. Des écueils d'autant plus redoutables que les dimensions au sein de la coalition gouvernementale prennent de l'ampleur et que le contre-poids à l'inflation qu'on constituait la chute du dollar et la baisse des cours des matières premières — notamment énergétiques — ne devrait plus jouer cette année.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Cette définition, adoptée au lendemain de l'instauration du flottement des monnaies, recouvre pour moitié les billets en circulation et pour moitié les réserves obligatoires des banques auprès de la Bundesbank — à pourcentage constant.

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	ALTO	ALTEFI	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SELECTIONNEES	AEDIFICANDI	L'U.L.P. INVESTISSEMENTS
Orientation	Obligations françaises	Obligations étrangères et étrangères	90% minimum actions françaises (CEA & Money)	Valeurs françaises diversifiées	Paccos à caractère immobilier	Valeurs étrangères diversifiées
SITUATION AU 31 DECEMBRE 1987						
- Nombre d'actions en circulation	7.499.560	3.239.094	1.064.558	1.437.901	5.429.970	3.076.740
- Actif net total (en millions de F)	1.357,60	666,83	383,42	683,22	3.068,26	1.034,15
réparti comme suit :						
a) France :						
- obligations classiques et indexées	97,4%	54,2%	29,8%	33,9%	37,6%	30,1%
- obligations convertibles	néant	0,3%	3,9%	0,9%	1,3%	0,2%
- actions	1,4%	2,9%	66,9%	41,6%	55,1%	28,4%
b) Etranger : actions et obligations	0,9%	34,9%	néant	28,2%	6,3%	43,2%
c) Disponibilités	0,3%	7,7%	0,4%	3,5%	-0,3%	0,1%
- Valeur liquidative de l'action (en F)	181,08	285,87	360,16	461,24	564,69	336,12
PERFORMANCES AU 31 DECEMBRE 1987						
(dividende net réinvesti lors du détachement)						
- sur une période de 5 ans (depuis le 31.12.82)	+ 98,8%	+ 62,7%	+ 194,5%	+ 161,5%	+ 178,8%	+ 72,4%
- sur une période de 10 ans (depuis le 31.12.77)	+ 265,9%	+ 284,8%	-	+ 466,-%	+ 589,8%	+ 238,-%

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS
45, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS (Tél. 42.66.90.10)
et dans ses diverses agences ainsi qu'auprès des conseillers UAP dûment habilités à cet effet.

EN BREF

● Reprise des vols entre Paris et l'aéroport de la City. — Après enquête, l'administration britannique de l'aviation civile a décidé d'autoriser, à nouveau, les vols entre Paris et l'aéroport de la City de Londres. Inaugurés le 26 octobre, cette liaison permettait aux hommes d'affaires de se rendre dans des avions silencieux à atterrissage court, le Dash-7, jusqu'au cœur de Londres en une heure et quinze minutes. A la suite de plusieurs incidents ayant fait se traduire par des collisions, avec des pleurs notamment, l'administration décidait, le 18 décembre, de suspendre la liaison. La couverture radar ayant été améliorée, les vols de compagnies Eurocity Express et Brymon Airways sont à nouveau possibles. Brymon, associé avec Air France, a donc repris, le 20 janvier, ses rotations au rythme de six aller-retour par jour, du lundi au vendredi, et d'un aller-retour le samedi et le dimanche. Le prix du billet aller-retour s'élève à 2.240 F.

● Recul de la CGT dans le premier collège à Renault-Billancourt. — Lors des élections des délégués du personnel au centre industriel de Renault-Billancourt, le 19 janvier, la CGT a reculé dans le premier collège (tourner). Sur 5 834 inscrits (1 344 de moins qu'en 1987), il y a eu 4 580 votants (- 648) et 4 437 suffrages exprimés (- 612). La CGT a

obtenu 55,21 % des inscrits (- 0,45 point) et 72,59 % des suffrages exprimés (- 6,54 points). Elle perd 8 sièges. La CFDT totalise dans ce premier collège 13,58 % des inscrits (+ 5,49 points) et 17,85 % des exprimés (+ 6,34). FO arrive en troisième position avec 4,37 % des inscrits (+ 0,92) et 5,75 % des exprimés (+ 0,84) devant une alliance CFTC-Syndicat indépendant Renault (SIR), qui a recueilli 2,90 % des inscrits et 3,81 % des exprimés. En 1987, la CFTC et le SIR avaient obtenu légèrement plus de voix en se présentant séparément.

● Aide à la mobilité dans les zones de reconversion. — Pour inciter les salariés, licenciés économiquement, à quitter les zones de reconversion, une nouvelle aide publique a été instituée, a indiqué le ministre des affaires sociales, le 21 janvier. D'un montant qui pourra s'élever jusqu'à 30 000 F, et à 3 000 F par enfant à charge, cette somme viendra en complément de la somme fournie par les entreprises et modulée en fonction de leur taille. Elle sera accordée à toute personne qui se reclassera à plus de 50 kilomètres de son lieu de résidence dans les douze mois après son licenciement. Les zones et les taux seront déterminés par les ministres des affaires sociales et du budget, qui fixeront les éventuelles exonérations pour les entreprises.

سكوا من الأصل

JOUR J+2

Pour gagner et préserver ses places aux tous premiers rangs, Matra met en œuvre une politique de recherche technologique avancée et une politique commerciale combative.

Matra est un grand groupe industriel à vocation internationale réaliste, rentable et indépendant.

Matra est une valeur de croissance. Depuis 1984, son chiffre d'affaires et ses bénéfices sont en augmentation.

Matra est une valeur de rendement. Chaque année depuis 12 ans ses actionnaires reçoivent un dividende.

Matra est une valeur d'avenir. En gagnant des contrats qui assurent le moyen et long terme, dans les secteurs les plus diversifiés et les plus porteurs, Matra prépare et conforte son avenir et celui de ses actionnaires.

Les plus grandes entreprises européennes l'ont compris en choisissant de former le groupement d'actionnaires stables de Matra.

Prix de l'action: 110 F.

Du 20 au 27 janvier. Offre Publique de Vente des actions Matra.

Téléphonez au 47.30.42.42. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers.



حسبنا من الاجل

Marchés financiers

سكزا من الاجل

Tout en enregistrant une reprise sur le livret A

L'Ecurieul veut poursuivre sa diversification

Reprise du livret A et poursuite de la diversification : tels ont été les deux faits saillants pour le réseau Ecurieul en 1987, « une année très satisfaisante », selon M. Jean-Pierre Thiolon, président du directoire du Ceecep, organisme qui fédère l'ensemble des Caisses d'épargne.

Le livret A, ce placement simple, sûr et fiscalement avantageux, a retrouvé les faveurs des Français, sans excès cependant. Le montant total des fonds sur livrets A dans les Caisses d'épargne a augmenté en 1987 de 3,7 % (atteignant 444,5 milliards de francs à la fin de l'année). Présentant, jeudi 21 janvier, les résultats des trois cent soixante-quatre caisses du réseau Ecurieul, M. Jean-Pierre Thiolon a cependant souligné que cette progression n'avait rien d'exceptionnel. L'encours, qui avait diminué en 1986 (de 0,5 %), avait augmenté à un rythme équivalent en 1984 et 1985.

Cette reprise du livret A, sensible en particulier au cours du second semestre 1987, ne traduit pas une panique des épargnants à la suite de la crise boursière de l'automne, même si, reconnaît M. Thiolon, « les formes d'épargne les plus sûres connaissent un regain d'intérêt ». En fait, en 1987, les retraits nets sur livrets A ont encore été supérieurs aux dépôts (de 2,7 milliards de francs), l'augmentation de l'encours global (de 15,8 milliards) provenant d'une capitalisation des intérêts (pour 18,5 milliards).

Mais au-delà du redressement « relatif » du livret A, M. Thiolon a surtout insisté sur la diversification en cours du réseau des Caisses d'épargne. Globalement, les dépôts de la clientèle se sont accrus en 1987 de 49 milliards de francs (à 743 milliards), soit une hausse de 6,4 %. Les deux tiers de l'activité nouvelle ont porté sur d'autres formes de placements que le livret A (comptes titres, comptes chèques, FCP, emprunt Ecurieul...).

Les Caisses d'épargne ont également considérablement accru leur activité de prêts. Le montant total des engagements de crédits a doublé l'an dernier, atteignant à la fin de 1987 58 milliards de francs. Les crédits aux particuliers (consommation, habitat...) ont augmenté de 35 %, les nouveaux prêts aux collectivités locales ont atteint 20 milliards de francs. Enfin, les crédits bancaires aux artisans, commerçants et petites et moyennes entreprises sont passés de 540 millions de francs en 1986 à 2,4 milliards en 1987.

Au total, le produit net bancaire du groupe aura progressé l'an dernier de 25 %, ce qui devrait permettre de dégager en 1987 un résultat net d'exploitation consolidé sensiblement supérieur à celui de 1986 (3,1 milliards de francs). Pour 1988, le président du directoire a mis l'accent sur « l'enjeu que constitue pour l'Ecurieul le marché de la retraite avec, notamment, la diffusion du P.E.R. (Plan épargne retraite) Ecurieul et sur la nécessité de l'ouverture de la clientèle des PME ».

Marceau-Investissements acquiert 10 % du numéro un mondial des isolateurs en verre

Marceau-Investissements, société de portefeuille créée et dirigée par M. Georges Pébereau, ancien PDG de la CGE, vient d'acquiescer 10 % de la société italienne Fidenza Vetran, deuxième producteur mondial d'isolateurs en verre. Il y a peu, qui a racheté récemment la société française Caraver, numéro un mondial dans ce domaine. La nouvelle entité devrait réaliser en 1988 un chiffre d'affaires de 300 milliards de livres (1,35 milliard de francs) et représenter de 65 % à 70 % du marché mondial de l'isolateur.

Cette acquisition, de l'ordre de 43 millions de francs, porte à 550 millions de francs environ le

portefeuille de Marceau-Investissements, qui dispose encore de 800 millions de francs de disponibilités après sa récente augmentation de capital. Parmi les achats de l'exercice en cours, qui sera clos le 30 juin 1988, figurent des participations dans les noyaux durs de Suez (120 millions de francs), de la Société Générale (120 millions de francs), dans le CCF (45 millions de francs), dans la filiale américaine de Perrier (72 millions de francs), dans les alcools Marnier-Lapostolle (54 millions de francs), plus diverses participations : champagne Laurent Perrier, Franciaplex (stores en plastique), IDI,

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PENARROYA

En réponse à la proposition qui lui avait été présentée par IMETAL, le conseil d'administration a, en sa séance du 19 janvier 1988, agréé un projet de résolution concernant l'émission de 800 000 bons de souscription d'actions Penarroya en contrepartie d'un abandon de créance de 80 millions de francs : la durée de conversion de ces bons en actions au prix de 55 francs par action a été fixée à cinq ans.

L'assemblée générale extraordinaire sera appelée à statuer sur un ordre du jour ainsi complété, sur première convoca-

tion le 5 février ou le 15 février sur seconde convocation.

Le conseil a, d'autre part, approuvé un accord de principe intervenu avec Cogema en vue de l'acquisition par cette dernière des intérêts de Penarroya dans le domaine de l'or en Limousin (participation de 65 % dans la SNC Le Bourneix et dans les recherches de Garelles-Lecuras essentiellement) ; l'opération, qui a lieu dans le cadre du programme de cession d'actifs de Penarroya, est soumise à ratification par les conseils d'administration des sociétés concernées.

COMPAGNIE LEBON

Au cours de sa séance du 19 janvier 1988, le conseil d'administration de la Compagnie Lebon a mandaté son président pour engager des négociations avec la CFAO et pour proposer, lors

d'une réunion prochaine du conseil d'administration, les conditions qui permettraient à celle-ci d'accroître sa participation dans le capital de CDME dans la limite de 34 %.

Le Monde sur minitel

BOURSE :

Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille

36.15 TAPEZ LEMONDE

NEW-YORK, 21 jan. ↑

Incertaine

La Bourse de Wall Street a réagi jeudi 21. Une demande sélective a contenu le déclin du marché, permettant à l'indice Dow Jones de clôturer en légère hausse de 0,17 point, à 1.879,31. Le volume des échanges était relativement faible, 158 millions d'actions ont changé de mains au cours de la séance, contre 182 millions la veille. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses : 791, contre 725, et 429 titres ont été échangés.

La stabilisation du dollar a favorisé une demande sur des titres traités à des niveaux attractifs. Cependant, à plus long terme, les investisseurs craignent toujours que le processus du krach d'octobre ne soit en cours. Les prises de bénéfices sporadiques, depuis que l'indice est passé au-dessous de la barre des 2.000, provoquent la réticence des investisseurs. Le projet de suspension des transactions, en cas de fluctuation de cours trop importante sur un titre, devrait pouvoir rassurer pour l'avenir. Cette proposition, qui pourrait conduire à la plus importante réforme du fonctionnement de la Bourse depuis le 19 octobre, sera examinée lors de la prochaine réunion du conseil d'administration du New York Stock Exchange, le 4 février prochain. Une projection de ce type existe depuis sur de nombreux marchés, et à Paris en particulier. Pour l'instant, à New-York, les cotations sont temporairement arrêchées lorsque le déséquilibre entre les ordres de vente et d'achat est trop important dans le cas, par exemple, d'une annonce de prise de contrôle d'une société.

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
Alcoa	41 3/4	42
Alltel Int'l	72 1/8	72 1/2
A.T.T.	27 7/8	27 1/2
Chrysler	21 1/8	21 1/2
Chemical Bank	21 1/8	21 1/2
Du Pont de Nemours	78 1/8	77 1/4
Eastman Kodak	38 1/2	38 7/8
GenCorp	40 1/2	41 3/4
General Electric	43 1/2	43 7/8
General Motors	61 1/8	60 7/8
Goodyear	57 1/4	56 1/2
I.B.M.	110	110 7/8
J.T.I.	48	48 3/8
Mobil Oil	38 1/2	40 1/4
Pfizer	51 1/4	50 7/8
Schlumberger	78	78 1/2
Taraco	38 1/8	38
Union Carbide	20 1/4	20 1/8
Westinghouse	48 3/4	48 3/8
Xerox Corp.	55 7/8	55 7/8

LONDRES, 21 jan. ↓

Irrégulière

La Bourse de Londres a évolué irrégulièrement à la baisse dans une ambiance tendue et dominée par l'affaiblissement du dollar. L'indice FT des valeurs industrielles terminait en baisse de 5,2 points, à 1.404. Le volume des transactions a augmenté à 25.150, contre 23.393 mercredi. L'annonce d'un gonflement des prêts bancaires en décembre, qui a atteint 4,9 milliards de livres, soit le record de juillet dernier, a aussi contribué à la baisse.

Du côté des OPA, le groupe BAT a enregistré un recul important après l'annonce du rejet de son offre de rachat de l'américain Farnes Group.

Les valeurs exportatrices ont été affectées par le repli du dollar et par l'évolution erratique de Wall Street à son ouverture. Le secteur de la distribution est resté ferme, ainsi que celui de la pharmacie. Les fonds d'Etat ont gagné près d'un demi-point par endroit, tandis que les mines d'or demeuraient inchangées. Enfin, parmi les pertes notables, on notait celles des actions de firmes industrielles, des électroniques et des bancaires.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Saint-Gobain : résultat net** en hausse de 90 % en 1987. — Les ventes du groupe Saint-Gobain ont enregistré, en 1987, une baisse de 1 %, à 76,9 milliards de francs, dus principalement au recul des activités d'entreprises et de services. Le résultat d'exploitation est voisin de 6 milliards (+ 54 %), et le résultat total atteint 3,75 milliards (+ 83 %), après, notamment, des amortissements (3,25 milliards) et des provisions (0,6 milliard) du même ordre qu'en 1986, des frais financiers nets (1,36 milliard) en forte diminution (- 21 %) et des impôts (2,1 milliards) en forte augmentation. Le résultat net (part du groupe) atteint 2,75 milliards (+ 90 %).

Cette progression est due à la fois à la forte amélioration des résultats des activités industrielles (66 % de ventes) et à la réduction des pertes dans les activités d'entreprises et de services (31 % de ventes), de 382 millions en 1986 à 145 millions en 1987. Toutes les branches du groupe ont progressé, 1987 enregistrant, en particulier, un très bon résultat des sociétés industrielles françaises, qui contribuent pour 33 % au résultat net. L'autofinancement du groupe est de 6,44 milliards de francs (+ 20 %) pour des investissements industriels de 4,4 milliards, en hausse de 15 %.

● **Suez devient plus de 5 % du capital de Sodexho.** — La Compagnie financière de Suez a annoncé, jeudi, que sa participation dans la société Sodexho a dépassé le seuil

PARIS, 22 janvier ↓

Débandade

Le nouveau mois boursier de février débute sous le signe de la baisse. La légère amélioration (+ 0,4 %) enregistrée en début de séance aura été éphémère. Dès 11 heures, la tendance s'inverse. Le mouvement s'accroît durant les transactions officielles et descend jusqu'à - 2,4 %. Sous la pression des investisseurs institutionnels, appelés à la rescousse, l'indicateur de tendance revient à - 1,5 %. Mais sous les lambes, le pessimisme s'accroît proportionnellement au gonflement des ordres de vente en provenance de la clientèle particulière. « Les petits porteurs continuent, se bornent à constater un comble, et rien ne peut les rassurer ».

Ainsi, même l'annonce de l'excellent performance de Saint-Gobain en 1987 n'a eu aucun effet. Le titre est resté stable. Ce qui peut être considéré comme une performance dans la situation actuelle. La SCOA n'en finit pas de se dégrader. Après 32 % de baisse jeudi, elle perdait à la veille du week-end 11,55 %. Les valeurs Dassault précèdent du nez avec une perte de 8,51 %, suivies par La Lyonnaise des Eaux, Raffinage et Exor. Le massacre, quant à lui, se poursuivait sur le second marché (voir le marché Affaires). Quelques rares hausses étaient néanmoins enregistrées, dont Eurotunnel. Le titre réagit positivement à l'arrivée prochaine du tunnelier qui commence à creuser dans le cratère.

Sur le MATIF, le contrat de mars continuait à s'apprécier à 55 à 99,50. Depuis le milieu de la semaine, le volume des transactions s'est subitement gonflé pour dépasser les 2 milliards de francs. Les ordres des ventes sont particulièrement nombreux et constituent une large part du volume, beaucoup préférant se désengager avant un éventuel krach, vendredi, à l'issue des transactions, beaucoup de professionnels croyaient du sur. 10 % de baisse en janvier, et près de 2 % pour le premier jour de février. De quel faire réfléchir de nombreux « petits porteurs » durant leur week-end.

TOKYO, 22 janvier ↑

Redressement

Pour la première fois depuis le début de la semaine, la Bourse de Tokyo a terminé en hausse vendredi 22. L'indice Nikkeï des 225 valeurs industrielles a gagné 106,32 points, à 2.776,66 points. La cote, il y avait chuté 137,86 points. C'est une fois de plus grâce à la devise américaine en hausse sur le marché des changes. Le volume des transactions a atteint 158,06 millions de titres, contre 181,66 millions à la séance précédente.

Le ministre japonais des finances, M. Kiichi Miyazawa, a lancé un appel au calme vendredi, en s'adressant aux spéculateurs boursiers, qui réagissent trop vivement aux déclarations des différents responsables internationaux. Il faisait allusion à la réaction aux propos du représentant de la Maison Blanche pour les commentes selon lesquels une réduction du déficit commercial ne serait pas attendue avant la seconde moitié de l'année, et qui avait entraîné une déprime des marchés financiers.

VALEURS	Cours de 21 jan.	Cours de 22 jan.
Alcoa	48 1/2	47 1/2
Amalgamated	1.200	1.180
Amstar	980	960
Bank of America	3.100	3.120
Honda Motor	3.320	3.330
Huachuata	2.220	2.200
Minerals	537	534
Sony Corp.	4.740	4.700
Toyota Motors	1.670	1.650

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.P.S.A.	720	670	Mancini	240	227 50
Alain Mammès	167 20	160 50	Martin Immobilier	280	270
Amis de l'Accueil	350	320	Mérol	112 30	102 50
Aspic	255	250	Mérol Immobilier	262	251 50
B.A.C.	420	405	Mérol Immobilier	109	109
B. Demachy & Associés	347 60	347 60	M.M.B.M.	420	410
B.I.C.M.	650	630	Mérol	154	148
B.I.P.	398 10	395	Mérol Immobilier	488	478
Bolton Technology	655	685	Orléans-Logis	165	158 40
Bolton	601	601	Orléans-Logis	254	254
CB&I	835	835	Par Invest	120	124 80
Calsonic	378 50	377	Par Invest	243 30	243 30
Castel	372 50	371	Par Invest	150	145
Castel	372 50	371	Par Invest	100	100 20
C.D.M.E.	842	875	Par Invest	611	601
C. Equip. Elec.	288	288	Par Invest	1000	1001
C.E.G.I.D.	408 90	392 50	Par Invest	120	120
C.E.S.E.P.	130	130	Par Invest	119 10	111
C.F.P. Commerce	800	805	Par Invest	240	230 40
C.F.I. Industrie	456	450	Par Invest	366	360
Compt. d'Orléans	351 40	350	Par Invest	808	800
CALM	248	240	Par Invest	920	905
Compt. d'Orléans	200	200	Par Invest	300	290
Compt. d'Orléans	408	381 80	Par Invest	300	290
Dacia	140	137	Par Invest	176 80	170
Deleph O.T.A.	2807	2500	Par Invest	552	526
Dominion	1180	1153	Par Invest	355 50	361
Dreille	800	850	Par Invest	217	216
Dreille	800	850	Par Invest	185	185
Dreille	800	850	Par Invest	341 20	341 20
Dreille	800	850	Par Invest	289 80	284 80

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES

le 21-1-88 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Laforge Cop.	1100	71	126	-	-	110	150	-	-
Paribas	280	18	33	38,80	-	18	30	-	-
Peugeot	1000	32	78	-	-	70	-	-	-
Thomson-CSF	136	9	13	-	-	18,50	28,50	-	-
Elf-Aquitaine	240	17	27,50	-	-	28	32	-	-
NSI	1100	16	128	-	-	160	-	-	-

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 janv. 1988

Nombre de contrats : 62 978

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	99,05	97,80	97,45	-
Précédent	98,75	97,55	97	-

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,63 F ↑

Le dollar était plus ferme, vendredi 22, sur les marchés des changes. Dans une ambiance très calme, il repassait du terrain à Tokyo, et clôturait à 127,70 yens, contre 126,80 yens la veille. À Paris, il affichait 5,63 F, contre 5,6035 F au fixing de jeudi.

FRANCFORT 21 jan. 22 jan.

Dollar (en DM) ... 1,6625 1,6700

TOKYO 21 jan. 22 jan.

Dollar (en yen) ... 126,80 127,70

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (22 jan.) ... 7 1/16-7 1/8

New-York (21 jan.) ... 6 1/4-6 1/2

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

Valeurs françaises ... 92,5

Valeurs étrangères ... 102,8

C* des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1987)

Indice général ... 263,5

Indice général ... 256,2

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

20 jan. 21 jan.

Industrielles ... 1.879,14 1.879,31

LONDRES

(indice Financial Times +)

20 jan. 21 jan.

Industrielles ... 1.405,2 1.404

Mines d'or ... 281,5 279,9

Fonds d'Etat ... 88,35 88,59

TOKYO

21 jan. 22 jan.

Nikkei Dow Jones ... 22.718,26 22.876,50

Indice général ... 1.087,13 1.021,51

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

SIX MOIS

SE-U ... 5,6310 5,6340

S can. ... 4,3975 4,4035

Yen (100) ... 4,4060 4,4120

DM ... 3,7708 3,7740

Florin ... 3,9910 3,9940

FB (100) ... 16,1300 16,1450

FS ... 4,1510 4,1565

L (1 000) ... 4,5830 4,5900

E ... 10,0485 10,0595

Rep. + ou dép. -

SE-U ... 6 5/8

DM ... 2 7/8

Florin ... 3 7/8

FB (100) ... 6 1/8

FS ... 8 1/4

L (1 000) ... 8 1/4

E ... 7

6 15/16

3 1/4

4 1/8

Marchés financiers

BOURSE DU 22 JANVIER

Cours relevés à 14 h 55

Règlement mensuel					Règlement mensuel					Règlement mensuel				
VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
ALP 1000	1000	1000	1000	0	ALP 1000	1000	1000	1000	0	ALP 1000	1000	1000	1000	0
ALP 2000	2000	2000	2000	0	ALP 2000	2000	2000	2000	0	ALP 2000	2000	2000	2000	0
ALP 3000	3000	3000	3000	0	ALP 3000	3000	3000	3000	0	ALP 3000	3000	3000	3000	0
ALP 4000	4000	4000	4000	0	ALP 4000	4000	4000	4000	0	ALP 4000	4000	4000	4000	0
ALP 5000	5000	5000	5000	0	ALP 5000	5000	5000	5000	0	ALP 5000	5000	5000	5000	0
ALP 6000	6000	6000	6000	0	ALP 6000	6000	6000	6000	0	ALP 6000	6000	6000	6000	0
ALP 7000	7000	7000	7000	0	ALP 7000	7000	7000	7000	0	ALP 7000	7000	7000	7000	0
ALP 8000	8000	8000	8000	0	ALP 8000	8000	8000	8000	0	ALP 8000	8000	8000	8000	0
ALP 9000	9000	9000	9000	0	ALP 9000	9000	9000	9000	0	ALP 9000	9000	9000	9000	0
ALP 10000	10000	10000	10000	0	ALP 10000	10000	10000	10000	0	ALP 10000	10000	10000	10000	0

Comptant (évaluation)

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
ALP 1000	1000	1000	1000	0	ALP 1000	1000	1000	1000	0	ALP 1000	1000	1000	1000	0
ALP 2000	2000	2000	2000	0	ALP 2000	2000	2000	2000	0	ALP 2000	2000	2000	2000	0
ALP 3000	3000	3000	3000	0	ALP 3000	3000	3000	3000	0	ALP 3000	3000	3000	3000	0
ALP 4000	4000	4000	4000	0	ALP 4000	4000	4000	4000	0	ALP 4000	4000	4000	4000	0
ALP 5000	5000	5000	5000	0	ALP 5000	5000	5000	5000	0	ALP 5000	5000	5000	5000	0
ALP 6000	6000	6000	6000	0	ALP 6000	6000	6000	6000	0	ALP 6000	6000	6000	6000	0
ALP 7000	7000	7000	7000	0	ALP 7000	7000	7000	7000	0	ALP 7000	7000	7000	7000	0
ALP 8000	8000	8000	8000	0	ALP 8000	8000	8000	8000	0	ALP 8000	8000	8000	8000	0
ALP 9000	9000	9000	9000	0	ALP 9000	9000	9000	9000	0	ALP 9000	9000	9000	9000	0
ALP 10000	10000	10000	10000	0	ALP 10000	10000	10000	10000	0	ALP 10000	10000	10000	10000	0

Cote des changes

MARCHE OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
	22/1	22/1	Achat		22/1	22/1
ALP 1000	1000	1000	1000	ALP 1000	1000	1000
ALP 2000	2000	2000	2000	ALP 2000	2000	2000
ALP 3000	3000	3000	3000	ALP 3000	3000	3000
ALP 4000	4000	4000	4000	ALP 4000	4000	4000
ALP 5000	5000	5000	5000	ALP 5000	5000	5000
ALP 6000	6000	6000	6000	ALP 6000	6000	6000
ALP 7000	7000	7000	7000	ALP 7000	7000	7000
ALP 8000	8000	8000	8000	ALP 8000	8000	8000
ALP 9000	9000	9000	9000	ALP 9000	9000	9000
ALP 10000	10000	10000	10000	ALP 10000	10000	10000

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - > : prix précédent - * : marché continu

Handwritten signature or stamp in Arabic script.

سكزا من الاجل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2-3 Le 25 ^e anniversaire de la signature du traité de coopération franco-allemand.	6 M. Léotard à « Questions à domicile ».	8 Le procès des tueurs fous du Brabant.	17 Arts : « Certifié faux » ou les copies sur commande.	23 Aux États-Unis, l'emploi mobile de la communauté tout entière.	Abonnements 2	• Une semaine à Paris, Tokyo, Wall Street. BOURSE
4 La répression dans les territoires occupés par Israël.	- M. Rocard en visite à Londres.	- Procès d'Action directe : jugement le 12 février.	- Ventes : trois cent soixante créations de Laïque.	- EDF ne pourra pas augmenter ses tarifs	Annonces classées 22	• Luchaire, Chaumet, plombiers de l'Elysée : toutes les affaires. FLOU
5 Nicaragua : négociation avec la Contra.	7 M. Barre à l'écart de l'« agitation ».	9 La conférence des Prix Nobel à Paris.	18 Cinéma : Une femme honteuse; Ange gardien; Robocop.	24 Légère détente sur les taux d'intérêt et raffermissement du dollar.	Carnet 22	• Billard, bataille navale, yams, tour d'Hanoi. JEUX
	SPORTS	10 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	- COMMUNICATION : le respect du pluralisme pendant la campagne présidentielle.	26-27 Marchés financiers.	Météorologie 21	Actualité internationale. Sport. Culture. Abonnements. Bourse. 36-15 tapez LEMONDE
	11 Boxe : le championnat du monde des lourds.				Radio-télévision 20	
					Philatélie 21	
					Loto 21	
					Campus 21	

L'affaire des écoutes du CSM

Pyongyang met en garde Séoul contre un nouveau risque de guerre

Pyongyang darait le ton dans la polémique qui l'oppose à Séoul à propos des Jeux olympiques et de l'attentat de novembre dernier contre un avion sud-coréen. Dans un éditorial publié jeudi 21 janvier, l'organe du PC nord-coréen, le *Rodong Shinmun*, a mis en garde Séoul dans des termes menaçants : « Si le Nord et le Sud échouent à résoudre les problèmes en suspens, et en particulier l'arrêt des manœuvres militaires à grande échelle, écrit le journal, notre nation aura du mal à se réconcilier et à s'unifier, la réunification sera de plus en plus lointaine et la nation n'aura d'autre choix que la guerre. »

Accusée de terrorisme par la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon, qui compte prendre des sanctions à son égard, la Corée du

Nord lie donc la crise actuelle à la question des manœuvres conjointes américano-sud-coréennes « Team Spirit ». Chaque année, Pyongyang déclenche sa propagande contre ces exercices, qui mettent en œuvre des dizaines de milliers de soldats et qu'elle qualifie aujourd'hui de « facteur dangereux exacerbant les antagonismes et conduisant la situation dans la péninsule au bord de la guerre ».

A Séoul, le président Chun a répondu à Pyongyang en lançant un appel à la réunification pacifique. Il a cependant accusé le Nord « de terrorisme, d'infiltration et de provocation » et affirmé que des « contre-mesures » devaient être prises pour assurer la protection des JO de Séoul. — (UPI, Reuter.)

L'affaire des écoutes du CSM

Trois inculpations pour « tentative d'atteinte à la vie privée »

Juge d'instruction au tribunal de Paris, M. Gilles Bouloque a inculpé, vendredi 22 janvier, MM. Robert Montoya, Fabien Clardion et Alain Clardion de « tentative d'atteinte à l'intimité de la vie privée ». Ils étaient assistés de M^{es} Francis Szpiner, Ludovic Bourdié et René Dolla-Vial. Le juge manifeste ainsi sa conviction que tous trois avaient bien l'intention de poser une écoute téléphonique quand ils furent arrêtés, le 23 décembre 1987, dans un immeuble du quartier d'Armand-Beau à Paris où résidait M. Yves Lutbert, huissier au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et soupçonné par l'Elysée d'être à l'origine de fuites graves. MM. Montoya et Clardion sont d'anciens gendarmes reconvertis dans les sociétés privées de sécurité et de gardiennage, le premier étant en relation professionnelle depuis 1985 avec M. Christian Prostaut. M. Clardion est un technicien spécialisé dans l'installation d'écoutes téléphoniques à la demande aussi bien des services de police et de gendarmerie que d'entreprises privées.

Le 24 décembre 1987, après trente-six heures de garde à vue dans les locaux de la quatrième division de police judiciaire (DPJ), les trois hommes avaient été relâchés, les policiers ayant estimé que « les diverses investigations entreprises ne permettaient pas d'informer ou confirmer » leur version selon laquelle ils enquêtaient sur un « débiteur » et n'avaient aucunement l'intention de poser une écoute téléphonique. La plainte déposée le 8 janvier par M. Lutbert devait relancer l'enquête, menée sans discontinuer, « et non sans arrière-pensées politiques, estime-on à l'Elysée », par M. Bouloque et par M. Marcel Leclerc, chef de l'inspection générale de la police

nationale (IGPN), saisi sur commission rogatoire du juge.

Quels sont les éléments en possession du juge d'instruction ? Lors des interpellations, les gardiens de la paix assurent avoir vu « dans la gaine technique [de l'immeuble] des fils coupés ». En se rendant à son tour sur les lieux, un inspecteur de la police judiciaire constate, à l'inverse, qu'il n'y a « aucun fil coupé mais un boîtier démonté ». Il est fait appel à un technicien des PTT, qui se rend dans l'immeuble dans l'après-midi du 23 décembre : il ne constate « rien d'anormal sinon la présence d'un fil électrique blanc scotché aux autres fils de notre installation mais qui ne peut avoir aucune utilité ». A part ce fil d'une longueur de 2 mètres — que M. Clardion prétendra avoir scotché « pour faire semblant de travailler dans le local », il n'y a, selon l'homme des PTT « pas de branchement anormal ».

Le problème, c'est que le matériel saisi sur les trois hommes accorde la thèse selon laquelle ils avaient bien l'intention de poser une écoute. M. Clardion avait avec lui un petit magnétophone de marque AIWA, une plaque métallique jaune marquée « RCC-Centre national d'études des télécommunications » et une mallette. M. Montoya était, pour sa part, porteur de deux cassettes de marque Sony, dans la mallette, des clefs, des fiches « jack », une lampe à déssouder, un module électrique pour déclenchement de magnétophone, une lentille pour détecteur infrarouge, 3 mètres de fil souple, un contrôleur universel muni de deux fils de branchement, un combiné d'essai aux pinces crocodiles...

M. Clardion aura beau déclarer qu'il se « déplace toujours avec cette mallette », on ne voit guère son utilité pour une simple « mission confidentielle » de surveillance organisée par M. Montoya. Cette explication semble tenir d'autant moins que M. Clardion ne cachera guère aux policiers que son travail habituel est la pose d'écoutes téléphoniques à la demande de policiers comme de gendarmes. Enfin, à aucun moment, il ne laissera entendre, durant sa garde à vue, avoir été recruté par M. Montoya pour une autre mission que celle visant l'immeuble de M. Lutbert, d'ailleurs très proche de son propre domicile.

G. M. et E. P.

Le numéro du « Monde » daté 22 janvier 1988 a été tiré à 500 817 exemplaires

LA DÉCORATION EN SOLDES !

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Sur le vif

J'ai le vertige

Je sais pas ce qui m'arrive, moi, en ce moment j'ai des vertiges, des étourdissements. Je vois des trucs à la télé : sobornement, Prix Nobel alignés en pingouins sous les lambris dorés de l'Elysée, invités ensuite à psalmodier des hymnes à la gloire de mon Mimi et à protester — c'est pas bien, ça, c'est très mal, — contre le pauvre et le fait au Sahel, au Bangladesh, en Éthiopie.

Et puis là, aujourd'hui, à la radio, ces gens, non, ils vivent pas à Addis-Abeba, ils sont de Rouen. Ils attendent un deuxième enfant. Ils ont pas les moyens de le garder, alors si ça peut intéresser quelqu'un ? Je me suis accroché au lavabo pour pas tomber, prise de tournis.

L'autre matin, même malaise. Là, c'était l'histoire de ce clochard qu'on ramasse dans la rue, qu'on embarque dans sa bagnole et qu'on bouillie pour se faire du fric, toucher une assurance-vie. Remarque, je comprends pas pourquoi ça m'a tellement

secoué. Des clochards, pardon des SDF, sans domicile fixe, des traîne-misère, c'est pas ce qui manque en France, on en a encore des tas, deux millions et demi sinon trois.

J'ai aucune idée de ce que ça a pu coûter, cette petite sauterie des grands OI, cette jolie manœuvre électorale, d'un subtil, d'un habile ! Il est fort, hein, mon Mimi. Kasparov, c'est rien à côté. Entre nous, le PS aurait pu casquer. Ça fait partie de sa campagne. Mais, comme il veut pas que ça se sache, la facture, le vrai facture, elle est pour notre pomme. Tiens, justement, je viens de recevoir mon premier tiers provisionnel. Pas vous ? On veut bien les financer, nous, les partis, c'est pas le problème, simplement, là, on aurait peut-être préféré les fier aux restos du cœur, les quinze millions qu'il leur faudrait pour pas cliquer le porte au nez de ceux qui claquent du bec.

CLAUDE SARRAUTE.

TENNIS : les Internationaux d'Australie

Cash élimine Lendl

Le Suédois Mats Wilander a éliminé son compatriote Stefan Edberg, vendredi 22 janvier, lors des demi-finales disputées à Melbourne, en cinq sets (6-0, 6-7, [5-7], 6-3, 3-6, [6-1]). Wilander rencontrera, dimanche, en finale, l'Australien Pat Cash qui, comme en finale de Wimbledon en 1987, a triomphé du numéro un mondial, le Tchèque Ivan Lendl en cinq sets (6-4, 2-6, 6-2, 4-6, 6-2). C'est la première fois qu'une finale d'un tournoi du grand chelem mette face à face Wilander et Cash.

Pétain à nouveau citoyen d'honneur de Verdun

Le nom de Philippe Pétain a fait sa réapparition au mur de la salle des délibérations du conseil municipal de Verdun (Meuse), d'où il avait disparu depuis 1945. Le nom du vainqueur de la bataille de Verdun avait été inscrit en 1921 à la première place du panneau où figure la liste des citoyens d'honneur de la ville. A la Libération, le maire de Verdun, Gaston Thiabaut (radical-socialiste) qui avait été l'un des quatre-vingts députés à avoir refusé les pleins pouvoirs au maréchal, en juillet 1940, l'avait fait effacer. Mais il avait omis de consulter le conseil municipal. Il y a trois semaines, le maire, M. Barot-Dupont, a fait discrètement réinscrire le nom du maréchal, sans d'ailleurs qu'aucun conseiller municipal ne le remarque. En revanche, le maire, qui demande depuis fort longtemps le rapatriement à Verdun des cendres du maréchal, n'a toujours pas obtenu gain de cause. — (AFP.)

Réunis par M. Chirac

Huit membres du gouvernement discutent de l'avenir de l'éducation

Tous les ministres concernés par le « plan Monory pour l'avenir de l'éducation nationale » ont été réunis, jeudi 21 janvier par M. Jacques Chirac, pour la première fois depuis l'annonce de ce plan, qui prévoit notamment la revalorisation de la condition enseignante. Autour du premier ministre se trouvaient MM. Edouard Balladur (finances), Alain Juppé (budget), René Monory (éducation), Hervé de Charette (fonction publique), Jacques Valade (recherche et enseignement supérieur), ainsi que MM^{mes} Michèle Alliot-Marie (enseignement) et Nicole Catala (formation professionnelle). Selon l'Hôtel Matignon, qui ne fait pas référence au « plan Monory », cette réunion a permis d'arrêter « les lignes générales de la politique du gouvernement en matière d'éducation ».

M. MICHEL ROCARD invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Michel Rocard, député socialiste des Yvelines, maire de Conflans-Sainte-Hippolyte, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », le dimanche 24 janvier, de 18 à 19 h 30.

L'ancien ministre de l'Agriculture, qui a été le premier socialiste à se déclarer candidat à la présidence de la République, répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Louis Andréfouat du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Jean-Yves Bellinger de RTL. Le débat était dirigé par Olivier Mazerolle.

L'hebdomadaire « Médias » candidat à la reprise du « Matin »

L'hebdomadaire spécialisé Médias a déposé, le vendredi 22 janvier, un dossier de reprise du quotidien *le Matin de Paris*, en dépôt de bilan depuis le 18 janvier. Médias, fondé et dirigé par M. Eudes Delafont, beau-frère de M. Francis Bouygues, dont il est le conseiller, prévoit de créer un quotidien spécialisé dans le domaine des médias, qui s'appellerait *le Matin des médias*. L'investissement financier est de 21 millions de francs sur trois ans, et M. Delafont compte sur une diffusion de 30 000 exemplaires assurant un bon bénéfice de 1 million de francs. Quatre-vingt-un des cent dix-huit salariés actuels du *Matin* seraient reembauchés.

Le dossier de reprise du *Matin* a été déposé auprès de M^{me} Yannick Pavoc, l'administrateur désigné par

le tribunal de commerce de Paris, quelques heures avant la clôture des candidatures, le vendredi 22 janvier. Il reste maintenant au tribunal à examiner cette candidature.

Le sort du *Matin* sera définitivement scellé le mardi 26 janvier. Si le dossier de Médias n'était pas jugé assez solide sur le plan social et financier, le *Matin* pourrait alors être mis en liquidation. Les autres candidats à la reprise du quotidien — M. Jean-François Kahn, directeur de *l'Événement du jeudi*, et M. Michel Hommel, responsable d'un groupe de presse spécialisé (*Auto-Hebdo*, *Télé 77*, etc.) — ne se sont pas manifestés auprès du tribunal.

Y.-M. L.

EN BREF

● Un nouveau PDG à la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE). — Après le limogeage du contrôleur général des armées Guy Bernardi soupçonné par les douanes de ne s'être pas opposé à la livraison indirecte de poudre à l'Iran, c'est le général d'armes (cadre de réserve) Bernard Philippinot qui sera appelé au poste de PDG de la SNPE. Il vient, en effet, d'être désigné par le ministre de la défense comme membre du conseil d'administration. Le général Philippinot, soixante-deux ans, a notamment commandé les forces françaises en Allemagne, avant d'être nommé inspecteur général de l'armée de terre.

● CHINE : le chef de la commission de planification des naissances démis de ses fonctions. — M. Wang Wei, ministre de la Commission d'Etat de planification des naissances, a été remplacé par M^{me} Peng Peiyun, ancien vice-ministre de l'éducation, a annoncé, jeudi 21 janvier, l'agence Chine nouvelle. Ce remplacement intervient quelques jours après la publication par la presse officielle de chiffres indiquant une nouvelle augmentation

du taux de croissance de la population chinoise, estimée aujourd'hui à 1,07 milliard d'habitants. — (UPI.)

● PHILIPPINES : réorganisation du commandement militaire. — La présidente Aquino a profité de la nomination du général Fidel Ramos au ministère de la défense (le 20 janvier) pour réorganiser la hiérarchie militaire. Trente-trois généraux sont mis à la retraite, a annoncé, jeudi 21 janvier, la prési-

dence, et le général Ramos est renvoyé, à l'état-major général, par le général Renato de Villa, son ancien bras droit. — (AFP.)

● Rallye Paris-Alger-Dakar. — L'Italien Eddy Orioli (Honda) a remporté, vendredi 22 janvier, le dixième édition du Rallye Paris-Alger-Dakar, dans la catégorie moto. Le Finlandais Juha Kankkunen (205 Peugeot) a devancé le Japonais Ken Shinozuka (Pajero) dans la catégorie auto.

Préservez votre dos fragile avec **Piralex** de **PIRELLI**

Le sommier articulé à lattes de bois soutient bien la COLONNE VERTÉBRALE.

DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MÉDECIN

37, Avenue de la République
75001 PARIS Tél. 43-57-48-35
Métro: PARENTIER

AMÉRIQUE

LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE est paru (et il est gratuit) IL COMPREND :

- Tous les vols à prix réduits (exemples au 1-1-1988)

NEW YORK 1.980 F A/R.
LOS ANGELES 3.300 F A/R.
MIAMI 2.900 F A/R.
MONTREAL 2.200 F A/R.
HONOLULU 5.680 F A/R.
MEXICO 4.685 F A/R.

- La location de voiture et camping-car.
- Les transports intérieurs.
- Les tarifs d'hôtels.
- Des circuits à la carte et en groupe.
- Des tours insolites.
- Des renseignements pratiques.

Recevez notre brochure contre 8 F en timbres

PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58

34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris - M^o Mouton-Duvernet

Un numéro de « Dossiers et documents » sur les relations franco-allemandes

Les « Dossiers et documents » du Monde consacrent leur numéro de janvier aux relations franco-allemandes, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la signature du traité de l'Elysée entre la France et la RFA. Le bilan de cette période est résumé en quatre chapitres : de la méfiance à la confiance ; exorciser le passé ; le noyau dur de l'Europe ; ombres et perspectives.

En vente chez les marchands de journaux. 7F.

Publicité

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans son travail de réinsertion sociale, donnez meubles, vêtements, appareils de chauffage, et tous objets encore utilisables ou réparables... son camion viendra à votre domicile.

APPELEZ : 45-83-54-40

Pour mieux connaître ses autres activités, lisez son hebdomadaire EN AVANT !

ABONNEZ-VOUS : 76, rue de Rome, à Paris-8^e.

BRADERIE EXCEPTIONNELLE

Du 9 au 30 janvier.

Pianos, orgues meubles, orgues portables, synthétiseurs, guitares, batteries, instruments à vent, banquettes...

hamm

La Maison de la Musique

135-139, rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. : 45.44.38.66 - Parking à proximité.

SOLDES

sur collection de meubles, lits, canapés, etc.

Rémy

OUVERT DIMANCHE 31 Janvier 88

REMY : 80-82 Fg-St-Antoine Tél. : 43-43-65-58.